

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16042 - 7 F

SAMEDI 24 AOÛT 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

La presse belge fustige l'incompétence de la police

## L'Allemagne et la France se félicitent des baisses de taux d'intérêt

LES GOUVERNEMENTS français et allemand se sont félicités, jeudi 22 août, des décisions de la Bundesbank et de la Banque de France d'abaisser leurs taux directeurs. Cette détente monétaire a été bien accueillie par les opérateurs des marchés financiers. Elle a permis d'apaiser les tensions récemment apparues sur le marché des changes européen, notamment sur la parité franc-deutschmark. Selon les experts, le franc n'est pas à l'abri de nouvelles turbulences dans le cas où la reprise de l'économie tarderait à se manifester. Le ministre de l'Économie et des Finances, Jean Arthuis, a révisé à la baisse les perspectives de croissance en France pour 1997. Il mise désormais sur une hausse du produit intérieur brut comprise entre 2,25 % et 2,5 %.

Lire page 9

## L'histoire tragique au feu du présent

APRÈS LA GUERRE dans l'ex-Yougoslavie et le génocide commis au Rwanda, les États ont pris conscience qu'aucun paix durable ne peut être rétablie sans qu'un minimum de justice soit rendu. Ce constat inspire le projet de création d'une cour pénale internationale permanente, qui doit être discuté à l'automne aux Nations unies.

Le besoin de vérité a aussi inspiré la création, en Afrique du Sud, d'une commission chargée d'examiner les violences commises au temps de l'apartheid. En comparant cette semaine, les principales formations politiques, le Parti national, qui avait établi le régime de ségrégation, et le Congrès national africain (ANC), qui avait mené la lutte contre celui-ci, se sont pourvus montrés assez prudents, tant dans l'aveu de leurs « erreurs passées » que dans leurs accusations réciproques. Lire page 2

## Le rénovateur de Salzbourg



GERARD MORTIER

DEPUIS 1991, Gérard Mortier dirige le Festival de Salzbourg. Ce Belge de cinquante-trois ans s'est donné pour tâche, en dépit des critiques, de renouveler la programmation de la plus prestigieuse manifestation musicale européenne.

Lire page 15

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 8 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 220 PTA; Grèce, 200 Dr; Italie, 1.000 L; Japon, 100 ¥; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; Suède, 10 KSE; Suisse, 2,00 S; Tchécoslovaquie, 100 Kč; USA, 1 \$; USA (post), 2,50 S.

M 0147-824-7.00 F

## Le pouvoir choisit la force face aux sans-papiers

● Les 300 Africains réfugiés dans l'église Saint-Bernard ont été évacués, vendredi matin, par les forces de l'ordre. Les célibataires seraient expulsés dès samedi. ● A la veille de la rencontre de Brégançon, M. Chirac avait recommandé la fermeté à M. Juppé. ● La gauche prépare une manifestation

LES FORCES DE L'ORDRE sont intervenues sur ordre du ministre de l'Intérieur, vendredi 23 août à 7 h 30 du matin, pour évacuer les trois cents Africains sans papiers réfugiés depuis le 28 juin dans l'église Saint-Bernard à Paris.

Cette intervention a donné lieu à des échauffourées à l'intérieur comme à l'extérieur de l'église. Plusieurs personnes auraient été blessées. Les grévistes de la faim, sortis pour la plupart sur des civières, ont été emmenés dans deux hôpitaux militaires. Les sans-papiers célibataires ont été conduits au centre de rétention administrative de Vincennes. Les familles ont ensuite été emmenées dans des cars de police. Les personnes présentes ont également été évacuées manu militari. Une cinquantaine de personnes ont été interpellées. Un charter serait affrété d'ores et déjà pour le samedi 24 août, l'administration s'efforçant de dénouer l'imbroglio juridique des dossiers des sans-papiers.

Alain Juppé avait, la veille au soir,



confirmé la fermeté du gouvernement, tout en assurant qu'il traiterait certains cas avec humanité. Dans un avis rendu le même jour, que Le Monde publie intégralement, le Conseil d'Etat avait indiqué que, si la régularisation n'est pas un droit, l'administration dispose d'une large marge de manœuvre pour régler humanement nombre de cas individuels.

La décision de recourir à la force, après deux jours d'apparente décapitation, a été prise sur la recommandation de Jacques Chirac. Le président de la République et le premier ministre doivent se retrouver, samedi et dimanche, à Brégançon pour préparer la rentrée politique. Tandis que la gauche condamne vivement le gouvernement, la CGT a convoqué une réunion militante, dès vendredi matin, pour l'organisation d'une manifestation de protestation.

Lire pages 5 et 6 et notre éditorial page 8

## 7 h 30, les cloches de Saint-Bernard sonnent à la volée...

« LES CLOCHES, vite, les cloches ! » Il est 7 h 30, ce vendredi 23 août, et l'église Saint-Bernard réveille à la volée le quartier de la Goutte d'Or. « Ils » arrivent. Depuis quelques minutes, des escadrons de gardes mobiles et des compagnies de CRS traversent Paris, toutes sirènes hurlantes. 1 100 hommes au moins, pour une évacuation annoncée à minuits la veille par le premier ministre. Sur les trottoirs de l'église, des barrières métalliques sont dressées. Assis par terre, les manifestants scandent « Français, immigrés, solidarité ! ».

Les forces de l'ordre tentent d'accéder à la porte de l'église. Les coups de matraque pleuvent sur ceux qui sont en travers de leur route. Après avoir enjambé les grilles, ils s'attaquent aux portes. Les gendarmes mobiles sont munis de grosses tenailles rouges - des « coupe-boulons » - pour cisailier le grillage. Mais c'est à coups de hache qu'une vingtaine d'entre eux défoncent la porte en bois de la rue Saint-Bruno. Des personnes sont blessées, d'autres fondent en larmes. Debout devant une rangée de gendarmes, un Africain d'une quarantaine d'années lance : « Mon père a fait la guerre pour la France; aujourd'hui, j'ai honte pour elle. »

Dans la pénombre de l'église, allongés à droite de l'autel, les dix Africains grévistes de la faim ne sortent plus que les yeux de leur sac de couchage bleu. C'est leur cinquantième jour de jeûne. « Ce mouvement et cette grève n'ont plus d'objet », avait déclaré, la veille au soir, Alain Juppé dans une déclaration sur toutes les chaînes de télévision. Coups de sifflet. Des jeunes militants ont entassé des chaises et des bancs devant les portes. Elles craquent sous les coups de hache. L'empilement de chaises s'écroule d'un coup. Une barrière de gendarmes mobiles est aussitôt formée autour des grévistes de la faim.

Les forces de l'ordre exposent leur plan d'évacuation : les célibataires seront évacués les premiers. Des militants hurlent : « Ne touchez pas aux grévistes de la faim, pas eux ! » Rien n'y fait. Une jeune fille est traînée à terre jusqu'en bas de l'autel. Les yeux et le nez piqués par un gaz lacrymogène, elle pleure pendant l'assaut (par les « agitateurs », selon la police), le père Coindé tente de mener à bien un moment de recueillement improvisé en musique, tentative dérisoire pour repousser encore un peu l'échéance fatale. Les femmes africaines hurlent leur rage à

la face des CRS. Réclamant simplement des papiers, elles ont erré dans Paris pendant plus de cinq mois : l'église Saint-Ambroise, le gymnase Japy, l'entrepôt désaffecté de la SNCF, rue Pajol, l'église Saint-Bernard, enfin. L'une d'elles reste assise et répète d'une voix faible : « Jeter des gaz lacrymogènes dans une église où il y a des enfants, c'est bien, ça ? »

Emmanuelle Béart, perdue dans la houle, ne répète rien d'autre. Prenant dans ses bras un petit garçon africain en pull rouge qui ne parvient plus à pleurer tant il est effrayé, elle refuse de sortir de l'église sans lui. Ariane Mnouchkine vient d'être emmenée. Le professeur Schwartzberg et Alain Krivine, qui s'étaient assis devant les grévistes de la faim, sont éloignés dans une petite cour. Le père Coindé regarde du haut de l'autel les pompiers s'activer autour des grévistes. Il fait l'inventaire des dégâts : huit portes cassées par les gendarmes. Pendant ce temps, les forces de l'ordre trient les familles et les célibataires. « J'ai honte pour nous, pour les Français. Il me semblait qu'il y avait des négociations. On fait des déclarations et puis voilà... », dit le curé de Saint-Bernard.

Aude Dassonville et Erich Inciyan

## La nostalgie du tueur

AVEC CE NUMÉRO du Monde se terminent nos « Séries noires en série ». Après Daniel Pennac (nos éditions du 13 juillet), Jérôme Charyn (20 juillet), Henri Raczymow (27 juillet), Didier Daeninckx (3 août), Thierry Jonquet (10 août) et Daniel Picouly (17 août), Marc Villard nous entraîne aux côtés d'un tueur professionnel. Sans état d'âme jusqu'au jour où sa cible est un amour de jeunesse.

## TWA : des traces d'explosifs

Les enquêteurs américains auraient retrouvé des traces chimiques d'explosifs dans le Boeing de la TWA selon le New York Times.

## Une rencontre Pères-Arafat

Le président de l'Autorité palestinienne et l'ancien premier ministre israélien ont dialogué, jeudi 22 août, au grand dam du gouvernement de l'Etat juif.

## Les demandes de France Télévision

Xavier Gouyou Beauchamps réclame une augmentation de 350 millions du budget de France Télévision et constate que France 2 souffre d'une « érosion d'audience ».

## Le piéton des Balkans

François Maspéro continue son périple en Bulgarie, « pays de l'hospitalité sans sourire ».

## Le progrès en débat

Un point de vue d'Alain Lipietz, directeur de recherche au CNRS.

## Georges Ghosn au « Nouvel Economiste »

Le tribunal de commerce de Nanterre a préféré le plan de l'ancien propriétaire du groupe Desfossés à celui de Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint Laurent.

## Les puces de la formule 1

L'électronique a envahi les cockpits des monoplaces afin de pouvoir analyser leurs réactions.

International	2	Jour	13
France et Société	5	Agenda	14
Horizons	7	Alimentation	14
Entreprises	9	Technologie	14
Finances/marchés	10	Philosophie	14
Asipen/hul	12	Culture	15
Carnet	12	Radio-Télévision	17

## Ce catalogue devrait être interdit à la vente. D'ailleurs il l'est.



Le nouveau catalogue hiver du Club Med est sorti et gratuit.

Disponible dans les agences Club Med Voyages, Forum Voyages, Hovos Voyages et agences agréées du 01 42 96 10 00.

Michel Rocard, ancien premier ministre, est sénateur (PS) des Yvelines.

Lire la suite page 8



**AMNISTIE** Frederik De Klerk, au nom du Parti national (NP), principale formation politique de la minorité blanche, et Thabo Mbeki, au nom du Congrès national africain (ANC),

le parti de Nelson Mandela, ont évité l'affrontement, cette semaine, devant la Commission Vérité et Réconciliation, chargée d'examiner les crimes et violences commis au temps

de l'apartheid. ● LA COMMISSION, qui a le pouvoir d'amnistie, a entendu de part et d'autre des dépositions mesurées dans un souci de réconciliation, selon le vœu de M. Mandela.

● L'ONU va être saisie du projet de création d'un tribunal pénal international permanent pour les crimes les plus graves commis dans les guerres internationales et civiles. La création,

ces dernières années, des tribunaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda a relancé l'idée, mise à l'étude il y a quinze ans, d'une Cour de justice pénale à compétence universelle.

## La « nouvelle Afrique du Sud » privilégie la réconciliation nationale

Au cours des dépositions faites devant la commission chargée d'examiner les crimes commis au temps de l'apartheid, le Parti national, qui avait établi la ségrégation raciale en 1948, et le Congrès national africain ont évité de s'affronter

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Faire la lumière sur les crimes de l'apartheid sans remettre en cause l'esprit de réconciliation entre les communautés noire et blanche, tel est le difficile exercice auquel se livre, depuis quatre mois, la commission Vérité et Réconciliation, présidée par M<sup>re</sup> Desmond Tutu, ancien archevêque anglican du Cap. Consciente du rôle des différents partis politiques – blancs et noirs – dans les violences commises au temps du régime de ségrégation raciale, la session qui s'est achevée, jeudi 22 août, devait marquer une étape importante de ce processus de réconciliation. Or elle n'a fait qu'en souligner les limites.

Pour la première fois, les dirigeants politiques avaient l'occa-

sion de s'exprimer devant la commission au nom de leur mouvement. Mais les intervenants se sont contentés d'exprimer un repentir forcé. Chacun est resté fidèlement sur ses positions, sans apporter beaucoup d'éléments nouveaux sur les crimes commis et sans perdre de vue ses arrière-pensées politiques.

Les Sud-Africains attendaient beaucoup de la déposition de Frederik De Klerk, l'actuel chef du Parti national (NP) qui fonda, en 1948, le régime de l'apartheid. L'ancien chef d'Etat a certes reconnu « les erreurs du passé » avec plus de netteté qu'il ne l'avait fait auparavant.

C'était une nécessité pour un parti qui a besoin de séduire une fraction de la population noire pour assurer sa survie sur la scène politique – la minorité blanche n'est pas assez nombreuse pour être une base suffisante. Mais M. De Klerk se refuse toujours à admettre que les violations des droits de l'homme faisaient partie intégrante du système de l'apartheid. Selon lui, ces pratiques n'ont jamais été autorisées en bonne et due forme : elles ont été commises à titre individuel, en dehors des consignes officielles.

### CALCUL POLITIQUE

A l'intention de son électorat traditionnel, M. De Klerk a redit son soutien à ceux qui avaient servi sous le gouvernement du NP. Il a réitéré sa demande d'une application impartiale de l'amnistie en leur faveur, amnistie que peut accorder la commission Vérité et Réconciliation. Lui-même ne se reconnaît aucune responsabilité directe et personnelle dans les exactions commises sous le gouvernement qu'il a dirigé à partir de 1989 jusqu'aux élections de 1994, qui ont amené le Congrès national africain (ANC) et Nelson Mandela au pouvoir.

Succédant à M. De Klerk devant la commission, le vice-président Thabo Mbeki a souligné, jeudi, au

nom de l'ANC, que l'apartheid avait été qualifié de « crime contre l'humanité » par les Nations unies. Il a rappelé les nombreuses exactions commises par le régime blanc, notamment à l'encontre de son organisation. Mais M. Mbeki n'a pas cherché à répondre à l'argumentation de M. De Klerk et à provoquer un affrontement avec le NP. Fidèle à l'esprit de réconciliation incarné par M. Mandela, celui qui l'on présente comme son successeur a préféré consacrer une bonne partie de son intervention à reconnaître les propres torts de l'ANC dans sa lutte contre l'apartheid.

Cette démarche répond à un calcul politique. Le pouvoir noir veut, en effet, éviter de faire apparaître la commission Vérité et

Réconciliation comme un instrument de vengeance aux yeux de la minorité blanche. Depuis 1994, M. Mandela veille à ne pas heurter et à rassurer cette minorité, qui a perdu ses privilèges et qui est encore plus inquiète depuis qu'en juin le NP s'est retiré du gouvernement d'union nationale. Soucieux d'attirer les investisseurs étrangers, le pouvoir ne peut pas se permettre de raviver les tensions raciales. Il a aussi besoin de la cohésion de la nation pour faire face à une criminalité qu'il ne réussit pas à endiguer.

### LE SOUCI DE L'UNITÉ NATIONALE

C'est sur cette corde sensible du déclinisme possible de l'unité nationale que, lors de sa comparution devant la commission, a joué Constand Viljoen, chef du

Front de la liberté, parti blanc, afrikaaner, plus radical que le NP. Considéré comme un élément modérateur de l'extrême-droite, M. Viljoen a laissé entendre qu'il pourrait changer d'attitude si le gouvernement persistait dans son refus de reporter la date d'effet de l'amnistie. Ce report permettrait à des extrémistes afrikaaners actuellement emprisonnés de bénéficier de cette mesure. A titre personnel, M. Viljoen s'est dit prêt à venir témoigner devant la commission en sa qualité d'ancien chef d'Etat-major, dans le cadre de la déposition collective préparée par les ex-forces armées.

Son supérieur de l'époque, l'ancien ministre de la défense, le général Magnus Malan, sous le coup d'un procès, a déclaré, de son co-

té, avoir « la conscience tranquille ». A ce jour, aucun dirigeant du régime de l'apartheid n'a accepté de comparaître à titre individuel devant la commission. Les demandes d'amnistie qu'elle a commencées à examiner émanent toutes de subalternes, emprisonnés ou en instance de jugement. Des hauts responsables de la police de l'apartheid n'ont pas exclu, il y a quelques semaines, de reconnaître leur responsabilité dans une série de violations des droits de l'homme. Mais c'est seulement pour se prémunir contre d'éventuelles poursuites judiciaires et aucune demande formelle d'amnistie n'a été encore déposée.

La commission Vérité et Réconciliation n'a pas cherché à renforcer la défiance des anciens dirigeants à son égard. Répondant au souci d'unité nationale prôné par M. Mandela, son vieux compagnon de lutte, M<sup>re</sup> Desmond Tutu, fait un usage prudent des pouvoirs de l'organe qu'il préside. Prix Nobel de la paix en 1984 pour son opposition non-violente à l'apartheid, l'ancien archevêque anglican du Cap a préféré concentrer pour le moment l'essentiel des activités de la commission aux auditions des victimes.

### A SENS UNIQUE

La commission, jusqu'à maintenant, a hésité à recourir à son droit de faire comparaître les personnes mises en cause par les victimes ou les responsables du régime de l'apartheid. Mais elle a déclaré son intention d'en faire prochainement usage. Une bonne partie de la population noire verrait sans doute ce « durcissement » d'un bon œil. Sans réclamer vengeance, une large part de cette population semble avoir le sentiment qu'elle assiste à une réconciliation à sens unique, réalisée au nom de l'intérêt national, au détriment de son droit à la justice.

F. Cha.

Frédéric Chambon

## L'ANC regrette les bavures d'une « guerre juste »

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Le vice-président Thabo Mbeki a admis, jeudi 22 août, devant la commission Vérité et Réconciliation, que le Congrès national africain (ANC) a violé les droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre l'apartheid. Contrairement à Frederik De Klerk, qui avait fait une déposition similaire, la veille, au nom du Parti national, M. Mbeki a évoqué des faits précis. Concluant la semaine consacrée à l'audition des partis politiques par la commission, dans un centre de conférences du Cap, il a reconnu, au nom de son parti, que l'ANC avait exécuté une trentaine de ses membres entre 1981 et 1989.

Ces personnes, détenues dans une base militaire en Angola, étaient soupçonnées d'espionner pour le compte du régime de l'apartheid. De nombreux autres suspects ont été torturés et maltraités pour les mêmes raisons, a reconnu Thabo Mbeki. Depuis avril, dans le cadre de l'audition des victimes, la commission a entendu plusieurs témoins qui ont affirmé avoir subi de telles pratiques ou y avoir assisté.

Le vice-président Mbeki a aussi évoqué les attentats commis par l'ANC dans plusieurs villes sud-africaines, dans le cadre de sa lutte armée contre le régime de l'apartheid. Il s'est excusé pour la mort de civils à l'occasion de ces attentats. L'ANC « regrette profondément » la mort de ces personnes, a-t-il dé-

claré, soulignant que l'ANC avait pour politique de s'attaquer à des cibles militaires et non civiles.

Si la lutte contre l'apartheid a donné lieu à des débordements inexcusables, elle n'est en rien comparable à la répression menée par les anciennes forces de sécurité, souligne toutefois l'ANC dans son mémorandum de 300 pages. Il est « moralement erroné » de comparer les deux, affirme-t-il. La lutte contre l'apartheid était une « guerre juste » contre un régime perpétrant un crime contre l'humanité, a insisté M. Mbeki.

Le vice-président a évoqué les tortures infligées aux sympathisants de l'ANC détenus sans jugement et les nombreux coups piégés ou empoisonnements dont d'autres ont été victimes. Selon l'ANC, ces agissements ont été perpétrés par un réseau occulte des forces de sécurité encore partiellement en activité. Ce réseau contribuerait notamment aux violences dans la province du KwaZulu-Natal pour déstabiliser le gouvernement démocratique, affirme l'ANC. Un réseau du même genre, lié aux services secrets militaires, serait à l'origine de l'assassinat, en 1993, de Chris Hani, chef du parti communiste sud-africain et figure emblématique de la lutte contre l'apartheid. Sur la base de nouveaux éléments recueillis dans ce sens, l'ANC demande la réouverture de l'enquête sur cet assassinat.

F. Cha.

Frédéric Chambon

## Un projet de Tribunal international permanent des Nations unies pour les crimes contre l'humanité

GENÈVE  
de notre correspondante

La Commission du droit international de l'ONU, composée de trente-quatre experts indépendants, a récemment achevé ses travaux sur un projet de création d'une Cour pénale internationale permanente des Nations unies. Un tel tribunal, à compétence universelle, remplacerait les tribunaux ad hoc qui ont été créés ces dernières années par l'ONU pour juger les crimes graves commis pendant la guerre dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda en 1994.

Le projet avait été mis à l'étude il y a une quinzaine d'années. Toutefois, les travaux de la Commission ont longtemps piétiné, jusqu'à ce que la constitution des tribunaux de La Haye (pour l'ex-Yougoslavie) et Arusha (en Tanzanie, pour les crimes commis au Rwanda) donne une impulsion nouvelle aux réflexions sur la création d'une justice internationale permanente.

Le projet mis au point par la Commission doit être discuté au Conseil de sécurité, puis soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations unies, qui sera réunie à New York à partir du 15 septembre. La France a déjà proposé un très grand nombre d'amendements.

Il s'agit de juger les individus, qu'ils soient chefs d'Etat ou sans grade, responsables des « crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité » au cours des guerres civiles ou internationales.

Le code qui vient d'être mis au point à Genève par la Commission de droit international prévoit, parmi ces crimes, l'agression d'un pays par un autre. Par exemple, si le Tribunal international avait

fonctionné du temps de la guerre du golfe, Saddam Hussein aurait pu être jugé pour l'invasion du Koweït.

### RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE

Selon le président de la Commission, le professeur Ahmed Mahiou (Algérie) : « Non seulement les Etats seront désormais au pied du mur », mais aucun responsable des crimes de guerre contre l'humanité ne pourra « croire qu'il restera tranquille ». Tous sauront qu'ils devront répondre personnellement de leurs actes, que ceux-ci soient ou non punissables par le droit de leur pays.

Le code de vingt articles adopté à Genève se différencie des conventions humanitaires de La Haye de 1907 et des conven-

tions humanitaires de la Croix-Rouge de 1949 par le fait qu'il tient essentiellement compte de la responsabilité individuelle de tout crime « commis de manière systématique et sur une grande échelle ».

Selon ce code, est tenu pour responsable quiconque commet intentionnellement un crime de guerre ou contre l'humanité, ordonne de commettre un tel crime ou omet de l'empêcher ou de le réprimer, ainsi que celui qui, en connaissance de cause, fournit une aide ou une assistance au crime ou qui incite directement et publiquement à commettre un crime si celui-ci a effectivement été perpétré.

Avoir agi sur l'ordre d'un gouvernement ou d'un supérieur hié-

rarchique n'exclut pas la responsabilité pénale. Nul ne pourra être condamné pour des actes commis avant l'entrée en vigueur du code.

Outre l'agression contre un Etat, le code prévoit quatre catégories de crimes.

1. Les crimes de génocide. Ce sont ceux qui sont commis, ne serait-ce que partiellement, dans le dessein de détruire « un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Les mesures visant à empêcher les naissances au sein d'une communauté donnée figurent dans l'énumération des crimes de génocide.

2. Les crimes contre l'humanité. Les auteurs du code considèrent comme crime contre l'humanité « le fait de commettre, de manière systématique ou sur

grande échelle et sur l'instigation d'une organisation ou d'un groupe, la meurtre, l'extermination, la torture, la réduction en esclavage, les persécutions pour des motifs politiques, religieux ou ethniques, la discrimination institutionnalisée, la déportation de populations, la disparition forcée de personnes, la violence, la contrainte à la prostitution et toutes les autres formes de violence sexuelle ».

3. Les crimes contre le personnel des Nations unies et les personnes associées qui pourraient être les ONG.

4. Les crimes de guerre ont déjà été codifiés par le droit humanitaire international. Cependant, le code précise que sont considérés comme tels, entre autres, la déportation, la torture, la prise

d'otages, les actes de terrorisme et le fait d'utiliser « perfidement » les insignes de la Croix-Rouge et du Croissant rouge. Egalement criminel « tout retard injustifié dans le rapatriement des prisonniers de guerre ou de civils ». Il s'agit là, en somme, de toutes les définitions incontestables des crimes commis de manière massive.

Les Etats devront se prononcer lors de la prochaine assemblée générale des Nations-Unies sur les vingt articles qui énumèrent le code. Outre les réticences de certains sur la création même d'un tel tribunal, d'autres Etats souhaitent que le droit coutumier international soit pris en considération.

Isabelle Vickmiac

## Les femmes de Monrovia attendent la présidente du Liberia

MONROVIA

de notre envoyé spécial

Pour la troisième journée consécutive, Monrovia a vainement attendu, jeudi 22 août, sa présidente Ruth Sando Perry, qui doit diriger le Conseil d'Etat, qui tient provisoirement lieu de présidence collégiale, n'est toujours pas arrivée du Nigeria, où elle a été nommée à l'issue du sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Jeudi matin, il y avait encore une petite foule à l'aéroport James Spriggs Payne. Mais l'enthousiasme qui régnait l'avant-veille s'était considérablement refroidi. A l'annonce de la nomination d'une femme à la tête des vestiges de l'Etat libérien, les femmes de

Monrovia s'étaient précipitées par centaines vers la piste d'atterrissage, brandissant des rameaux de feuilles vertes ou des pancartes proclamant « Women can do it » (« les femmes peuvent y arriver »), et la plupart des hommes présents convenaient qu'en tout cas M<sup>re</sup> Perry ne pouvait faire pire que ses prédécesseurs masculins qui ont tous échoué à contrôler les chefs de factions qui sont membres du Conseil d'Etat.

Tout ce que le Liberia compte de responsables féminines – fonctionnaires, magistrats, chefs d'entreprise – s'était donné rendez-vous autour des hangars et de la petite tour de contrôle, ravagés dès les premiers jours des combats d'avril et de mai. Cette première matinée d'attente s'était achevée

par une fête improvisée, grâce à la métamorphose instantanée de la fanfare nigérienne de la Force d'interposition ouest-africaine (Ecomog) en orchestre de bal.

### REPRISE EN MAIN

Deux jours plus tard, les femmes n'étaient plus que quelques dizaines. En revanche, les états-majors des factions étaient venus attendre leurs chefs, qui devaient partager l'avion de M<sup>re</sup> Perry. Chaque « politique » était entouré de deux ou trois adolescents au visage fermé, vétérans de cette guerre civile qui dure depuis six ans et a fait 150 000 morts. En ville, une vingtaine de combattants de la branche krahin du Mouvement uni de libération (Ulimo), dont certains n'avaient pas dix ans, sont

sortis des environs du camp Barclay, qui fut le quartier général de la coalition krahin. En civil, armés seulement de tambours à main, ces enfants ont parcouru les rues en scandant le nom de leur chef, Roosevelt Johnson, qui, espéraient-ils, devait revenir avec les membres du Conseil d'Etat.

Plus que la liesse spontanée des femmes de Monrovia, ces scènes donnent une image exacte de la tâche qui attend M<sup>re</sup> Perry. Alors que les accords d'Abuja (Nigeria) prévoyaient un cessez-le-feu à partir du 20 août, des combats ont opposé, dès le lendemain, les deux branches de l'Ulimo, dans le comté de Bomli, près de Tubmanburg, au nord-ouest du pays. Une mission des Nations unies, qui devait étudier la reprise de l'aide humani-

taire dans la région, a dû faire demi-tour.

L'explication communément admise pour la prolongation du séjour des dirigeants libériens à Abuja est que le chef de l'Etat nigérian, le général Sani Abacha, veut assurer l'autorité de M<sup>re</sup> Perry et obtenir des garanties de bonne conduite de la part des chefs de factions. Ce souci de reprise en main explique aussi l'arrivée, dès mercredi, à Monrovia, du nouveau chef de l'Ecomog, le général nigérian Victor Malou, comme si, désormais, les Nigériens, qui fournissent le gros des 8 500 soldats ouest-africains présents au Liberia, avaient décidé d'assumer complètement la direction des opérations.

Thomas Sotinel

Les relations s'en  
entre Israël et l

Yasser Arafat  
ministre libanais

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

le régime  
nouveau  
Parti  
soutien  
ou régime  
pour  
Régime  
démocratie  
arabique  
du Liban  
peut être  
juste  
autonome  
l'Etat  
démocratique  
nouveau

هكذا من الأصل



## Les relations s'enveniment de jour en jour entre Israël et l'Autorité palestinienne

Shimon Pérès a rencontré Yasser Arafat, au grand dam de Benjamin Nétanyahou

Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, et Shimon Pérès, ancien premier ministre israélien, se sont rencontrés, jeudi

22 août, près du point de passage d'Erez, au grand dam des autorités de l'État juif, qui avaient tenté d'empêcher cet entretien. Cet in-

cident illustre le très mauvais état actuel des relations entre le gouvernement de Benjamin Nétanyahou et les Palestiniens.

JÉRUSALEM

Comme « au bon vieux temps », le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le chef du Parti travailliste, Shimon Pérès, se sont retrouvés, jeudi 22 août, près du point de passage d'Erez, qui sépare la bande de Gaza d'Israël. Rencontre sans grandes conséquences politiques entre les deux anciens partenaires du processus de paix, et qui aurait dû passer pratiquement inaperçue s'il n'y avait eu la soudaine décision des autorités de l'État juif d'interdire à l'hélicoptère de M. Arafat de se déplacer jusqu'à Ramallah, en Cisjordanie, où devait en principe avoir lieu l'entretien.

« Affront » aux yeux des Palestiniens, « malheureuse coïncidence », à en croire les Israéliens, l'incident en dit tout de même long sur l'état actuel de leurs relations. Mercredi déjà, le gouvernement Likoud, qui a fait de « l'intégrité » de Jérusalem son principal cheval de bataille, ordonnait la fermeture de deux bureaux de l'Olp dans les environs de la Ville sainte.

Le premier ministre israélien a cependant répété que le dialogue reprendrait « bientôt », lors d'une conversation téléphonique, jeudi, avec le président égyptien Hosni Moubarak, qui avait menacé d'annuler la Conférence économique du Caire sur le Proche-Orient, prévue en novembre, s'il n'y avait pas de progrès sur le dossier palestinien. Benjamin Nétanyahou a aussi annoncé la prochaine réunion du Comité de suivi des négociations.

Quelques heures auparavant, le moral était plutôt bas entre les membres du Conseil législatif palestinien, qui siégeaient à Ramallah.



Le fauteuil du président était vide : les Israéliens venaient de lui interdire de surveiller leur territoire. De retour de Tunis, M. Arafat se retrouvait, une fois de plus, comme un oiseau en cage à Gaza, mais juste pour quelques heures, le temps pour le gouvernement de revenir sur sa décision, prise pour des « raisons techniques », expliquera David Bar Ilan, au nom du premier ministre.

RANQUEROUTE IMMINENTE

A Ramallah, l'impression était tout autre. « Ce gouvernement veut nous imposer une mentalité de domination et d'humiliation, c'est un moyen pour Nétanyahou de nous dire qu'il rejette les accords », lançait Hanane Achraoui, « ministre » de l'éducation.

En réalité, le message de Nétanyahou avait deux destinataires :

M. Arafat, pour lui rappeler que si son gouvernement a promis de respecter les accords d'Oslo, il ne devait attendre, en revanche, aucun traitement de faveur, mais aussi M. Pérès, auquel le premier ministre a reproché de s'engager dans les négociations de paix et de lui « mettre des bâtons dans les roues ». « Vous êtes peut-être au courant, je ne suis pas venu ici pour attaquer le nouvel exécutif », commentait le chef travailliste peu après son entretien avec le président de l'Autorité palestinienne. Après sa défaite électorale, M. Pérès est récemment sorti de sa léthargie politique pour rappeler, comme il l'a fait, jeudi, dans un entretien accordé au journal *Morah*, qu'il représente tout de même la moitié des Israéliens. C'est le deuxième incident en

deux jours. Mercredi, Israël fermait deux bureaux de l'Olp dans les villages d'Abus Du et d'Azariéh, sous prétexte qu'ils servaient de base à la police palestinienne, sans autorité dans cette zone des environs immédiats de Jérusalem. Lundi, alors que M. Pérès et les négociateurs palestiniens célébraient le troisième anniversaire de la signature des accords d'Oslo au bord du lac de Galilée, le gouvernement de M. Nétanyahou se montrait inquiet de la présence d'autres organismes comme le Conseil palestinien pour le développement et la reconstruction économique (Pecdar), depuis longtemps installés dans les quartiers proches de la ville.

M. Nétanyahou ayant fait de la fermeture des institutions palestiniennes à Jérusalem-Est la condition sine qua non du redéploiement de ses troupes hors d'Hébron, la ville cisjordanienne ne risque pas de voir de si tôt un quelconque mouvement des soldats israéliens. Les ministres des Infrastructures nationales, Ariel Sharon, a proposé son propre plan, qui ne coïncide pas avec celui de Tshah. Le premier ministre hésite entre les deux.

Pendant ce temps-là, la situation économique des enclaves autonomes, soumises au blocage depuis février, ne s'améliore pas. Terje Larsen, coordinateur spécial des Nations unies, a annoncé la banqueroute, « dans les prochaines semaines ». Selon les chiffres du Fonds monétaire international, le déficit de l'Autorité palestinienne atteint 127 millions de dollars (635 millions de francs). Situation qui, selon M. Larsen, pourrait s'améliorer, si plus de travailleurs palestiniens pouvaient retourner travailler en Israël. (Interim.)

## Les militaires birmans s'efforcent de pérenniser leur pouvoir

La junte mène de front réforme économique, pacification ethnique et chantier constitutionnel

RANGOUN

L'or vif et le vert sombre : ces deux couleurs sont celles qu'affiche Swedagon, la superbe pagode de Rangoun qui, aux premières lueurs du jour, frémisse de dévotions des fidèles arrosant d'eau les placides bouddhas de marbre et d'albâtre. L'or, c'est l'éclat du gigantesque « stupa » en forme de cloche qui surplombe le lieu saint ; le vert est celui des uniformes qui se mêlent à la foule de bonzes et de dévôts pour la surveillance.

De fait, dans la Birmanie d'aujourd'hui, le vert sombre veille sur l'or vif. Pieds nus et coiffé d'un chapeau de brousse, un sous-officier observe des travaux de ravalement tout en gardant un œil vigilant sur les quelques touristes filant au long des ruelles. Ce gradé est un boursier. Se détache-t-on du calme des lieux qu'il se lance dans un discours bien rodé sur les bienfaits de la politique de la junte au pouvoir. « Le pays est calme, dit-il. Les gens font confiance au gouvernement qui rénove les temples et construit des routes. »

A l'évocation de l'opposante Aung San Suu Kyi, leader de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le ton se durcit : « C'est une étrangère (son mari est britannique). Les Français accepteraient-ils d'être dirigés par un Allemand ? » Et de sacrifier à la tirade sur la « désinformation » dont la Birmanie est victime dans les médias occidentaux. « Chez vous, vous vous décoiffez dans une lieu saint en signe de respect, nous on se met pieds nus : nos cultures sont différentes... »

Mise à l'index de la communauté internationale après la répression de l'été 1988 et l'annulation de la victoire de la LND aux élections de 1990, le régime militaire birman est plus que jamais sûr de son bon droit. Usant tant de la séduction - le clergé bouddhiste est couvert de cadeaux - que de l'intimidation - « Ecoutez les éléments destructeurs », appellent des panneaux de

propagande aux carrefours de la capitale -, la junte croit en ses chances de survie. Sa stratégie a trois volets : réforme économique, pacification ethnique, chantier constitutionnel.

Amorcée en 1993, l'ouverture de l'économie commence à produire des effets. Embouteillages naissants - mille nouvelles voitures par mois, dit-on -, hôtels en construction, port engorgé : Rangoun n'est plus la cité léthargique et décadente des décennies de la « voie birmane vers le socialisme ». Le régime s'enorgueillit d'une croissance de 9,8 % - les évaluations occidentales oscillent entre 3 % et 7 % - et d'une élévation du niveau de vie (240 dollars par habitant, pour 200 en 1988).

Le caractère artificiel et précaire de ce décollage saute pourtant aux yeux. D'abord parce que le trafic de drogue (la ville de Mandalay, au centre du pays, est une plateforme du blanchiment de l'argent sale dérivé des activités du fameux Triangle d'or) alimente une partie de ces nouveaux revenus : les recettes tirées de la vente de l'opium à l'étranger seraient supérieures à celles de toutes les autres exportations. L'économie, par ailleurs, vit sur un double marché, l'officiel et le parallèle, de sa monnaie nationale, le kyat, ce qui constitue un épouvantable casse-tête pour les investisseurs étrangers. A cela s'ajoute le fait que la planche à billets tourne à plein régime afin de combler le déficit budgétaire. Il en résulte un dérapage de l'inflation - 30 % prévisible en 1996 - et des taux d'intérêt négatifs qui freinent la dynamique de l'ouverture.

Le deuxième front sur lequel le régime affiche sa sérénité est celui des rébellions des ethnies minoritaires : Karen, Karenni, Shan, Mon, Kachin, etc. Le régime a conclu des arrangements avec quinze insurrections sur seize. Il peut même se satisfaire d'avoir affaibli la dernière guérilla toujours en activité, la Karen National Union (KNU), dont les troupes de confession bouddhiste se sont retournées -

incitées en cela par la junte - contre l'état-major chrétien. Ces succès restent toutefois fragiles car les négociations n'ont abouti à aucune solution politique durable mais à de simples accords techniques de cessez-le-feu. Aussi cette « pacification » montrerait-elle déjà ses limites : selon des sources diplomatiques, le cessez-le-feu a été rompu avec les Karenni, et connaît des tensions avec les Mon et les Kachin.

Le troisième front sur lequel s'active le régime est probablement le plus explosif car il fait l'objet d'une attention vigilante de l'opinion internationale. Il s'agit du processus constitutionnel. « Nous ne sommes pas un gouvernement démocratique mais un gouvernement provisoire : notre objectif est d'instaurer le multipartisme assorti de l'économie de marché », déclare le major Hla Min, un officier des services de renseignement, qui prend soin de se démarquer du « gouvernement socialiste » (équivalent militaire) d'avant 1988.

Un officier : « Nous n'aurons pas besoin de faire un coup d'Etat en cas de crise, puisque nous serons déjà à l'intérieur du système »

L'objectif politique déclaré de la junte est d'organiser des élections, une fois adoptée une nouvelle Constitution dont la rédaction est en cours au sein d'une « convention nationale ». Les travaux devraient s'achever dans « deux ans ou plus tard », dit le major Min. Le dispositif qui se dessine est celui d'un système fortement présidentiel où l'armée se verra officiellement accorder un « rôle diri-

geant », à l'instar du modèle indonésien.

La doctrine de la junte est en effet que l'armée est indispensable à la sauvegarde de l'unité nationale. « Notre pays pourrait connaître une situation bien pire que celle de la Bosnie avec nos cent trente-cinq groupes ethniques », estime le major Min. D'où l'immense merite à ses yeux de la nouvelle Constitution : « Nous n'aurons pas besoin de faire un coup d'Etat en cas de crise, puisque nous serons déjà à l'intérieur du système », explique l'officier, pas peu fier de son raisonnement.

On comprendra aisément, dès lors, que la LND d'Aung San Suu Kyi ait quitté, en novembre 1995, les travaux d'une « convention nationale » qui se contente, en réalité, d'analyser les vues de militaires. Depuis, c'est l'impasse. Mise hors jeu, la toujours populaire « Dame de Rangoun » n'a d'autre choix que de tabler sur la volatilité de la situation intérieure, et sur les effets d'un isolement international qu'elle cherche à encourager en appelant les investisseurs à boycotter le pays.

Un tel pari est pourtant loin d'être gagné. Car le temps semble jouer en faveur du régime. S'il s'avère que le décollage économique se traduit bien par une hausse du niveau de vie - ce que M<sup>me</sup> Suu Kyi conteste -, sa marge de manœuvre risque de se réduire. En outre, le pouvoir est aujourd'hui suffisamment habile - mais le sera-t-il longtemps ? - pour laisser s'exprimer devant ses milliers de fidèles, du haut de la grille de sa résidence, afin de montrer aux gouvernements étrangers tenus par des sanctions qu'il n'est pas un affreux régime totalitaire écrasant toute dissidence. De ce point de vue, les prises de parole de la « Dame » sont moins un insupportable défi à la junte que l'allibi d'un pouvoir en passe de s'alligner sur les normes de maints régimes d'Asie du Sud-Est.

Frédéric Bobin

## Bill Clinton signe la loi démantelant l'Etat-Providence

WASHINGTON. Le président démocrate Bill Clinton a signé jeudi 22 août la loi d'origine républicaine démantelant partiellement le système d'aide sociale aux Etats-Unis créée dans les années 30 et développée dans les années 60 par le parti démocrate (*Le Monde* du 2 août). Cette réforme met un terme à une aide garantie aux défavorisés. Cette aide sera désormais limitée à cinq ans maximum et sa gestion transférée de l'Etat fédéral aux Etats. De plus, la loi refuse tout bénéfice aux immigrés, en situation légale ou illégale, durant les cinq premières années de leur séjour aux Etats-Unis. - (AFP)

AFRIQUE

■ ALGERIE : la création d'un Commissariat à l'énergie atomique dont l'objectif sera la promotion et le développement de l'énergie et des techniques nucléaires et la coordination de la recherche, a été annoncée, mercredi 21 août, par le gouvernement. L'Algérie possède deux réacteurs expérimentaux : un construit en 1989 avec l'aide de l'Argentine, l'autre réalisé en 1991 avec l'aide de la Chine. - (AFP)

■ BURUNDI : la rébellion hutue tente d'imposer un blocus de la capitale burundaise, a confirmé, jeudi 22 août, le porte-parole de l'armée. Les rebelles dissuaderaient les paysans hutus des collines alentours de ravitailler Bujumbura en fruits et en légumes. Le président, le major Pierre Buyoya, a décrié qu'il « existait bien des moyens » pour tenir en échec une telle tentative. Selon des témoins, l'armée a entrepris, cette semaine, des opérations dans ces collines et 38 personnes auraient été tuées, mardi, à une dizaine de kilomètres de la capitale. - (AFP)

■ CÔTE-D'IVOIRE : Charles Millon, en visite, jeudi 22 août, à Abidjan, a promis de livrer à l'armée ivoirienne des matériels rendus disponibles par la restructuration des forces françaises. Inquiète des répercussions créées par la guerre au Libéria, la Côte-d'Ivoire estime avoir besoin de moyens (transport et transmissions) pour lutter contre le trafic de drogue et d'armes. - (AFP)

■ FRANCE-LIBYE : Tripoli souhaite entretenir « des relations privilégiées » avec la France, a déclaré, jeudi 22 août, le chef de la diplomatie libyenne, après avoir souligné « le rôle prépondérant » joué par ce pays en Europe et en Méditerranée. Le nouvel ambassadeur de France en Libye, M<sup>me</sup> Dallan, qui remettrait ce même jour des lettres de créances à la Libye, a insisté sur l'importance du « dialogue et de l'entente » qu'elle a présenté comme l'orientation majeure de la politique arabe du président Chirac. - (AFP)

ASIE

■ TAIWAN : le gouvernement de Taiwan a répondu positivement, le jeudi 22 août, à une offre de reprise du dialogue politique formulée la veille à Pékin par Tang Shubei, directeur adjoint de l'Association pour les relations à travers le détroit de Taiwan (ARATS), qui a mené plusieurs entretiens, jusqu'en 1993, avec une instance homologue de Taipei, la SER. Pékin avait suspendu tout contact après que les Etats-Unis eurent, en juin 1995, accordé un visa, pour un voyage privé, au président taiwanais. - (AFP Reuters)

■ La France a livré à Taiwan sa deuxième frégate, en début de semaine. Aucune cérémonie n'a été organisée à Lorient, où la *Si Ning* a été construite, baptisée et mise sur cale en mars 1994. La première frégate, *Kang Ding*, a été livrée en mai. Une troisième des six commandées le sera fin 1996.

EUROPE

■ CROATIE-SERBIE : le ministre croate des affaires étrangères, Mate Granic, est arrivé vendredi 23 août à Belgrade en principe pour signer, avec son homologue, Milan Milutinovic, un accord de normalisation des relations entre la Croatie et la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). L'établissement de relations diplomatiques avait été annoncé par les présidents serbe, Slobodan Milosevic, et croate, Franjo Tudjman, lors de leur rencontre à Athènes le 7 août. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ERYTHREE : le Conseil de Sécurité de l'ONU a sommé l'Erythrée, jeudi 22 août, d'évacuer ses troupes de l'île de Hanish, située à l'entrée de la mer Rouge, qu'elle occupe depuis le 10 août. Cinquante soldats érythréens auraient déjà quitté l'île en vertu d'un accord passé en fin de semaine dernière entre l'Erythrée et un médiateur français. L'archipel de Hanish est revendiqué par le Yémen. Un accord signé le 21 mai sous l'égide de la France avait réglé le différend en plaçant Hanish sous contrôle international. - (AFP)

ECONOMIE

■ IRAN : le gouvernement iranien a adopté un programme à long terme de diversification de son industrie pétrolière, destiné à remplacer ses exportations de brut, dont les réserves déclinent, a annoncé, jeudi 22 août, la presse locale, citant le ministre du pétrole, Soudji Agazadeh, il s'agit d'un programme en trois points qui prévoit le développement de l'industrie pétrochimique et des exportations de gaz naturel, ainsi que l'exportation de savoir-faire et de services liés à l'industrie pétrolière. « Nous cherchons, a-t-il précisé, à remplacer notre brut par des produits à valeur ajoutée. » - (AFP)

■ RUSSIE : le projet de budget pour 1997, examiné jeudi 22 août par le gouvernement, prévoit un déficit de 3,3 % du PIB et une inflation inférieure à 10 % sur l'année. Les recettes budgétaires augmenteraient fortement, grâce à une nette amélioration de la collecte des impôts. Le financement de la dette publique resterait moins qu'actuellement sur les bons du Trésor et davantage sur des emprunts plus longs et des euro-obligations. Selon le ministre des finances, la croissance du PIB pourrait atteindre 2 % l'année prochaine.

■ TURQUIE : le Fonds monétaire international presse la Turquie de réformer profondément son économie pour éviter un dérapage inflationniste et une fuite des capitaux. Selon le *Wall Street Journal* qui publie l'information, le document, qui doit être présenté lundi 26 août devant le conseil d'administration du FMI, recommande notamment une réorganisation du système de sécurité sociale et de la collecte des impôts ainsi qu'une relance des privatisations.

## 1 % de croissance en trois mois selon le gouvernement allemand

BOON. La croissance économique en volume du produit intérieur brut (PIB) allemand a été d'environ 1 % au deuxième trimestre de 1996 par rapport à la même période de 1995, écrit le ministre de l'économie dans son rapport mensuel publié jeudi 22 août. Le gouvernement fait preuve de plus d'optimisme que les instituts de conjoncture IFO et DIW, qui estiment tous deux la hausse à 0,5 %. Les chiffres officiels seront révélés le 5 septembre par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Le ministre de l'économie attribue la forte activité du deuxième trimestre « au retour à un rythme normal » après un hiver très rigoureux. « Les signes indiquant que la pause de la croissance est en train progressivement d'être surmontée se multiplient. » Et de citer la demande dans le secteur des produits manufacturés, qui a remarquablement progressé. Seul le bâtiment souffre toujours d'une très mauvaise conjoncture. Compte tenu du recul enregistré au premier trimestre, le gouvernement ne table que sur une croissance de 0,75 % du PIB pour l'ensemble de l'année 1996, après +1,9 % en 1995 et +2,8 % en 1994. - (AFP)



# Le général Lebed espère trouver un accord politique en Tchétchénie

Le cessez-le-feu, décidé par les Russes et les indépendantistes, est entré en vigueur, vendredi, dans la République caucasienne. Des patrouilles « conjointes » surveilleront son application

Après plus d'une semaine d'absence de la scène publique, Boris Eltsine a affirmé, jeudi 22 août, dans un court entretien télévisé, enregistré à l'avance, qu'il n'était pas « tout à fait satisfait » du travail du général Lebed

**MOSCOU**  
de notre envoyé spécial  
Après plus de neuf heures de discussions, le général Lebed, représentant du président russe en Tchétchénie, et Aslan Maskhadov, le chef d'état-major des forces indépendantistes, ont signé, jeudi 22 août à Novye Atagi à 35 kilomètres au sud de Grozny, un accord qui pourrait mettre fin à vingt mois de guerre. L'accord prévoit la proclamation d'un cessez-le-feu sur tout le territoire tchétchène, à compter de ce vendredi 23 août à midi (heure locale), le retrait partiel des forces russes et tchétchènes de la capitale ainsi que la création de « forces de police conjointes » chargées de faire respecter l'ordre et d'empêcher les « provocations » et les « pillages ».

En quittant le lieu des indépendantistes, le général a annoncé qu'il reviendrait en Tchétchénie « dans deux jours » pour la signature d'un « accord politique », dont la teneur n'a pas été révélée. La principale pomme de discorde entre la direction russe et les in-

dépendantistes demeure le statut de la Tchétchénie, dont Moscou rejette l'indépendance, proclamée en septembre 1991 par le président tchétchène d'alors, Djokhar Dou-daev. « Ensuite nous entamerons le retrait des troupes », a déclaré Alexandre Lebed, lors d'une conférence de presse à l'aéroport de Khankala, base des forces russes dans les environs de Grozny.

« UNE CHANCE RÉELLE »  
Selon Aslan Maskhadov, interrogé vendredi soir par Radio-Svoboda, cet accord – le troisième en deux ans – constitue une « chance réelle de mettre fin à la guerre ». Le chef militaire indépendantiste, qui commanda par le passé un bataillon de l'armée soviétique en Hongrie, n'a de cesse de souligner que « le contact est bon » avec Alexandre Lebed. « Les précédents accords avaient été conclus avec, côté russe, des gens qui étaient les initiateurs de cette guerre et n'avaient donc aucun intérêt à la voir se terminer, tandis que le général Lebed, lui, n'a pas de sang sur les mains », a indiqué Aslan Maskhadov.

Les espoirs de parvenir rapidement à la paix restent néanmoins faibles. L'accord signé est ambigu : il consacre de facto la partition de Grozny entre forces russes et tchétchènes, ce qui est interprété par nombre de militaires russes comme un aveu de capitulation. « La petite Tchétchénie que personne ne pouvait même situer sur une carte, il y a peu, a infligé une défaite à la grande Russie », commentait la télévision publique ORT, jeudi soir, après l'annonce de la signature de l'accord. « L'accord signé par Lebed ressemble à une capitulation », titrait, vendredi matin, le journal libéral *Nesavisimaja Gazeta*. D'autre part, une des faiblesses de l'accord réside dans la création de forces de police conjointes. Malgré l'enthousiasme manifesté par le général Lebed – « les ennemis d'hier assureront l'ordre dans la ville » –, on imagine mal comment, après vingt mois d'une guerre particulièrement sauvage (40 000 personnes, pour la plupart des civils tchétchènes, 5 000 à 10 000 soldats russes auraient péri), Russes et Tchétchènes pourraient patrouiller ensemble

dans les rues de Grozny... Enfin, l'annonce du retrait des troupes russes de la République caucasienne d'ici au 1<sup>er</sup> septembre – un point réclamé par l'ensemble de la population tchétchène, promiss mais jamais réalisé – laisse sceptique. C'est sur ce retrait des forces russes qu'avaient schoppé les premiers accords russo-tchétchènes de juillet 1995, les Russes s'étant toujours refusés à appliquer cette clause en prétextant « les luttes de clans inter-tchétchènes » qui ne manqueraient pas d'ensangermer la République si l'armée – dont la mission de « protection » de la population locale a déjà fait ses preuves – venait à quitter le territoire. Selon un officier de l'état-major des forces russes, cité par l'agence Interfax, « le retrait de nos forces à cette date est impossible, vu la situation ». Cet officier, anonyme, a indiqué que deux régiments d'infanterie motorisés, retirés récemment de Tchétchénie, ont été rappelés sur place, depuis les événements de Grozny. Il a en-

fin indiqué que le ministère de la défense ne pouvait décider seul de ce retrait puisque « le commandement militaire en Tchétchénie est dans les mains du ministère de l'intérieur », lequel, selon lui, compte déployer deux brigades supplémentaires dans la République caucasienne. Mais le plus grand désaveu de la mission de paix du général Lebed est venu du président lui-même. Dans un entretien télévisé, accordé à l'agence RIA-Novosti, depuis le Kremlin et retransmis par toutes les télévisions russes, Boris Eltsine, qui est apparu en relative bonne forme, a déclaré qu'il n'était « pas tout à fait satisfait » du travail de son représentant en Tchétchénie. Irrité sans doute par la popularité croissante du général auprès d'une partie de l'opinion publique (*Le Monde* du 23 août), le chef de l'Etat a tenu à montrer qu'il restait, malgré ses absences, le seul maître à bord. Devenu un « champion de l'éclipse » lorsque des événements majeurs agitent le pays – en décembre 1994, il avait par

exemple disparu lors de l'intervention des troupes en Tchétchénie, officiellement pour une « opération de la cloison nasale » –, Boris Eltsine reste fidèle à sa tactique : celle qui consiste à jouer l'arbitre entre « durs » et « modérés » afin de consolider un pouvoir qui lui échappe en raison de son état de santé défaillant. A cet égard, l'affirmation de Boris Eltsine selon laquelle le général Lebed aurait reçu « tous les pouvoirs » pour résoudre la crise tchétchène fait sourire lorsqu'on sait que, voici quelques jours, il avait redonné à Anatoli Koulikov, ministre de l'intérieur et partisan avéré d'une solution de force, la haute main sur toutes les troupes déployées en Tchétchénie. Toujours est-il que le général Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil national de sécurité russe, a regagné Moscou, dans la matinée de vendredi, et devait, selon l'agence Itar-Tass, rencontrer le président Boris Eltsine.

Marie Jégo

## Un président « en pleine forme » mais bien malade

« EN PLEINE FORME et bronzé », selon son porte-parole, le président Boris Eltsine a donc regagné le Kremlin, jeudi 22 août, après une absence d'une semaine. Plusieurs médias russes estiment que cette éclipse était due à un traitement pour des problèmes cardiaques. La radio Échos de Moscou et l'hébergement Obchatcha Gazeta ont affirmé notamment que le chef de l'Etat avait en fait été hospitalisé le 15 août, en vue d'un pontage aorto-coronarien, mais le Kremlin a « catégoriquement démenti ». Pavel Vochitchanov, ancien porte-parole présidentiel, a affirmé dernièrement qu'une opération constituait « la seule solution pour Eltsine » et que son entourage en évoquait la nécessité depuis le début de l'année.

En 1995, M. Eltsine a été hospitalisé à deux reprises. Le 11 juillet, il était admis à l'hôpital central de Moscou, où il devait rester deux semaines, au terme desquelles on parla officiellement d'« ischémie

du myocarde » et d'« angine de poitrine », deux des conséquences possibles d'une insuffisance coronarienne, situation pathologique caractérisée par un apport sanguin insuffisant du muscle cardiaque. Quelques jours plus tard, un officiel russe évoqua un infarctus du myocarde de taille limitée « avec électrocardiogramme normal », preuve que le muscle avait bel et bien été lésé. Trois mois plus tard, le 26 octobre, M. Eltsine était à nouveau hospitalisé en urgence – par hélicoptère – en raison d'une récidive de ses « problèmes cardiaques ». On parla alors d'« ischémie aiguë » et d'un tracé électrocardiographique modifié. Boris Eltsine quitta l'hôpital un mois plus tard pour une maison de repos dont il ne sortira qu'au lendemain de Noël après avoir été mis au régime sans sel et avoir, indique-t-on, perdu une dizaine de kilogrammes. Le 9 août, lors de la cérémonie d'investiture, il se montre incapable de se mouvoir et d'articuler correcte-

ment. Tout cela ne permet pas d'établir un diagnostic précis. On comprend mal pourquoi le président russe n'a pas – officiellement du moins – subi un examen angiographique qui permet habituellement de situer avec précision la topographie des lésions cardiaques. En l'absence de traitement chirurgical, les meilleures statistiques américaines situent à 2,8 % le risque de décès dans les deux ans d'un homme non fumeur de plus de 84 kilos ayant souffert d'une attaque cardiaque. Ce pourcentage passe à 6,2 % lorsque le sujet a, comme M. Eltsine, déjà souffert de deux attaques. Mais quelle qu'en soit la gravité, la pathologie cardiaque de M. Eltsine n'explique pas la bouffissure du visage, les troubles de l'élocution, les modifications de l'humeur, ou encore les nombreuses anomalies du comportement que les observateurs ont, ces dix dernières années, pu constater.

Jean-Yves Nau

## « Entre espoir et histoire » ou pourquoi réélire Bill Clinton

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Entre espoir et histoire, le livre de Bill Clinton sorti en librairie jeudi 22 août, aurait aussi bien pu s'intituler : « Bill Clinton, premier mandat : défense et illustration ». Cet ouvrage de 178 pages, présenté par l'éditeur comme « une vision pour le pays alors que nous entrons dans le vingt et unième siècle », est assez peu une réflexion sur l'avenir de l'Amérique, et beaucoup un plaidoyer justifiant la politique suivie par le président depuis quatre ans. Autant dire un manifeste électoral invitant le lecteur à conserver sa

confiance à l'auteur. « Ce livre continue la conversation que j'ai eue avec le peuple américain à propos de notre destin en tant que nation », écrit-il, expliquant que cette vision est celle d'un « rêve américain » devenant une réalité pour tous ceux qui sont prêts à travailler pour l'obtenir. Comment y arriver ? L'auteur décline sa recette : « Nous devons créer des opportunités pour tous les Américains ; nous devons exiger que tous les Américains soient responsables ; nous devons forger une communauté américaine plus forte. » Ces thèmes – opportunité, responsabilité

et communauté – constituent les trois chapitres de *Hope* (clin d'œil : M. Clinton est né à Hope, Arkansas) et *History*. « Tout ce que j'ai fait depuis bientôt quatre ans, souligne M. Clinton, a été d'appliquer ces valeurs aux défis auxquels nous étions confrontés. » Au fil des pages, on discerne les lignes de force qui guident Bill Clinton et définissent le « nouveau Parti démocrate ». « Nous disons que l'ère du « Big Government » est achevée, mais nous ne devons pas retourner à celle du « chacun pour soi ». » Donnant ainsi le « la » avant la convention du Parti démocrate, qui s'ouvre lundi à Chicago, M. Clin-

ton explique en quoi il fait preuve de pragmatisme et de réalisme à l'égard du « marché » et du gouvernement, tout en soulignant qu'il n'abandonne pas une vision progressiste de la société. « La vérité est que les Américains ne veulent pas que le gouvernement soit saccagé », écrit-il. Et, de même, à propos du marché : « C'est une chose merveilleuse, mais, tout spécialement dans une économie globale, il ne nous donnera pas des rues sûres, un environnement propre, des chances égales à tous. »

L. Z.

## En Belgique, une foule recueillie a suivi les obsèques des jeunes Julie et Mélissa

**BRUXELLES**  
de notre correspondant  
Les Belges ont peut-être une mauvaise police, mais ils disposent d'un clergé à la hauteur de sa mission dans les grandes occasions. Les funérailles de Julie Lejeune et de Mélissa Russon, jeudi 22 août en la basilique Saint-Martin de Liège, ont rassemblé francophones et néerlandophones, croyants et incroyants en une commune méditation sur le problème du mal et les devoirs des gouvernants à l'égard des gouvernés. Les obsèques du roi Baudouin, en 1993, avaient déjà été un grand moment de télévision. Représentées en direct, celles des deux petites Wallonnes ont été d'un niveau au moins égal en ferveur simple et en authenticité, dans un contexte bien sûr différent. La basilique ne pouvant contenir que quelques centaines de personnes, des dizaines de milliers de braves gens, souvent accompagnés d'en-

fants, s'étaient rassemblés à ses abords et tout au long du trajet suivi par le cortège, avec à sa tête la grande échelle des pompiers couverte de gerbes. On mesura que quelque chose d'exceptionnel se passait quand partirent de partout de discrets mais fervents applaudissements au passage des parents. Seul moyen d'exprimer sa solidarité, expliquait-on dans les rangs serrés.

« LE SILENCE DE LA MER »  
Ce ne fut pas une messe au sens propre, mais une cérémonie religieuse alternant divers genres. Un prêtre ouvrier, ami des familles, officiait avec l'abbé Gabriel Ringlet, vice-recteur de l'Université catholique de Louvain.

Sur les ondes, c'était l'abbé Armand Pirard, le grand commentateur catholique, celui qui avait relaté les obsèques de Baudouin I<sup>er</sup>. Il tenta d'expliquer que la possibilité du crime est inséparable de la

liberté humaine voulue par Dieu. La voix cristalline d'un jeune garçon porta le *Requiem* de Fauré sous les vitraux de la basilique, parmi les plus vieux d'Europe. La mère d'une adolescente disparue en 1989 à Namur lut un extrait du *Silence de la mer*, dans lequel Verneux évoque la gêne des innocents tourmentés.

Relégués loin des premiers rangs à la demande des familles, les officiels n'étaient pas à l'aise. André Flahaut, ministre fédéral de la fonction publique, avait la difficile mission de représenter un corps vilipendé pour son incompetence. Une excellence du gouvernement wallon fut sifflée pour être pompeusement arrivée en voiture officielle au lieu de se mêler à la foule.

A Bruxelles, pendant ce temps-là, les grands magasins et les administrations observaient une minute de silence. Le drapeau belge était accroché à de nombreuses fenêtres. Les glas sonnaient dans plu-

sieurs villes de province. L'après-midi, le ministre de la justice, Stefaan De Clerck, dut répondre à une dizaine d'interpellations devant la commission Justice de la Chambre des représentants. Il promit « une enquête sur l'enquête » en raison des graves négligences révélées par la presse. Un député écologiste alla jusqu'à lui demander s'il considérait qu'« on peut exclure que Dutroux ait pu bénéficier de certaines protections, une question terrifiante qu'il faut avoir le courage de poser ».

« MANIFESTEMENT DROGUÉS »  
Une rumeur faisant état de la clientèle huppée de Dutroux, l'on vit à la télévision des manifestants bruxellois portant cette banderole : « Combien de pédophiles chez nos dirigeants ? »

Selon le quotidien *Le Soir*, les enquêteurs sont effarés par le contenu des nombreuses vidéos-cassettes saisies chez Dutroux et ses complices. « Elles sont étiquet-

tées au nom de films « normaux », écrit le journaliste Alain Guillaume. Des *Laurel et Hardy*, autant en emporte le vent. Et sur les premiers mètres de bande, c'est bien le film annoncé qu'on voit. Puis, soudain, l'ignoble envahit l'écran. Très souvent, on voit indiscutablement Dutroux sur les images. Un ou deux complices – qu'on n'est pas sûr d'avoir identifiés – l'accompagnent dans ses crimes. Leurs victimes : des jeunes filles manifestement droguées (...). Jusqu'ici, les enquêteurs n'ont identifié aucune de ces fillettes. (...) On craint qu'un nombre considérable de fillettes soient passées entre les mains de Dutroux et des autres. »

Jeudi soir, le parquet a annoncé qu'un cinquième mandat d'arrêt avait été décerné, contre un Grec. A l'aide de chiens renifleurs, des fouilles se poursuivaient dans l'une des « résidences » de Dutroux.

Jean de la Guérivière

ATHÈNES

correspondance

Le premier ministre socialiste grec Costas Simitis a annoncé, jeudi 22 août, la convocation d'élections législatives pour le 22 septembre, un an avant l'échéance prévue. Largement favori dans les sondages face à une opposition terne et divisée, il a pris cette décision, a-t-il expliqué, à l'issue d'un conseil de ministre extraordinaire, pour répondre « au tournant critique dans lequel se trouve le pays, aux plans extérieur et intérieur » et pour éviter une longue période préélectorale qui aurait nui aux intérêts nationaux.

Depuis le début de l'année, Costas Simitis, soixante ans, a mené tambour battant sa marche vers le pouvoir. Devenu premier ministre, le 18 janvier, après la démission d'Andreas Papandréou alors hospitalisé, puis chef du Pasok (le parti socialiste grec) le 30 juin, il ne lui manquait plus que le verdict populaire pour asseoir sa légitimité et engager le pays dans les profondes réformes qu'il a promises.

Chef du courant moderniste et européen du Pasok, il s'était opposé ouvertement, il y a un an, à Andreas Papandréou, à son nationalisme et à son populisme. Elu à la tête du gouvernement par les parlementaires socialistes, il annonçait « une nouvelle époque » pour la Grèce et était favorablement accueilli par ses compatriotes, fatigués des années de fin de règne de Papandréou et de son entourage.

La crise gréco-turque qui a éclaté un mois après son investiture à propos de l'île d'Imia, ainsi que « l'opposition interne socialiste », comme dit l'un de ses proches, l'ont cependant empêché de lancer ses réformes et d'affirmer un nouveau style de pouvoir.

LA PRESSION TURQUE

Le décès du vieux chef socialiste, le 23 juin, libéra Costas Simitis, qui revendiqua immédiatement sa succession à la tête du Pasok. Après avoir mis son mandat à la tête du gouvernement en jeu, au cours d'un congrès socialiste extraordinaire, il l'emporta largement face aux « papandréistes ». Il s'engagea alors à mener à terme l'action gouvernementale jusqu'aux élections de l'automne 1997.

Mais les violents événements de Chypre, où deux jeunes Chypriotes grecs ont été tués, il y a dix jours, devant les caméras des télévisions, bouleversèrent les Grecs et les données politiques. Il lui faut, pense-t-il alors, un gouvernement fort pour répondre à la pression turque. Il interrompait ses quelques jours de vacances et se décide à provoquer des élections. Les premiers signes de sa décision, lundi dernier, ont fait bondir la Bourse qui ne cesse d'afficher à la hausse.

« Le renforcement de notre front intérieur et de notre puissance nationale constitue la condition indispensable pour soutenir efficacement notre activité diplomatique, notre défense face à l'agression turque, les droits de la Grèce et de Chypre (...). Le nouveau gouvernement doit gérer tous ces problèmes dans des conditions de stabilité, libres de toute diversion que crée une campagne pré-électorale prolongée », a-t-il affirmé, jeudi soir.

Outre la Nouvelle Démocratie (actuellement 109 sièges) que dirige Kiriakos Karamanlis, contesté au sein de son parti, le Pasok (170 sièges) fait face au Printemps politique (11 sièges), le parti néo-nationaliste d'Antonis Samaras en perte de vitesse, et au Parti communiste orthodoxe KKE (9 députés). Il lui faudra aussi compter sur deux autres petites formations de gauche : la Coalition de gauche et de progrès, une nébuleuse rassemblant notamment de nombreux intellectuels, et un nouveau venu, le Diké, le Mouvement social et démocratique, fondé en 1995 par un populiste dissident du Pasok, Dimitris Tsouvolas.

Didier Kurcz

SANS-PAPIERS  
Le 23 août, les élections législatives de la Grèce ont lieu.

Le gouvernement

Des élections législatives ont lieu en Grèce le 23 août. Le premier ministre socialiste Costas Simitis a annoncé la convocation de ces élections, un an avant l'échéance prévue.

L'arrivée d'Andreas Papandréou

Andreas Papandréou, ancien premier ministre grec, est arrivé à Athènes le 23 août. Il a été accueilli par une foule de partisans.

Un charter à destination de la Grèce. Le 23 août, des milliers de Grecs ont quitté leur pays pour aller voter aux élections législatives.

Un charter à destination de la Grèce

Un charter à destination de la Grèce. Le 23 août, des milliers de Grecs ont quitté leur pays pour aller voter aux élections législatives.

هكذا من الأصل



**SANS-PAPIERS** Le gouvernement a fait procéder, vendredi 23 août à partir de 7 h 30, à l'évacuation des Africains sans papiers et de leurs sympathisants qui oc-

cupaient l'église Saint-Bernard, à Paris, depuis le 28 juin. LES DIX GRÉVISTES de la faim ont été hospitalisés et les célibataires conduits dans un centre de rétention.

Cette intervention des forces de l'ordre a donné lieu à des échauffourées aux portes de l'église. ALAIN JUPPÉ, la veille au soir, avait affirmé s'appuyer sur l'avis du

Conseil d'Etat pour justifier sa fermeté. En réalité, celui-ci assurait que le gouvernement disposait d'une large marge de manœuvre pour régler humainement de nombreux

cas, et la décision d'intervenir a été prise jeudi matin. LA GAUCHE est unanime pour condamner cette évacuation. (Lire également page 6 et notre éditorial page 8.)

## Le gouvernement fait évacuer par la force l'église Saint-Bernard

Les dix grévistes de la faim ont été transportés dans deux hôpitaux militaires, pendant que les célibataires étaient conduits au centre de rétention de Vincennes. Plusieurs manifestants ont été blessés lors de heurts avec les gendarmes

DÈS LE JEUDI 22 AOÛT au soir, en présentant l'avis rendu par le Conseil d'Etat, le premier ministre, Alain Juppé, avait prévenu : les choses étaient désormais « clarifiées » et cette « douloureuse » grève de la faim n'avait « plus lieu d'être ». Beaucoup s'attendaient donc à une évacuation de l'église Saint-Bernard. La rumeur avait couru dès la veille au soir. Les militants et les personnes solidaires des grévistes, anonymes ou célèbres, avaient fait passer le message : il fallait venir nombreux pour empêcher l'évacuation.

### L'arrêt d'évacuation

L'arrêt du préfet de police, donnant l'ordre d'expulsion de l'église Saint-Bernard de la Chapelle, signé le 22 août, est arrivé à l'archevêché de Paris peu après l'intervention des forces de l'ordre. Il invoque des motifs « d'ordre public, de salubrité, de tranquillité, d'hygiène et de santé » et se réfère au code général des collectivités territoriales (article L. 2512-13). Il fait allusion aux risques « auxquels la santé des occupants était exposée, du fait des conditions précaires d'hébergement » ; aux « informations alarmantes » données par Médicus du monde sur l'état des grévistes de la faim ; aux « conditions précaires de salubrité qui se sont notablement dégradées » ; au « nombre de personnes présentes sur les lieux qui s'est considérablement accru, faisant craindre des comportements à l'ordre public ». L'arrêt d'expulsion estime que « ces diverses manifestations et mouvements étaient totalement étrangers à l'exercice du culte auquel est exclusivement affectée » l'église.

Vendredi, en fin de matinée, plusieurs centaines de personnes, dont les sans-papiers et leurs enfants, ont été évacués dans la fumée des gaz lacrymogènes, par un imposant dispositif de gendarmes mobiles et de policiers. La plupart des Africains ont été placés en rétention administrative au centre de Vincennes.

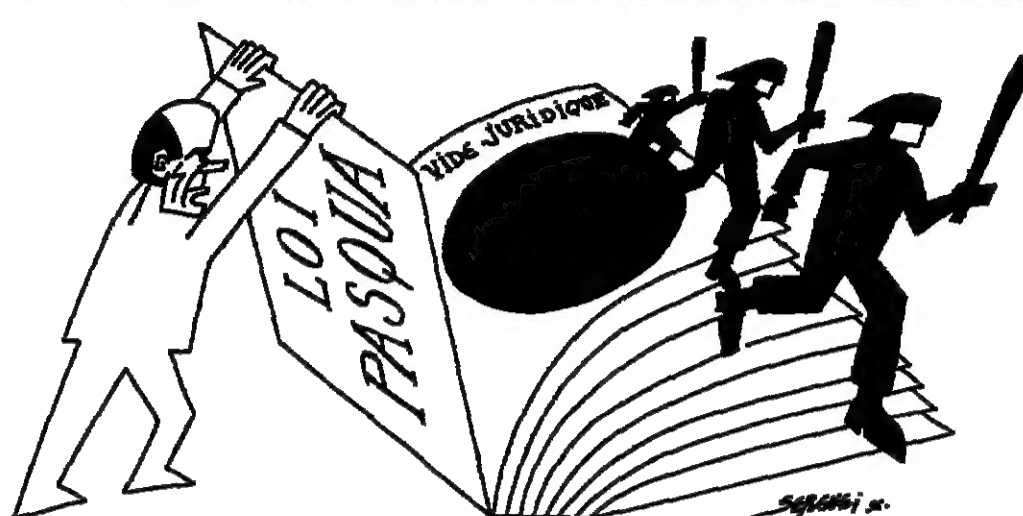
Parallèlement, les sympathisants arrivés en masse à l'église Saint-Bernard, une cinquantaine ont été interpellés et six personnes ont été placées

en garde à vue pour violence à l'agent. Dans la nuit, à partir de 4 heures, sur un fond de guitare et de tam-tam, la foule des manifestants se fait de plus en plus dense devant Saint-Bernard. Dans l'église, seuls les ronflements se font entendre. Vers 6 h 30, Youssouf, l'un des porte-parole des sans-papiers, lance aux sympathisants : « Restez jusqu'à 8 h 30 parce qu'il y a de fortes présomptions que ce soit ce matin. Si vous partez, c'est comme si on était resté pour rien. Si jamais l'alerte est donnée, asseyez-vous et formez une chaîne. » « Calme », « dignité » et « silence » sont les trois mots d'ordre.

Dehors, environ 300 personnes patientent autour de l'église. Au petit matin, une voiture et une moto partent surveiller les abords du quartier pour prévenir les manifestants de l'arrivée éventuelle des gendarmes mobiles. A 7 h 30, ils donnent l'alerte : les premiers cars sont en vue sur le boulevard Sébastopol. Les manifestants scandent : « Les cloches ! les cloches ! ». Les cloches de l'église Saint-Bernard se mettent alors à sonner. La consigne est de s'asseoir par terre autour de la porte latérale de l'église, qui donne sur la rue Saint-Bruno.

Sept escadrons de gendarmes mobiles et huit compagnies de CRS, soit un total de 1 100 personnes sont sur place. Le convoi a traversé Paris peu après 7 heures, toutes sirènes hurlantes. Les sympathisants ont placé des barrières métalliques autour de l'église mais elles sont très vite enfoncées par les forces de l'ordre. Les CRS font un cordon extérieur en prenant position autour de l'église tandis que les unités de gendarmes mobiles document l'assaut par la porte de la rue Saint-Bruno, accompagnées de policiers en civil chargés de faire le tri entre les Africains sans papiers et les parents, les amis, et les personnalités présentes dans l'église.

Assis par terre, les manifestants scandent « Français, immigrés, solidarité ». « Honte à vous », lancent d'autres sous les sifflets. « Il y a des enfants », ajoutent-ils. Bousculant les manifestants, les forces de l'ordre tentent d'accéder à la porte de l'église, donnant des coups de matraque sur ceux qui sont en travers de leur route. Il y a des slogans mais pas de jets de projectiles : les manifestants opposent avant tout leur inertie. Après avoir enjambé les grilles, les forces de l'ordre s'attaquent aux portes en bois : munis



de grosses tenailles rouges - des « coupe-boulons » - une vingtaine de gendarmes mobiles défoncent à coups de hache la porte de la rue Saint-Bruno.

« La dignité de la France, vous nous l'avez montrée aujourd'hui »

A l'intérieur, les sympathisants ont empli des chaises pour se protéger mais les gendarmes mobiles investissent l'église et forment une barrière casquée autour des grévistes. Le Père Coindé tente malgré tout d'organiser un moment de prière : la musique part, les femmes s'assoient sur les chaises avec les enfants sur leurs genoux mais les gendarmes les bousculent. Les

femmes protestent, les enfants pleurent mais l'intervention se poursuit.

Alain Krivine, Léon Schwartzberg et Jack Raïte se sont allongés sur des lits, aux côtés des grévistes. « Les gendarmes mobiles sont entrés casqués et armés avec une extrême violence, en démolissant les portes d'entrée à coups de hache, raconte Alain Krivine. L'église a été occupée. Le curé avait tout juste commencé sa messe. De là où nous étions, un peu à l'écart dans le couloir où se tenaient les grévistes de la faim, on entendait les enfants pleurer et les femmes hurler. Les jets de gaz lacrymogènes faisaient suffoquer les grévistes. » « Les forces de l'ordre nous ont demandé de sortir, nous avons refusé, poursuit Léon Schwartzberg. Ils nous ont évacués de force en nous traînant, à quatre, jusqu'à une petite cour où nous nous sommes allongés par terre. Ils ont ensuite fermé les grilles et nous ont laissés sous bonne garde. Nous avons vu alors des pompiers avec des brancards entrer dans l'église. »

### La colère des médiateurs

Stéphane Hessel, porte-parole du collège des médiateurs, s'est déclaré « profondément choqué » et a trouvé « maladroite » l'entrée en scène « au moment où la négociation allait commencer ». « Il faut nommer un médiateur sérieux et examiner au cas par cas, comme l'a proposé Gilles de Robien. Le chef de l'Etat pourrait résoudre l'abcès en faisant bénéficier les 300 de Saint-Bernard d'une grâce présidentielle. »

Le Père André Coste, membre du collège des médiateurs a parlé, quant à lui, d'« une violence exagérée par rapport à la situation ». « L'entrée dans l'église à la hache est un geste symbolique fort qui en dit long sur la capacité à négocier du gouvernement. L'avis du Conseil d'Etat n'interdit pas les régularisations. »

### Un charter à destination du Mali serait prévu pour samedi matin

UN CHARTER pour le Mali, ou une autre destination, serait prévu, samedi 24 août, au matin pour expulser une quarantaine de sans-papiers interpellés lors de l'évacuation, vendredi 23 août, de l'église Saint-Bernard. Ces personnes sont en effet déjà sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, qui leur a été notifié dans les jours précédents. Les autres sans-papiers non régularisables au regard des critères invoqués par le gouvernement devaient se voir notifier leur reconduite à la frontière, vendredi 23 août, pour être expulsés en début de semaine prochaine, afin que « toutes les procédures juridiques soient suivies ».

L'évacuation de vendredi 23 août était pressentie par les sans-papiers qui sont restés en négociations informelles avec le gouvernement jusque tard dans la nuit. Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuel, qui a mené ces discussions officieuses, avait demandé à Alain Juppé qu'avant l'expulsion « il y ait une fenêtre » pour procéder aux régularisations. Le premier ministre estimant que cette ouverture avait déjà été donnée par l'avis du Conseil d'Etat, l'évacuation a été décidée.

Au ministère de l'Intérieur, on reconnaissait pourtant, vendredi

23 août, que « l'opération était pour le moins délicate ». Les forces de l'ordre, intervenues vendredi matin, auraient reçu la consigne de « trier » les adultes mariés des célibataires. Au terme des principes de régularisation définis par le gouvernement, seuls les mariés, femmes enceintes et parents d'enfants nés en France devraient en effet recevoir un titre de séjour. Les Africains s'étant donné comme mot d'ordre de ne pas déclarer leur statut et leur situation familiale, une bonne partie d'entre eux ont été emmenés dans les locaux de la police pour vérification de leur identité dans les quatre heures.

Ce premier tri avait pour objectif de placer certains d'entre eux au centre de rétention de Vincennes. D'après la Cimade, seule association à être autorisée à tenir une permanence dans les centres de rétention administrative, les premiers sans-papiers de Saint-Bernard sont arrivés dans la matinée. Pour les accueillir, les forces de l'ordre ont procédé au regroupement des irréguliers déjà présents, dans un seul bâtiment. Le gymnase de l'école nationale de police a en outre été réquisitionné. Le permanent de la Cimade s'est vu refuser l'accès au centre jusqu'en début d'après-midi.

L'administration devrait maintenant démêler les situations des

sans-papiers de Saint-Bernard. Outre la quarantaine de célibataires, expulsables dans les heures à venir, elle devrait notifier à quelques dizaines d'autres personnes leur arrêté de reconduite à la frontière. Ils ont alors vingt-quatre heures pour faire un recours pour annulation devant le tribunal administratif. Celui-ci ayant un délai de quarante-huit heures pour statuer, les intéressés devraient être expulsables en début de semaine prochaine. En effet, si leur recours est rejeté, ils peuvent faire appel du jugement, sans que cet appel soit suspensif de la décision d'éloignement. La durée de la rétention ne peut excéder dix jours pleins et est soumise à l'appréciation du juge judiciaire.

### AMBIGÜOS AUREOQUE

L'administration aura également la lourde tâche d'accorder ou non des papiers au regard des principes retenus par le gouvernement. Ainsi, seraient régularisables les 15 parents d'enfants français, les 64 parents d'enfants nés en France et les 9 conjoints recensés par les Africains au cours du mois de juillet. A ces régularisations viendraient s'ajouter celles de certains déboutés du droit d'asile qui entrent dans ces critères, ainsi que les grévistes de la faim. En effet, si la

grande majorité des dix grévistes sont célibataires déboutés du droit d'asile, ils pourront se voir octroyer des papiers au titre de « malade ». Le gouvernement n'aura donc pas à assumer le renvoi dans leur pays d'hommes ayant jeûné cinquante jours pour obtenir des papiers.

Les services du ministère de l'Intérieur ne sont pas en possession de tous les dossiers des sans-papiers mais de seulement 227 d'entre eux. Quelque 80 dossiers des Africains de Saint-Bernard sont dans les maux d'une association de soutien. Celle-ci les a récupérés après que les services préfectoraux aient refusé le réexamen d'une partie des cas des sans-papiers lors de l'opération de guichet unique qui a eu lieu en mai et juin derniers.

Parmi ces dossiers se trouvent pourtant des personnes qui sont dorénavant régularisables aux yeux du gouvernement, notamment des parents et des conjoints. Au ministère de l'Intérieur, on fait valoir que ces personnes sont sous le coup d'une interdiction de territoire, mais que l'administration est disposée, si certains cas exceptionnels lui sont soumis par les associations, à réexaminer leur situation.

Cécile Prieur

### Certains médecins craignent les conséquences du stress subi

APRÈS leur évacuation de l'église Saint-Bernard, les grévistes de la faim ont été transférés dans la matinée du 23 août vers les hôpitaux militaires de Percy (Clamart) et de Bégin (Saint-Mandé) et non, comme ce fut le cas le 12 août, dans des établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Contrairement à certaines informations, les médecins du SAMU de Paris n'ont pas participé à cette opération qu'ils qualifient de « militaire ». Cinq des grévistes ont été pris en charge dans le service des urgences de l'hôpital Percy et les cinq autres par le service de médecine de l'hôpital Bégin. Dans les deux établissements, un bilan médical a commencé à être mis en œuvre dès l'admission.

« Il s'agit de bilans de santé du type de ceux qui sont réalisés lors de chaque admission, souligne-t-on auprès du service d'information des armées. Les grévistes seront ensuite hospitalisés mais ne feront l'objet d'aucune mesure particulière d'isolement. Nous n'avons pas reçu sur ce point de consignes particulières. D'autre part, les éventuelles reconductions à la frontière de ces personnes demeurent strictement du ressort du ministère de l'Intérieur. » On s'inquiète aujourd'hui, au SAMU de Paris, des conséquences que pourra avoir cette évacuation, réalisée sous la contrainte, sur l'état de santé des grévistes. Ces derniers, très affaiblis, en sont aujourd'hui au cinquantième jour de privation de nourriture solide. De source médicale, on indique que, si leur état ne justifiait pas, jeudi 22 août, une hospitalisation dans un service de réanimation, il n'en imposait pas moins une étroite surveillance.

Examinés jusqu'à présent quotidiennement par les médecins du SAMU de Paris, les grévistes de la faim, qui acceptent de boire de

entre deux policiers en civil. Ceux qui résistent sont entraînés par terre ou portés par les forces de l'ordre. Un Africain brutalement sorti de l'église proteste : « Les gaz avec les enfants, c'est honteux ! » Une femme refuse de monter dans les cars : « Je ne veux pas laisser ma fille. » Une autre qui porte son enfant sur le dos lance : « La dignité de la France, vous nous l'avez montrée aujourd'hui. Merci, messieurs les colonisateurs que nous avons connus. Merci, la France de M. Chirac, de M. Juppé et de M. Debré. » Autour, les manifestants crient : « On est là. »

Les grévistes de la faim sont évacués vers deux hôpitaux militaires, Percy et Bégin, en compagnie du maire d'Aubervilliers, Jack Raïte. Vers 9 heures, les bus sont remplis. Assis, debout, les Africains tapent sur les vitres des cars. A 9 h 30, toutes les familles ont été évacuées dans quatre cars de tourisme et dans deux bus de police.

Il est 9 h 45. Toutes les rues environnantes de l'église sont bordées par les forces de l'ordre. A 200 mètres de l'église Saint-Bernard, cent cinquante personnes, des militants de la CGT pour la plupart, se regroupent sous le métro aérien, qui vient d'être fermé place de la Chapelle. Les gendarmes mobiles forment un barrage et tentent de les disperser. A 10 heures, des cars de police pleins de femmes et d'enfants débouchent sur le boulevard, précédés de quatre voitures. De l'intérieur, les Africains font des signes de la main, envoient des baisers. En fin de matinée, le Père Coindé demande à l'archevêque de Paris, Mgr Lustiger, de se rendre à l'église Saint-Bernard. A 11 heures, la CGT appelle à une réunion unitaire à la Bourse du travail, à Paris.

Aude Dassonville et Erich Inciyan

l'eau sucrée, ont perdu près de 20 % de leur masse corporelle. Les spécialistes estiment qu'ils entreraient aujourd'hui dans une période critique. L'un d'entre eux a déjà dû être hospitalisé à la suite de manifestations douloureuses abdominales, un syndrome qui indique habituellement l'entrée dans une zone médicale critique. Outre l'asthénie progressive, la torpeur, l'apathie et l'affaiblissement progressif de l'état général il faut, à ce stade, compter avec une série de manifestations pathologiques touchant notamment le système cardiovasculaire (chute de la tension artérielle, anomalies du rythme cardiaque).

### CODE DE DÉONTOLOGIE

Les avis médicaux divergent quant à l'impact organique du stress psychologique subi par les grévistes de la faim. Cette évacuation est-elle de nature à briser leur volonté ou au contraire, comme on peut le penser, à renforcer leur détermination ? L'autre question soulevée par la décision du gouvernement de procéder à une nouvelle hospitalisation de ces grévistes concerne l'attitude qu'adopteront les médecins des hôpitaux Percy et Bégin. On souligne aujourd'hui, tant auprès du conseil national de l'ordre des médecins qu'auprès des médecins militaires, qu'il n'existe qu'un code de déontologie médicale, ce code s'appliquant à l'ensemble des titulaires du doctorat en médecine, qu'ils soient civils ou militaires. En d'autres termes, quand bien même il recevrait des ordres contraires de ses supérieurs hiérarchiques, un médecin militaire doit respecter la volonté de celui qu'il est amené à prendre en charge.

Jean-Yves Nau



# Le Conseil d'Etat rappelle que l'administration peut régulariser les sans-papiers

Le gouvernement doit tenir compte de l'état de santé et de la situation familiale

Le Conseil d'Etat a dit le droit. Il a donc confirmé que, par principe, il ne pouvait y avoir de droit automatique de régularisation pour les étran-

gers ne disposant pas de titres légaux de séjour, mais il a ajouté que la loi n'interdisait pas au gouvernement d'en accorder pour régler des cas

particuliers. Il a même précisé que l'administration devait tenir compte de l'état de santé et de la situation familiale des demandeurs.

SAISI, mardi 20 août, par le ministre de l'Intérieur, le Conseil d'Etat, dans son avis rendu jeudi, reste dans le cadre strict de sa fonction de conseil du gouvernement. Sa réponse à l'exécutif n'étonne pas, tant elle se borne à rappeler le cadre juridique fixé par les lois Pasqua de 1993 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, et la jurisprudence qui s'en est progressivement dégagée.

Le Conseil d'Etat rappelle quelques principes généraux. « Il ne peut exister de droit à la régularisation », dit-il. De même, dans aucun des cas soumis par le gouvernement, les « intéressés ne possèdent un droit au séjour ». Les lois de 1993 l'excluent. La haute juridiction rappelle

cependant que les lois et ses circulaires d'application prévoyaient déjà : « L'autorité administrative a le pouvoir » de procéder à des régularisations « sauf lorsque les textes le lui interdisent expressément, ce qu'il ne font pas dans les cas mentionnés » ; ces régularisations sont prises sous le contrôle des tribunaux administratifs. Les autorités ont donc un large pouvoir d'appréciation. Dans sa circulaire du 9 juillet, le ministre de l'Intérieur le rappelle d'ailleurs aux préfets, leur demandant de régulariser les situations des parents étrangers d'enfants français.

Le Conseil d'Etat insiste néanmoins sur deux éléments devant être pris particulièrement en

compte : l'état de santé et le droit à une vie familiale normale. Il reprend là sa jurisprudence, beaucoup de décisions de tribunaux administratifs ayant accordé une régularisation en s'appuyant sur ce droit familial.

L'EXEMPLE D'UNE GUINÉENNE

Par exemple, le tribunal administratif de Lyon refusait, le 12 juin, la reconduite à la frontière d'une Guinéenne et de ses fillettes, les enfants courant le risque de subir une exclusion, « traitement inhumain et dégradant ». Le Conseil d'Etat précise que dans « plusieurs situations, le principe du droit à une vie familiale normale peut trouver à s'appliquer ». Ce droit est énoncé à l'ar-

ticle 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. En la matière, le Conseil contrôle la « proportionnalité » entre les sanctions et le droit des personnes.

Cet avis renvoie donc le gouvernement à ses responsabilités. L'évidence est répétée : les préfets ont tout pouvoir d'appréciation. Alain Juppé a choisi, jeudi 22 août, d'insister sur deux considérations : pas de « droit à la régularisation », pas de « droit au séjour ». Certains conseillers d'Etat ayant participé à l'assemblée plénière s'étonnaient, vendredi, de cette présentation quelque peu restrictive, en tous les cas partielle.

François Bonnet

## M. Chirac avait donné à M. Juppé des consignes d'extrême fermeté

La double stratégie du premier ministre

LA CAROTTE et le bâton. Depuis jeudi 22 août, en fin de matinée, l'Hôtel Matignon avait deux fers au feu. L'un symbolisait le dialogue avec la demande d'avis du Conseil d'Etat, l'autre la fermeté avec la décision - qui était déjà prise - de faire intervenir les forces de l'ordre pour évacuer, dans les plus brefs délais, les sans-papiers de l'église Saint-Bernard. La journée de jeudi a donc été consacrée par le premier ministre à la mise en musique de cette double stratégie, décidée d'un commun accord avec le président de la République.

La première partie du plan a été mise en route, dans la plus grande discrétion, lundi matin 19 août. Par téléphone, Alain Juppé et Jean-Louis Debré, le ministre de l'Intérieur, sont entrés en contact avec Renaud Denois de Saint-Marc, le vice-président du Conseil d'Etat. Le soir même, une ébauche verbale de la saisine du Conseil d'Etat était soumise à son représentant avant que M. Debré n'engage la procédure officielle de saisine, le lendemain matin. Dans la fin de matinée de mardi, les représentants de la juridiction administrative rencontraient les commissaires du gouvernement.

HYPOTHÈSE ÉVOQUÉE MERCREDI

Ce volet « dialogue » était officielisé dans l'après-midi du mercredi 21 août avec la réunion d'un comité interministériel autour du premier ministre à Matignon, en présence de neuf membres du gouvernement intéressés à l'affaire, soit sur le plan technique, soit sur le plan politique (Le Monde du 22 août). Si la saisine du Conseil d'Etat était annoncée dans le communiqué préparé par les collaborateurs de M. Juppé, il n'y avait, officiellement, aucune évocation d'une intervention de la police, second volet de la stratégie suivie par le premier ministre. Certains interlocuteurs de M. Juppé assuraient même qu'il n'y aurait pas d'intervention de la police avant le début de la semaine prochaine. Dès lors, le choix du gouvernement de s'en remettre à un avis juridique apparaissait comme un repli, voire un recul, et, dans la majorité, le camp de la fermeté était quelque peu ébranlé.

En fait, l'hypothèse de l'évacuation de Saint-Bernard par la police a été évoquée au cours de la réunion interministérielle, mercredi, sans pour autant faire l'objet d'une

décision formelle devant les membres de l'équipe gouvernementale présents. En réalité, compte tenu des éléments de la réponse, non encore rendue par le Conseil d'Etat, qu'il détenait - la section de l'Intérieur s'est réunie mercredi avant l'assemblée générale, tenue jeudi 22 août -, le pouvoir était déjà déterminé à engager la phase policière de l'opération. D'autant que des consignes d'extrême fermeté avaient été données par Jacques Chirac. La décision formelle a donc été arrêtée, jeudi matin, lorsque fut connu précisément l'avis du Conseil.

Parallèlement, dans la majorité, les partisans de la fermeté tentaient d'organiser des Comités de défense des lois de la République. Malgré l'envahissement momentané, jeudi après-midi, du siège du RPR par un collectif de soutien aux sans-papiers, la direction nationale du parti recensait les nombreuses initiatives de ses parlementaires. Elles ont souvent pris le tour d'une opération de soutien à l'action de M. Debré, ancien porte-parole du RPR, qui jouit d'une grande popularité parmi ses « compagnons ».

Dans les Bouches-du-Rhône, Renaud Muselier, député général du RPR chargé des relations avec le Parlement, affirme avoir recueilli six cents signatures en deux jours. Après l'intervention des forces de l'ordre, il s'est félicité de la détermination de M. Juppé. « Cette intervention, qui aurait été plus facile si elle avait été réalisée dans la deuxième quinzaine du mois de juillet, était indispensable, a-t-il affirmé. Les images diffusées dans le monde entier servent de leçon pour les autres candidats à l'immigration clandestine. »

Olivier Biffaud et Jean-Louis Sautou

## Cette grève de la faim n'a plus d'objet

LE PREMIER MINISTRE a fait, jeudi 22 août au soir, une déclaration sur les chaînes de télévision, pour livrer son analyse de l'avis du Conseil d'Etat. En voici les principaux extraits :



VERBATIM

cond lieu, [il] dit, en toutes lettres, que dans toutes les situations qui lui ont été soumises, les intéressés ne possèdent pas de droit au séjour en France. En troisième lieu, [il] ajoute que l'autorité administrative, c'est-à-dire le gouvernement, a toujours la possibilité, à condition que ce soit à titre exceptionnel et au terme d'un examen au cas par cas de chaque situation individuelle, de prendre une mesure de faveur (...), pour donner une autorisation, au vu d'un certain nombre de circonstances (...).

Quelles conclusions concrètes en tirer ? D'abord, il serait contraire à la loi de procéder à des régularisations en bloc de telle ou telle catégorie de sans-papiers. Ensuite, nous allons poursuivre l'examen des situations individuelles (...). Lorsque aucune de ces circonstances n'apparaît dans l'examen des cas individuels, les arrêtés de reconduite à la frontière doivent être appliqués et seront appliqués. (...) Dans ces conditions, le mouvement qui se développe depuis quelques jours, et tout particulièrement cette douloureuse grève de la faim, n'est plus d'objet. (...)

Si je ne faisais pas appliquer [la loi] aujourd'hui, comment pourrais-je la faire appliquer demain, vis-à-vis de telle ou telle autre catégorie qui a aussi ses difficultés et ses souffrances ? Je vous le dis et je souhaite que vous y réfléchissiez, l'application de la loi républicaine, c'est le meilleur garant de la solidarité entre les Français et de la cohésion nationale.

## « Le droit à un réexamen lorsqu'un élément nouveau apparaît »

AU COURS de sa séance du jeudi 22 août, l'assemblée générale du Conseil d'Etat a rendu l'avis suivant :

« Le Conseil d'Etat, saisi par le ministre de l'Intérieur d'une demande portant sur la question de savoir si, en vertu de l'ensemble des règles de droit relatives à l'entrée et au séjour en France des personnes de nationalité étrangère non ressortissantes de l'Union européenne, résident en France mais dépourvues de titre de séjour, disposent du droit de voir régulariser leur séjour du seul fait qu'elles se trouvent dans l'une ou l'autre des situations suivantes : être parent d'un enfant né en France après le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ; s'être vu refuser le statut de réfugié en application de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 par une décision définitive, ou confirmée en appel, de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ; être conjoint ou enfant d'un étranger résident en France ; avoir un proche parent (autre que le conjoint ou les parents) résident en France ; résider sur le territoire français depuis plusieurs années ; être entré sous le couvert d'un visa de court séjour aujourd'hui expiré ; est d'avis de répondre à la question posée dans le sens des considérations suivantes :

1. - Il convient, tout d'abord, d'observer qu'il ne peut exister un « droit à la régularisation », expression contradictoire en elle-même. La régularisation, par définition, est accordée dans l'hypothèse où le demandeur d'un titre de séjour ne bénéficie pas d'un droit, sinon il suffirait qu'il le fasse valoir. Au contraire, l'autorité administrative a le pouvoir d'y procéder, sauf lorsque les textes le lui interdisent expressément, ce qu'il ne font pas dans les cas mentionnés dans la demande d'avis. Ainsi cette autorité peut prendre à titre exceptionnel, et sous

le contrôle du juge de l'excès de pouvoir, une mesure gracieuse favorable à l'intéressé, justifiée par la situation particulière dans laquelle le demandeur se trouve.

2. La faculté de régulariser prend tout son sens si on la rapproche du principe selon lequel l'administration doit procéder à un examen particulier de chacun des cas sur lesquels elle est appelée à se prononcer. Si donc le demandeur de régularisation a un droit, c'est celui de voir son propre cas donner lieu à un examen et, éventuellement, à un réexamen lorsqu'un élément nouveau apparaît dans sa situation.

3. - A ces règles générales s'ajoutent, pour le traitement des situations sur lesquelles le Conseil d'Etat est saisi, les considérations de droit suivantes :

1° Dans aucune de ces situations, les intéressés ne possèdent un droit au séjour.

2° L'administration n'a l'obligation ni de rejeter une demande de régularisation ni de l'accueillir. Toutefois, son pouvoir d'appréciation est plus limité, comme il sera dit plus loin, lorsque le demandeur peut faire valoir un droit distinct : le droit à une vie familiale normale.

3° Dans la généralité des cas évoqués, l'autorité administrative prend sa décision en opportunité. Mais elle ne peut refuser le séjour et, par voie de conséquence, prendre une mesure autoritaire d'éloignement à l'égard des demandeurs, lorsque sa décision peut avoir des conséquences d'une gravité exceptionnelle sur la situation personnelle de ceux-ci : le juge administratif annule alors de telles mesures comme entachées d'une erreur manifeste dans l'appréciation de ces conséquences. Tel est notamment le cas lorsque est sérieusement en cause l'état de santé des intéressés.

4° La durée de séjour en France n'a pas normalement à être prise en compte par l'administration. Il y a lieu cependant de faire un cas à part des étrangers se trouvant dans la situation prévue à l'article 25 de l'ordonnance du

2 novembre 1945, qui interdit de prendre une mesure autoritaire d'éloignement à l'égard de ceux qui justifient résider habituellement en France depuis plus de quinze ans ou régulièrement depuis plus de dix ans.

5° Le gouvernement, dans sa circulaire aux préfets en date du 9 juillet 1996, a montré sa préoccupation devant des situations dans lesquelles le refus de séjour ne peut déboucher sur une mesure de reconduite à la frontière. Certes, la circulaire du 9 juillet 1996 ne traite, dans un sens favorable à l'octroi d'un titre de séjour, que du cas des parents d'enfants français. Mais le même raisonnement peut s'appliquer à celui, mentionné à la même place dans l'ordonnance, des personnes qui comptent, selon les cas, quinze ou dix ans de résidence.

6° Dans plusieurs des situations mentionnées dans la demande d'avis, le principe du droit à une vie familiale normale peut trouver à s'appliquer. Énoncé à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, il a également été dégagé par le Conseil constitutionnel du dixième alinéa du préambule de la Constitution de 1946. Le Conseil d'Etat exerce, pour sa part, en particulier dans le contentieux de l'attribution des titres de séjour et dans celui des reconduites à la frontière, un contrôle de proportionnalité entre les buts en vue desquels les mesures critiquées sont prises et le droit des personnes qui en font l'objet au respect de leur vie familiale.

Cette matière est affaire de cas d'espèce. Mais il faut du moins retenir que le droit dont il s'agit s'apprécie indépendamment des règles énoncées par l'ordonnance du 2 novembre 1945. Il est d'autant plus utile que le gouvernement exerce, dans les situations où ce droit est en cause, l'examen individuel qui lui incombe de toute façon que les mesures de régularisation éventuelles cessent alors de relever de l'opportunité pour se situer sur le terrain de la légalité.

## Vive condamnation à gauche, satisfaction au RPR

LIEN LIONEL JOSPIN (PS) : « Cette intervention est absurde et dommageable (...). Elle témoigne de l'obstination [du gouvernement] comme de sa maladresse. Je la condamne. Décidément, le gouvernement Juppé n'est fort que de sa faiblesse devant sa majorité de droite, et de sa maladresse face aux événements. »

MARTINE AUBRY (PS) : « Une fois de plus, Alain Juppé ne comprend pas, ne voit rien de ce qui se passe dans ce pays. Le courage, aujourd'hui, ce n'est pas d'envoyer la police dans cette église ; c'est de reconnaître qu'il y a des drames humains (...), des hommes et des femmes qui, avant les lois Pasqua, étaient réguliers (...), ont constitué une famille dans notre pays. C'est cela le courage, c'est de dire qu'on s'est trompé mais, cela, Alain Juppé ne sait pas le faire. »

ROBERT HUE (PCF) : « M. Juppé n'a eu ni le courage politique ni l'intelligence d'aller jusqu'au bout de la démarche qu'il avait été conduit à engager pour régler ces problèmes humains des sans-papiers. Il a préféré, dans la tradition de la vieille droite brutale et cynique, l'intervention de la force pour de sordides calculs politiques. »

MICHEL PÉRICARD (RPR) : « On ne négocie pas l'application de la loi. Cette intervention, qui aurait sûrement dû avoir lieu plus tôt, est dans la logique de l'intervention d'Alain Juppé. La fermeté imposée de ne pas maintenir cette zone de non-droit à Paris. (...) Il faudra qu'un projet de loi comble les trous obser-

vés dans l'application des lois Pasqua. (...) »

GILLES DE ROBIEU (UDF) : « Je suis déçu qu'après les signes d'ouverture manifestés par le gouvernement, il ait eu un blocage du côté des sans-papiers. A présent que le premier ministre a fait preuve de sa fermeté (...), je souhaite qu'il témoigne de son humanité la plus large dans l'examen au cas par cas des dossiers des sans-papiers. Pour la suite, il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas de nouveaux Saint-Bernard. Pour cela, ma proposition de constitution d'un groupe de travail parlementaire qui examine la législation actuelle reste valable. »

LADISLAS PONIATOWSKI (PR) : « Tout le monde a l'air d'être très surpris qu'un gouvernement fasse appliquer la loi. La surprise est que le gouvernement ait tant tardé. On a laissé pourrir cette affaire, ce qui est regrettable car on arrive à des situations humainement délicates. Il semblerait que le gouvernement ait eu besoin de l'avis du Conseil d'Etat pour se donner du courage. »

ADRIEN ZELLER (FD) : « La véritable urgence, c'est que nous regardions certains aspects des lois Pasqua. Ce sont des lois que j'ai votées, mais peut-être n'avons-nous pas été assez attentifs à certains aspects de ces lois. [L'évacuation de l'église était] malheureusement inéluctable [mais] nous, les parlementaires, avons le devoir de regarder si nous pouvons humaniser la loi. »

PHILIPPE DE VILLIERS (Mouvement pour la France) : « Le gouvernement a retrouvé la fermeté de

parole. Cette affaire n'avait que trop duré. Cette fermeté de parole est suivie par la fermeté des actes. Je salue cette fermeté (...). Dans la foulée (...) il faut reconduire à la frontière les immigrants illégaux et il faut renforcer le dispositif des lois Pasqua. »

BRUNO GOLLNISCHE (FN) : « [L'évacuation est] une mesure qui aurait pu être prise beaucoup plus tôt. Indépendamment du problème des étrangers, il y avait celui de l'occupation par force d'une église. [Le gouvernement, par ses] tergiversations, a permis que l'église devienne un abris de fixation et de base de mobilisation pour la gauche. »

LOUIS VIANNET (CGT) : « Le gouvernement vient de choisir la pire des solutions (...). Le coup de force, la violence et la répression, l'expulsion, la violation d'une église. (...) La CGT exige le retrait immédiat des forces de police, l'arrêt de la répression, l'ouverture de négociations. »

FEN : « Ce coup de force, inutile et honteux, loin d'asseoir l'autorité de l'Etat, en démontre la fragilité et ne grandit pas l'image de notre pays dans le monde (...). Il montre les incohérences et les dangers d'une législation (...) qu'il est urgent de réviser. »

LES SYNDICATS CFDT-CGT-SNJ Monde : « [L'évacuation de Saint-Bernard] démontre que le gouvernement n'a que la répression comme réponse pour « régler » les problèmes de fond de notre société. (...) Ce n'est pas en « flirtant » avec les thèses du Front national que le gouvernement peut se réclamer de la République. »

## Le cardinal Lustiger : « Fallait-il sacrifier trois cents Africains ? »

VENDREDI MATIN, le cardinal Lustiger a déclaré au Monde :

« Une demi-heure après l'intervention des forces de l'ordre, j'ai reçu copie de l'arrêt d'évacuation, qui invoque des motifs d'ordre public, de santé et de sécurité, sur lesquels je ne me prononce pas. J'éprouve une immense compassion pour ces hommes et ces femmes, dont certains avaient mis toute leur énergie dans une action pour obtenir un statut légal en France. Mais est-ce que dans une démocratie comme la France le seul moyen d'obtenir un débat proprement politique est le simulacre de la rue et de la pression symbolique ? C'est exactement la même situation lorsque les agriculteurs sont obligés de jeter des tonnes de fruits. Fallait-il sacrifier trois cents Africains comme on sacrifie des tonnes de pêches, pour obtenir, enfin, un débat politique sur une question aussi fondamentale ? »

On a transposé le débat rationnel, politique, fondé sur la morale et le droit, en un débat spectaculaire. Pour ma part, je me suis refusé à ce que l'Eglise entre dans ce jeu où il y a toujours fatalement des victimes. On sacrifie des hommes et des femmes, au nom d'une lutte dont la finalité est politique, mais qui passe en dehors des processus démocratiques, des procédures d'arbitrage et de vote. Ce qui me désole, c'est que la

vraie question politique n'est pas posée. Je n'appelle pas débat politique la confrontation entre la gauche et la droite autour des lois existantes. Or on ne parle pas de l'immigration, mais des lois Pasqua. On en fait un débat franco-français entre opposition et majorité, alors qu'il s'agit d'un problème de fond qui se pose à tout pays développé et riche, dont l'espace géographique est peu peuplé et entouré de masses énormes de populations. C'est un problème fondamental d'équilibre politique, économique, un problème de culture, de destin des nations européennes, et on n'en traite pas. Or, il est posé de manière inéluctable et il se passera fatalement mal, si on n'entame pas un débat politique de manière sérieuse et non polémique.

On peut d'autant plus sereinement l'aborder que les nations occidentales et démocratiques restent fidèles aux principes qui ont constitué leur dignité et leur prospérité. Or, à partir du moment où ces pays, même pour se protéger, contreviennent aux règles d'humanité qui sont leur noblesse, ils sont en train déjà de se détruire. La manière de répondre à cette question de l'immigration clandestine n'est pas de hâter à nouveau des rixes de fer autour d'une Europe occidentale prospère, mais de rendre les citoyens responsables de leur propre avenir. »

مكتزا من الأصل



# HORIZONS

RÉCIT

## Le pont de l'amitié

Ruse (Bulgarie)... mai 1995

**A**u bout de la rue, le Danube. Vert sombre, vide de navigation. Des chalands ukrainiens noyés, des pousseurs rouillés sont amarrés le long du quai où des jeunes sont assis par terre autour de bouteilles de bière. Une jolie vedette accoste, revenant de sa tournée de contrôle comme si elle ramenait des touristes : c'est ça, l'embargo sur l'ex-Yugoslavie ? En face, à plus d'un kilomètre, la Roumanie : une masse d'arbres confuse, puis des grues et, en aval, la silhouette sinistre de l'immense complexe pétrochimique de Giurgiu.

Le quartier du port, en contrebas de la ville, a, dit-on, un charme *Mitteleuropa*. Là, il y eut au début du siècle des banquiers et des agents commerciaux de grandes compagnies, des consulats, des comptoirs et des hôtels particuliers, de larges rues ombragées.

Ruse - à l'époque Rouschouk - était, conte Elias Canetti qui y vécut de sa naissance à l'âge de sept ans, « une ville merveilleuse pour un enfant. Si je me bornais à la situer en Bulgarie, on s'en ferait à coup sûr une idée tout à fait incomplète : des gens d'origines diverses vivaient là et l'on pouvait entendre parler sept à huit langues dans la journée ». Bulgare (les Bulgares étaient « le plus souvent venus de la campagne »), turc, espagnol (des sépharades), grec, albanais, arménien, tzigane, à quoi il faut ajouter au moins le russe, l'allemand parlé par les agents commerciaux, et probablement, encore, cette langue franque commune à tous les ports des Balkans, des échelles du Levant et des bouches du Danube. A Ruse, aujourd'hui, la population homogène ne parle que le bulgare - y compris les Turcs de la « minorité » quand ils viennent en ville. Et naturellement l'anglais, dans l'hôtel de béton de vingt étages construit à l'époque où triomphait le socialisme jivkovi pour la nomenklatura et les touristes (ici comme ailleurs, écrasés la ville à l'entour pour surveiller autant que pour être surveillés) : nous n'y descendrons pas.

Il y eut jadis ici des pierres chargées d'histoire : en 1877, elles subirent les premières le choc de la guerre d'indépendance. Les armées du « tsar libérateur » Alexandre II, dont le souvenir, envers et contre tout, reste cher aux Bulgares, y assaillèrent les troupes ottomanes, et, à leur victoire, les bombardements n'avaient pas plus laissé d'églises que de mosquées. Un monument à la gloire des héros de la renaissance et de l'indépendance bulgare, un monument en or dominant le fleuve, commémore l'époque héroïque, ainsi que le petit musée de Baba Tanika : mère exemplaire, elle donna quatre fils à la patrie et disait qu'elle en eût volontiers sacrifié quatre autres si elle les avait eus. On était comme ça, au pays des Haidouks.

On respire à Ruse les miasmes d'un désastre : les émanations de chlore du complexe roumain d'en face, sans cesse rabattues sur la ville. La poussière et, les jours de pluie, la boue, atteignent ici une densité peu commune. Dans les années 80, Ruse était une ville sinistrée que ses habitants fuyaient dès qu'ils en avaient l'occasion. C'est pour sa défense que se mobilisèrent les opposants de l'époque dans le mouvement *Ecoglasnost*, et c'est la jonction de celui-ci avec le mouvement des droits de l'homme, né pour défendre la minorité turque agressive, qui a fait basculer le régime de Jivkov.

Claudio Magris, le chanteur triestin de la culture européenne, est passé ici vers 1985. Dans son célèbre *Danube*, il écrit : « Quand on pense au chemin accompli par le pays pendant ces quarante dernières années, à sa prospérité et à la diffusion de l'instruction, il est difficile de ne pas admirer le socialisme qui a présidé à un tel progrès ». En fait de diffusion de l'instruction, le pays doit moins au socialisme qu'à la force de la Renaissance bulgare, de cent ans antérieure : au début du siècle, il était le seul de la région où l'analphabétisme avait été pratiquement éliminé - à la différence notable de la Grèce et de la Serbie voisines. En fait de prospérité, le socialisme a misé sur l'industrialisation lourde qui devait exporter en Union soviétique et dont il reste aujourd'hui les carcasses, ainsi que sur la centrale nucléaire de Kozlodujci, en amont sur le Danube : modèle Tchernobyl, elle fonctionne avec des raccords en ficelle et terrifié les experts - mais comment s'en passer, alors qu'elle fournit plus de la moitié de l'électricité ? Et en fait de socialisme même, celui-ci a viré dans les années 80 au national-communisme. Glissement classique de l'histoire : le régime, sentant venir la faillite économique et sociale, a cherché comment galvaniser le peuple. Alors il a fait vibrer la fibre patriotique dans ce qu'elle a de plus tripal, glorifiant la grandeur des empires bulgares dans le passé - oh ! les colossaux monuments de bronze aux grands tsars dont la hécate triomphe au centre des villes - et trouvant un bouc émissaire dans le présent : les quelque 800 000 Turcs vivant dans le pays. Bulgarisation forcée, changements d'état-civil, confiscation des biens des récalcitrants, exode vers la Turquie... A l'époque où Magris descendait doucement le fleuve, des pogroms sanglants avaient lieu dans les villages qui le bordent.

Magris souffrait gentiment du nationalisme bulgare et de son exaltation de la grandeur passée. Mais tout ce qui a pu exister, ici, en fait de grandeur, d'idées généreuses et constructives, est venu d'hommes pour qui l'indépendance et liberté devaient se conjuguer avec fraternité et fédération des peuples balkaniques : les grands révolutionnaires bulgares du XIX<sup>e</sup> siècle dont on trouve les noms à tous les coins de rues avaient fait leurs classes à l'étranger voisin : ainsi Georges Ra-

### LE PIÉTON DES BALKANS



Un périple au cœur de l'Europe  
Demain : le port de l'angoisse

kovski, qui se fit connaître à Braila avant de publier à Belgrade vers 1960 le *Cygne du Danube* ; alors Vasil Levski, pendu à Sofia en 1873, qui fit ses premières armes en Serbie puis à Bucarest ; ainsi Hristo Botev, tué en 1876 en tentant de franchir le Danube à la tête des révoltés, qui milita d'abord à Odessa puis en Roumanie et voulait aussi libérer la Bosnie... De même, le héros national macédonien Goce Delcev, mort pour l'idéal d'une République de Macédoine au sein d'une fédération balkanique, était natif de Kildis, en Grèce. La victoire de Pleven, en 1877, qui décida de l'indépendance de la Bulgarie, n'aurait pu être acquise sans l'arrivée décisive des Roumains. Autant en a emporté le fleuve ?

Bulgarie, pays de l'hospitalité sans sourdre. Après huit jours de traversée, Klavdi, mon compagnon photographe, soupire : « J'ai tout le temps l'impression d'être en faute ». On doit s'habituer à cette parcimonie dans l'expression : simplement, la politesse bulgare n'est pas démonstrative. Et si l'on ajoute que le « oui » s'exprime par un énergique hochement de tête horizontal qui, pour nous, signifie un « non » franc et massif, on comprend que l'étranger désorienté peut décider, un peu vite, que les Bulgares et leur pays sont fermés, voire hostiles.

En a-t-il toujours été ainsi ? En 1915, John Reed, débarquant de Roumanie à Ruse, s'exclame : « Enfin, un pays d'hommes ! », et chante les vertus du peuple bulgare, simple, ouvert et fraternel. Près de quatre-vingts ans plus tard, Jean-Claude Guillebaud écrit dans *Le Monde* que, à Sofia, « des regards lourds suivent le visiteur occidental » qui déambule sur la rue Vitocha. Que s'est-il passé entre le passage de ces deux grands reporters ? Les humiliations de l'histoire - l'illusion perdue de la Grande Bulgarie joignant la mer Noire et la mer Égée, les alliances désastreuses dans les deux guerres mon-

diales, le poids et la grisaille d'un « socialisme réellement existant » particulièrement lourd... ? Contrairement à leurs voisins roumains, les Bulgares sont peu enclins à se plaindre mais, comme d'autres, ils subissent aujourd'hui les désempoiments du libéralisme occidental et matieux dont les anciens apparatchiks tiennent les postes-clés, tandis que flambe l'inflation et disparaissent mystérieusement le pain dans les boulangeries et l'eau dans les robinets.

De même qu'il y a dans le parler bulgare quelque chose de grave, de pondéré, de paysan, on dirait qu'il y a un temps spécifiquement bulgare, comme si le sable qui coule dans le sablier était plus épais que le nôtre. Cela tient peut-être à la lenteur majestueuse des trains que nous avons pris, à la placidité des voyageurs, à l'air compassé de tous les porteurs d'urnes. Et puis voici qu'un rayon de lumière légère inonde la plaine, caresse les montagnes sombres et leurs monastères, les forêts de tilleuls, que dans les rues passent des filles brunes et sveltes aux jupes les plus courtes du monde, que les voix se font musicales. « Après la pluie, parfois le soleil / dans le ciel stupéfait paraît double / mais tu seras toujours un pays unique », a écrit le poète Nikolai Kantchev.

Partis du port de Varna, notre dernière étape nous a fait traverser la Dobroudja. Cette barrière de taupinières chauves oblige le Danube, arrivé tout près de la mer, à remonter vers le nord pour la contourner et à se répandre en bras multiples dans la plaine roumaine. Pays âprement disputé entre Rou-

maines et Bulgares, « le Quadrilatère » sacré pour lequel tant de sang fut versé, pays de massacres et d'exodes successifs : c'est peut-être pour cela qu'il a cet aspect mélancolique d'une terre où l'on s'est trop battu - comme là-haut, dans les montagnes d'Épire et de Macédoine grecques, et peut-être encore, chez nous, dans certains vallons près de Verdun.

La gare de Ruse est un chef-d'œuvre en péril du style stalinien, c'est-à-dire babylonien et kitsch. L'intérieur obscur a l'allure d'une caverne d'Ali-Baba trop longtemps occupée par des nomades. Bucarest n'est pas loin, au-delà du fleuve, et la ligne qui passe ici fut celle de l'Orient-Express. Renseignements pris, il n'y a que deux trains par jour, dans lesquels, le le sais pour être sûr, passé par là, un seul wagon - de seconde classe - est accessible aux voyageurs montant ici. Les bus sont-ils plus fréquents ? Trois par semaine, une ligne turque : nous sommes vendredi, le prochain partira lundi... Le trafic sur le « Pont de l'Amitié » qui franchit le Danube semble mince.

En 1992, lors de mon premier passage sur le chemin de Bucarest, j'ai pris le train du soir. De rares ampoules jaunes ne suffisaient pas à éclairer la gare, et il a fallu se faufiler dans une cabine où l'on devinait des Russes, des Ukrainiens, des Roumains, des Triganes de nationalité indéterminée, agglutinés autour d'un amoncellement de ballots montant jusqu'au plafond des salles de transit, incapables de remplir correctement d'incompréhensibles formulaires, puis trouver le train dont les panneaux indiquaient Belgrade alors que son terminus était Kiev. Les wagons russes étaient fermés à clef et, seul signe de vie, des chants et des bouteilles vides jaillissaient de temps à autre des fenêtres. Le wagon local était bondé. Une fois les portières bouclées, nous avons attendu plusieurs heures debout, compressés dans le couloir. De temps en temps, des policiers désignaient au hasard un colis et son propriétaire, et les faisaient redescendre sur le quai. C'était l'autisme, un jour de pluie, je portais une casquette à visière de cuir : est-ce pour cela qu'une jeune femme au regard dur s'est agrippée à moi en me demandant en russe si j'étais le contrôleur ? Derrière elle, silencieuses, trois épaissees Ukrainiennes ne lâchaient pas leurs énormes paquets, comme des animaux sauvages veillant sur leur proie. Plus tard, quand, la frontière roumaine franchie, le wagon s'est lentement vidé de ses petits et gros trafiquants locaux, j'ai compris le sens de sa question : le contrôleur, le vrai, a libéré un compartiment - en fait il s'est présenté trois contrôleurs, aux rires un peu contrainsts. La jeune femme s'est enfoncée avec eux, ses compagnes restant toujours farouchement cramponnées à leurs marchandises. Au temps qu'ils sont restés, il semble qu'elle n'a pas ménagé sa peine. Le prix du billet, à l'époque, équivalait à quatre francs.



Sofia. « Bulgarie, pays de l'hospitalité sans sourdre. Après huit jours de traversée, Klavdi, mon compagnon photographe, soupire : « J'ai tout le temps l'impression d'être en faute ». On doit s'habituer à cette parcimonie dans l'expression : simplement, la politesse bulgare n'est pas démonstrative. »

diales, le poids et la grisaille d'un « socialisme réellement existant » particulièrement lourd... ? Contrairement à leurs voisins roumains, les Bulgares sont peu enclins à se plaindre mais, comme d'autres, ils subissent aujourd'hui les désempoiments du libéralisme occidental et matieux dont les anciens apparatchiks tiennent les postes-clés, tandis que flambe l'inflation et disparaissent mystérieusement le pain dans les boulangeries et l'eau dans les robinets.

De même qu'il y a dans le parler bulgare quelque chose de grave, de pondéré, de paysan, on dirait qu'il y a un temps spécifiquement bulgare, comme si le sable qui coule dans le sablier était plus épais que le nôtre. Cela tient peut-être à la lenteur majestueuse des trains que nous avons pris, à la placidité des voyageurs, à l'air compassé de tous les porteurs d'urnes. Et puis voici qu'un rayon de lumière légère inonde la plaine, caresse les montagnes sombres et leurs monastères, les forêts de tilleuls, que dans les rues passent des filles brunes et sveltes aux jupes les plus courtes du monde, que les voix se font musicales. « Après la pluie, parfois le soleil / dans le ciel stupéfait paraît double / mais tu seras toujours un pays unique », a écrit le poète Nikolai Kantchev.

Partis du port de Varna, notre dernière étape nous a fait traverser la Dobroudja. Cette barrière de taupinières chauves oblige le Danube, arrivé tout près de la mer, à remonter vers le nord pour la contourner et à se répandre en bras multiples dans la plaine roumaine. Pays âprement disputé entre Rou-

Cette fois, nous prenons, Klavdi et moi, le train de six heures du matin. On nous l'a conseillé : un peu plus cher, mais donc plus calme. Dans notre compartiment, de fortes femmes bulgares munies de lourdes valises et de paniers que leurs maris les ont gentiment aidées à installer avant de s'en retourner sur le quai. Elles vont à un marché de Bucarest-nord. Qu'ont-elles à vendre ? Oh ! un peu de tout ce qui est recherché en Roumanie : des macarons, des cosmétiques, des cigarettes et... oui, mais chut ! de la vodka. Le mari de l'une d'elles est - ou était ? - ingénieur. Il faut vivre. Elles glissent un billet de vingt levass au contrôleur bulgare, on est en famille. Des soldats nous font sortir pour retourner les banquettes.

Le train roule à dix à l'heure sur le Pont de l'Amitié. Le jour se lève et, de l'autre côté, dans le brouillard et la pluie, émerge la terre roumaine, ponctuée de miradors le long de parkings, d'usines, de dépôts qui semblent morts. Une route défoncée suit la voie, déserte à part quelques charrettes. Des campements tziganes, la forêt danubienne au loin. A la gare de Giurgiu, des petits soldats battent la semelle de part et d'autre de la voie, uniformes bleus fripés, armés d'une longue trique et d'un insolite couteau. Encore cinquante kilomètres et, dans deux heures, nous serons à Bucarest.

François Maspéro  
Photo : Klavdi Shuban



**Le Monde** est édité par la SA Le Monde.  
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :  
Jean-Marie Colombani  
Directeurs : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général ;  
Maurice Lévy, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Gérard Pélissier  
Directeurs adjoints de la rédaction :  
Thomas Péroche, Robert Sol  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Paul Besset, Bruno de Cans, Pierre Georges, Laurent Gonthier, Danièle Heymann,  
Bernard Le Gendre, Jean-Yves Lecaillon, Manuel Luciani, Luc Rémont  
Directeur artistique : Dominique Boyette  
Rédacteur en chef technique : Eric Auer  
Secrétaire générale de la rédaction : Alain Fourmont  
Directeur éditorial : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chausson  
Conseiller de la rédaction : Alain Ruffin ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Médiateur : Michel Laurens  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Cornu, vice-président  
Anders directeurs : Hubert Benne-Mary (1944-1993), Jacques Pauzet (1959-1992)  
André Laurens (1962-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Droits de la société : ont été cédés le 10 décembre 1994  
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde »  
Association Hubert Benne-Mary, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Les Éditions du Monde, Le Monde Prévoyance  
SIÈGE SOCIAL : 21, rue Claude-Bernard - 75001 PARIS CEDEX 05  
Tél. : (1) 42-17-20-40, Télécopieur : (1) 42-17-21-21, Télfax : 206 806 F

## Grande-Bretagne : les audaces de la reine

ON L'AVAIT donnée pour moribonde, blessée à mort par les esclandres en série des rejets royaux. *The Economist* avait consacré en 1994 une *cover story* à critiquer cette « idée qui a fait son temps ». On a traité ses scandales de « feuilletons télévisés », brocardé son côté désuet et sclérosé. En vain. En laissant filtrer, symbole des temps nouveaux, par des indiscretions au *Sun*, le prince de la presse de caniveau, qu'elle résumait, depuis deux ans ou plus, un groupe de réflexion sur l'avenir de la monarchie (*Le Monde* du 21 août), Elizabeth II a pris tout le monde de court. Elle a donné de ce fait un nouveau souffle à la couronne britannique.

Cette audace initiative royale est typique du système d'outre-Manche qui, au contraire de la France, n'a guère connu de révolutions – si ce n'est celle du républicain Cromwell – et a su désemparer les oppositions et évoluer avec son temps. Car la monarchie telle qu'on la connaît aujourd'hui a été façonnée au siècle dernier, sous la reine Victoria ; il s'agissait d'une monarchie grande bourgeoisie, intégrant la révolution industrielle et la démocratisation, symbole d'un État multinational, et colonial à l'époque. Son pouvoir se limitait à l'influence dont pouvait bénéficier le souverain en place. Un rôle que le constitutionnalisme de l'époque, Bagehot, décrivait ainsi : « Trois droits, celui d'être consulté, celui d'encourager et celui de mettre en garde ».

### CINQ THÈMES D'AVENIR

Aujourd'hui la France tanguait de Constitution en Constitution et de République en République, le Royaume-Uni a su se transformer avec moins de heurts. Ce qui ne veut pas dire qu'il ait été plus juste, et surtout plus égalitaire. Les années 30 ont vu l'embourgeoisement encore plus notable de la famille royale. Avec l'après-guerre, elle a été surnommée « *The Firm* » (la compagnie) par George VI – image audacieuse, trois décennies avant le retour du capitalisme triomphant de Margaret Thatcher – pour dériver vers un conservatisme pesant et surmené sous sa fille Elizabeth.

Certains s'attendaient à ce que ce soit Charles qui expose une vision plus réformatrice. C'était logique pour un homme qui, par-delà ses démentis matrimoniaux hyper-médiatisés, ne cache pas ses idées modernistes. C'est pourtant sa mère qui a pris une initiative qui bouleverse l'échiquier politique. Pour ce faire, elle s'est adjoint le prince de Galles, le duc d'Edimbourg, de proches conseillers et a tenu à consulter le premier ministre et son successeur probable, le travailliste Tony Blair. Elle a senti qu'il était temps de changer de cap. Ce qu'a exprimé en ces termes la porte-parole de Buckingham Palace : « Une des raisons pour lesquelles la monarchie a duré plus de mille ans c'est qu'elle est capable de s'adapter et de changer selon la nécessité, tout en conservant son soutien populaire ».

Ce soutien s'était bien ému sous les coups de boutoir de Diana et de Fergie, et le temps était venu de s'en préoccuper. Trois des cinq thèmes d'avenir sur lesquels a planché le groupe de travail royal – « comme c'est le cas dans n'importe quelle organisation », a tenu à préciser la porte-parole – devaient satisfaire tout chacun : abandon de la primogéniture masculine, autorisation pour le souverain d'épouser une catholique (en fait une non-anglicane) et réduction de la famille royale à la famille nucléaire classique en limitant les « royaux » mineurs. La séparation

de l'Église (anglicane) et de l'État devrait être plus délicate à faire accepter même si elle existe déjà en Écosse, en Irlande et au Pays de Galles.

Reste la question d'argent. En envisageant de remplacer sa liste civile royale par les revenus des biens de la couronne, la reine a osé d'ouvrir une boîte de Pandore. Cette idée pourrait révéler l'antimonarchisme des travaillistes et a déjà été critiquée par plusieurs experts. Elle pourrait d'abord se révéler bien plus coûteuse pour le contribuable. Mais surtout, comme le disait un conseiller de George V cité par le professeur Vernon Bogdanor : « Un point essentiel de notre Constitution est que le souverain doit être dépendant du Parlement par le biais de la liste civile et ne devrait pas recevoir de l'argent directement des biens de la couronne ». Lui restituer son indépendance financière aboutirait à « une véritable privatisation de la monarchie, la plus importante de toutes (...) depuis l'arrivée de *Mrs Thatcher* » (David Starkey, London School of Economics).

Mais discuter ne veut pas dire décider. Et la Grande-Bretagne est connue pour la lente maturation de ses grandes décisions, si l'on fait exception de personnalités comme *Mrs Thatcher* ou Cromwell. Il est aussi intéressant de remarquer que les thèmes de réflexion proposés par la reine ne touchent pas ses prérogatives politiques : ils ne mentionnent pas ses pouvoirs de chef de l'État, son rôle dans le choix du premier ministre, sa fonction de chef du Commonwealth ou l'immunité dont elle bénéficie. Ce sont des sujets beaucoup trop controversés et que les crises qui ont suivi l'« *annus horribilis* » avaient remis au goût du jour. Non pas en ce qui la concerne – elle est trop populaire – mais pour son fils, ou ses petits-enfants, quand ils arriveront sur le trône. En mettant l'accent sur ces cinq réformes importantes – mais pas fondamentales –, la reine cherche peut-être à détourner l'attention, ou à sauver ce qui peut être sauvé du système monarchique britannique.

Patrice de Beer

## La part de la France

Suite de la première page

Elle prend sa part lorsque ses équipes médicales (les *French doctors* connus dans le monde entier) participent partout à des opérations humanitaires. Elle en prendra sa part en accédant à la demande de régularisation des ressortissants de ses anciennes colonies qui sont les sans-papiers de l'Église Saint-Bernard.

Combien de fois nous a-t-on répété, pour justifier les lois Pasqua, qu'il était légitime, pour obtenir la nationalité française, que les enfants nés en France fassent une démarche manifestant leur désir d'être français ? Cette argumentation ne me paraît toujours pas opposable au droit du sol. Mais ceux qui la soutiennent devraient au moins la faire jouer en faveur des Maliens de Saint-Bernard, qui témoignent d'un attachement extraordinaire à notre pays, au point que dix d'entre eux sont prêts à payer de leur vie le droit d'y demeurer.

L'histoire de la République nous oblige. La France n'est elle-même que lorsqu'elle est juste. Elle ne l'est pas quand on se laisse enfer-

mer dans le paradoxe consistant à obéir aux injonctions de Le Pen sous prétexte de limiter son influence. Que les partis républicains réfléchissent tous ensemble à la question de l'immigration est une tâche urgente. Je l'avais engagée sans succès en 1990. Tout ce qui s'est produit depuis démontre qu'il est grand temps de la reprendre.

Pour l'immédiate, la première chose à faire est d'accueillir parmi nous les trois cents de Saint-Bernard. En refusant de reconnaître à temps les droits à la régularisation de ceux qui en avaient, le ministre de l'Intérieur a solidarisé trois cents personnes de statuts juridiques très différents. Du coup, il les a rendus inséparables. Après cinq mois de lutte dans des conditions très difficiles, on doit considérer que ceux qui n'avaient pas de droits les ont, du fait même du gouvernement, acquis dans cette lutte.

L'appel au droit pour nier ce droit, le tri honteux qui nous renvoie à des souvenirs non moins honteux, sont, nous l'apprenons ce vendredi matin, les seules réponses de ce gouvernement qui, décidément, ne sent rien, ne comprennent rien. Mais cela, non plus, ne change rien : les trois cents de Saint-Bernard font aujourd'hui partie de la part qui nous revient.

Michel Rocard

## Intolérance

Pourtant, l'intransigeance obstinée d'Alain Juppé ne paraît conforme ni au souci d'humanité dont il prétend faire preuve dans le traitement des cas individuels ni surtout à la stratégie d'intégration qu'il est, affirme-t-il, l'un des axes de sa politique.

En refusant de prendre le temps d'une négociation sérieuse, à laquelle les sans-papiers étaient prêts, et en ne répondant à leurs revendications que par une démonstration de force, le gouvernement laisse entendre qu'il ne conçoit pas d'autre attitude à l'égard des étrangers que le mépris et l'exclusion.

Cette attitude semble également contraire à l'esprit, sinon à la lettre, de l'avis rendu par le Conseil d'État, avis dont le premier ministre a donné, à la télévision, une lecture pour le moins sélective. La haute juridiction insiste, en effet, sur l'importante marge de manœuvre dont dispose l'autorité administrative pour pro-

céder aux régularisations, sur l'obligation où elle se trouve de se livrer à un « examen particulier » de chaque cas, sur le « principe du droit à une vie familiale normale ». L'intervention musclée des forces de l'ordre ne semble pas la conséquence la plus logique du rappel de ces règles.

En optant pour la manière forte, Alain Juppé a donc obéi avant tout, apparemment, à un calcul politique, pour ne pas dire électoraliste : plutôt que d'entreprendre une pédagogie de l'intégration, qui suppose le respect de l'autre, il a préféré flatter la partie de la population qui ne tolère pas la présence d'étrangers sur le sol français et qui le fait savoir en votant pour le Front national.

Sur une question aussi délicate que celle de l'immigration, une question pour laquelle nul ne dispose de solutions simples et où la méthode importe autant, sinon plus, que les orientations retenues, le premier ministre manifeste un esprit d'intolérance qui paraît relever d'une vision à court terme des intérêts de sa majorité. En ce sens, son geste n'est pas seulement moralement condamnable, il est aussi politiquement inquiétant.

## Une boussole au cœur des humains

par Alain Lipietz

SAVEZ-VOUS que l'ordinaire s'en va toujours en descendant ? C'est ce que chaquetaient les ouvriers papeteriers, révoltés contre l'édit royal de 1738 qui rognait la législation sociale de l'époque (« l'ordinaire »). Un demi-siècle plus tard, sur les deux rives de l'Atlantique, s'ouvrait un cycle historique de progrès de l'ordinaire. A travers les révolutions démocratiques

UNIDÉMOCRATIE ? Les socialistes, l'Occident puis les peuples d'Orient entreprenaient de refonder le monde sur la Raison et l'Idée de Progrès. Ni Auschwitz, ni Hiroshima, ni le Goulag n'allaient suffire à mettre cette idée au rebut. Les reculs étaient parfois si désespérés que revenait pour un temps l'angoisse shakespearienne : « La vie n'est qu'une ombre en marche, une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, ne signifiant rien ». Même les révolutionnaires marxistes du début de ce siècle cédaient parfois au découragement, comme l'italien Labriola : « L'Histoire n'est qu'un kaléidoscope, une énigme en chaux ». Et puis, l'espoir chevillait au cœur de l'humanité, depuis Spartacus et bien avant, reprenait le dessus.

Sommes-nous, en Occident, dans une telle phase passagère de désespoir ? Ou bien l'idée de progrès va-t-elle mourir avec le siècle pour la planète entière ? Le caractère « local » et « passager » de notre désespoir présente-t-il de solides arguments : le retour de l'intolérance barbare en Yougoslavie, en Irlande du Nord, la désagrégation d'un siècle de conquêtes sociales dans les pays

anglo-saxons (et le retour de la faim dans les classes populaires britanniques), la « société en sablier » qu'installe sur les deux rives de l'Atlantique où les couches moyennes se sentent irrémédiablement attirées vers le bas, et celles du Bas en ébullition à pour le moment, bien des raisons de croire au Progrès.

En somme, nous aurions affaire au point bas d'un « petit cycle ». Nous connaissons les causes de notre malheur : la dictature du marché, des dogmes néolibéraux, dont furent victimes avant nous les papeteriers de 1738 comme les ouvriers du XIX<sup>e</sup> siècle, qui découlaient avec honneur que la Révolution française n'avait pas apporté le bonheur en Europe et se tournaient vers le socialisme. Cet ultra-libéralisme, dénoncé par Karl Polanyi, entraînera la crise des années 30, le fascisme et la guerre... Mastricht et l'accord du GATT ne seraient que des mauvais coups, comme il y en eut tant d'autres, et que nous saurons à leur tour réparer.

Bien sûr qu'il faut se battre pour réparer, reconstruire nos sociétés déchirées, dompter la mondialisation et la révolution technologique par un nouveau partage du travail et des richesses, par des formes renouvelées d'État-providence, par des règles de jeu imposées au commerce international. Et pourtant nous ne pouvons pas faire comme si le XX<sup>e</sup> siècle n'avait pas eu lieu. Nous savons maintenant que le progrès n'est pas la marche vers un état de bonheur permanent dont les plans seraient déjà dessinés. Le libéralisme a échoué au siècle dernier et son retour en force nous précipite dans le désespoir. Mais le socialisme, espoir du

XX<sup>e</sup> siècle, a échoué tout autant dans l'horreur sous la forme communiste à l'Est que dans la capitulation sous sa forme sociale-démocrate à l'Ouest.

Nous savons aujourd'hui que l'idée de progrès n'est qu'une boussole au cœur des humains, celle qu'Emst Bloch appelait le « principe espérance ». Une direction, définie par des valeurs morales. Une direction par rapport à laquelle l'humanité peut avancer, reculer, dévier. Rien, ni l'accumulation de l'expérience, ni le progrès des sciences et des techniques, ni même l'éducation ne garantissent la marche. Le progrès est toujours à recommencer, chaque position conquise est aussitôt menacée si nous n'y prenons pas garde.

Nous savons maintenant que le progrès n'est pas la marche vers un état de bonheur permanent dont les plans seraient déjà dessinés

Nous avons encore appris autre chose. Non seulement le progrès n'est qu'une direction possible, mais cette direction même se modifie, s'enrichit en marchant. Nous avons cru, au cours des « trente glorieuses », que le progrès, poussé par les forces du travail et de la culture, combinerait progrès technique, progression du pouvoir

d'achat, progrès de l'intérêt général personnifié par l'État. Nous avons appris que le progrès de la technique et de la consommation pouvaient ruiner notre eau, notre air, nos paysages et la planète. Nous avons appris d'autres responsabilités, nous avons d'autres exigences. L'oppression ancestrale des femmes, le mépris séculaire pour les peuples « à civiliser » ne sont plus de mise.

S'il n'est de progrès que relatifs et fragiles quant aux résultats, le mouvement même de l'histoire des luttes enrichit le progrès quant à ses ambitions. Et finalement cet écart qui se creuse entre le désir de progrès et l'état où nous en sommes, écart que mangent à combler la crise du politique, pourrait bien être la cause essentielle du désespoir présent. « L'ancien ne meurt, le nouveau ne naît pas : il voit le jour : dans cet intervalle surgissent les monstres », disait Gramsci. Les monstres, inutilisés de les nommer.

Quelles sont aujourd'hui les valeurs qu'indique notre boussole ? L'autonomie : ce désir de liberté qui exige de « voir le bout de ses propres actes ». La solidarité : ce désir d'égalité qui ne s'abandonne aucun laissé-pour-compte sur le bord de la route. La responsabilité écologiste : ce désir de fraternité qui s'étend aux générations futures et à la vie sur la terre.

Puissent les politiques en tenir compte. Cela dépend de chacun de nous.

Alain Lipietz est directeur de recherche au CNRS

DEMAIN  
« Le refus du cynisme »  
par Bernard Kouchner

## Calcul des improbabilités par Pierre Dumayet

LE premier – ou l'un des premiers – procès écologique a été intenté, au XIX<sup>e</sup> siècle, par Raspail à un industriel qui produisait de l'arsenic et des bombes. Les cloisons de l'usine n'étant pas étanches, l'arsenic

était parfois sucré et les bombes assassins. Raspail a gagné son procès. Donc le progrès existe.

N'étant pas – du tout – génial, je ne sais pas s'il faut attribuer au progrès les complications – dont Feydeau souffrait, si elles n'étaient pas dramatiques – qui sont exposées régulièrement aux comités d'éthique afin qu'ils donnent leur avis. Les employeurs me font peur. Sont-ils, froidement, l'image du progrès ? N'en sont-ils pas plutôt les produits dérivés ?

C'est l'histoire de l'aiguille. Un mercier est un brave homme. Si une centaine de personnes, lui ayant acheté des aiguilles, s'en servent pour avenger leurs ennemis, que penserons-nous des aiguilles et du mercier ? A mon avis, nous devrions nous abstenir de penser. Sauf si la mode criminelle se généralisait. S'il

en était ainsi, nous formerions un comité. Nous exigerions que la vente des aiguilles soit limitée aux personnes assermentées. Un autre comité serait créé, partisan du laissez-faire. Etc.

J'ai pris un exemple ridicule, mais quel exemple ne serait pas ridicule ? Qui, il y a vingt ans, aurait pensé qu'une farine suffirait à rendre les vaches folles ?

Est-ce bien au progrès que nous sommes, ici, confrontés ? Non. Les ravages causés par la farine expriment seulement la régression du pouvoir des gouvernants, et pas seulement des nôtres. Les Anglais, semble-t-il, avaient été informés. J'ai toujours pensé que la France devrait avoir une ambassade à Londres. Si nous en avions une, notre ambassadeur nous aurait dit de faire attention. Certainement (peut-être qu'en fouillant bien on trouverait, au quai d'Orsay, une note sur les vaches, venant de Londres. On imagine le rituel du directeur de service lisant cette note : « Quel ? Quelles vaches ? Vous connaissez ça, mon ami ? ».

D'où la nécessité de créer un ministère de la prévention. Ou plutôt, par économie, qu'il y ait, dans chaque ministère de tous les pays, un service chargé de la prévention, qui imposerait aux gouvernements de proposer aux parlementaires un cer-

tain nombre de lois « issues des circonstances à venir ».

Et comme, en France, le pouvoir se repose tous les cinq ans, une loi devrait permettre aux gouvernements d'imposer à l'opposition le devoir de savoir ce qui se passe. Ainsi, l'opposition aurait, par devoir, un « shadow ministère » de la prévention. Cela rendrait les débats meilleurs.

Mais – je reviens en arrière – peut-on demander aux parlementaires d'avoir un avis sur un projet de loi destiné à réprimer un danger qui n'existe pas encore ? Si j'étais député, je répondrais : cela est le travail d'une personne qui n'a pas encore été élue. Certes.

Le calcul des probabilités est, depuis de longues années déjà, le prince qui nous gouverne. Peut-être devrait-il passer la main au calcul des improbabilités. Car c'est l'improbable, lorsqu'il arrive, qui génère les plus graves accidents. On imagine le champ immense de l'improbable : du labour, il y a eu – enfin – du travail pour tout le monde. Et, du coup, le progrès cessait d'être ce que Maurice Barrès disait de Proust : un « irréparable jeune homme ».

Pierre Dumayet est journaliste

TAUX D'INTERET  
bank à l'apport  
base de  
propos en ce  
à la. Le taux d'interet

La Bundesbank rel

MARC VILLARD

Matador

MARC VILLARD

SÉRIE NOIRE

La porte

مكتبة من الأصل



# ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 24 AOÛT 1996

**TAUX D'INTÉRÊT** La Bundesbank a annoncé, jeudi 22 août, une baisse de 0,30 % du niveau de ses prises en pension (Repo), ramené à 3 %. Ce taux était inchangé depuis

le début du mois de février. Ce geste a permis aux banques centrales de France, de Belgique, des Pays-Bas et d'Autriche de réduire leurs propres taux directeurs. ● LE PRÉSIDENT de

la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a justifié cette décision par l'évolution favorable de la masse monétaire et l'absence de tensions inflationnistes. ● LA RÉCENTE appréciation

du deutschmark, la faiblesse de la croissance en Allemagne et les tensions sur les marchés financiers européens ont aussi joué un rôle dans la décision, selon les analystes. ● LE

FRANC s'est redressé face au deutschmark après la décision allemande. Il reste toutefois vulnérable à cause de la faible conjoncture et du climat social.

## La Bundesbank relance le mouvement de détente monétaire en Europe

Le conseil de la banque centrale allemande a décidé de réduire, jeudi 22 août, de 0,3 % le niveau de son taux Repo, ramené à 3 %. La Banque de France a, pour sa part, abaissé de 0,2 % son principal taux directeur

LE SOULAGEMENT a été à la hauteur de l'inquiétude que la réunion de la Bundesbank avait fait naître en Europe. Alors que de nombreux analystes prédisaient un statu quo et annonçaient une crise monétaire de grande ampleur sur le marché des changes européens, la banque centrale allemande a décidé, jeudi 22 août, une baisse de 0,3 % du taux de ses prises en pension (Repo), ramené à 3 %. Ce taux, essentiel, car il détermine directement le niveau des rendements sur le marché monétaire allemand, était inchangé depuis le début du mois de février.

Dans son sillage, la Banque de France a réduit de 0,20 % son principal taux directeur, celui des appels d'offres, porté à 3,35 %. Les banques centrales de Belgique, d'Autriche, des Pays-Bas ont également, jeudi après-midi, abaissé leurs taux dans des proportions identiques.

Les investisseurs ont réagi favorablement à la décision de la Bundesbank. Les marchés d'obligations et d'actions européens ont nettement progressé : le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a gagné 60 centimes. La Bourse de Paris s'est appréciée de 0,86 %.

**PAS DE DANGER INFLATIONNISTE** Sur les marchés de changes, la monnaie allemande s'est affaiblie face à l'ensemble des devises. Le dollar est remonté de 1,4830 à 1,4960 deutschmark tandis que le franc regagnait plus de 1 centime face à la monnaie allemande, pour coter 3,4090 francs pour 1 mark.

Dans un court entretien téléphonique accordé à des agences de presse, le président de la Bundes-



Depuis le début de l'année, l'écart de taux de la Bundesbank par rapport à la Banque de France est passé de 1,05 % à 0,65 %.

bank, Hans Tietmeyer, a justifié la baisse du taux Repo par « le ralentissement progressif de l'expansion monétaire » en Allemagne (l'aggrégat de monnaie M3 a progressé de 8,6 % en juillet, après 9,6 % en juin et 10,5 % en mai) et la faiblesse de l'inflation. « Nous ne voyons pas de danger inflationniste dans un avenir prévisible », a déclaré M. Tietmeyer. En dehors de ces critères purement monétaires, conformes à l'orthodoxie de la politique de la Bundesbank, d'autres éléments, non mentionnés par M. Tietmeyer, sont entrés en ligne de compte dans la décision de baisser le Repo, selon

les analystes. Le premier tient au récent mouvement de hausse de la monnaie allemande. Les membres de la Bundesbank sont conscients des problèmes de compétitivité que pose la surévaluation du mark à l'économie allemande. Un mark trop fort handicape les sociétés exportatrices d'outre-Rhin qui ont perdu, au cours des dernières années, d'importantes parts de marché. Selon des calculs effectués par des économistes, une hausse de 3 % du taux de change effectif du mark a le même impact macroéconomique qu'un resserrement monétaire de l'ordre de 1 %. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, la monnaie allemande s'était appréciée de 2,6 % face au dollar et de 1,2 % face au franc. La baisse du Repo vise aussi à corriger les effets négatifs, pour la croissance allemande, de cette hausse inopinée du mark.

### PRESSIONS

De façon plus générale, la faiblesse de l'activité économique, outre-Rhin, plaide pour une baisse des taux, même si la Bundesbank s'est toujours défendue, officiellement, de vouloir influencer directement la conjoncture. L'annonce d'une amélioration du climat des affaires et d'un rebond de la croissance au deuxième trimestre n'ont pas remis en cause le scénario d'une croissance très faible en Allemagne en 1996. La hausse du produit intérieur brut (PIB) allemand devrait être inférieure à 1 %, empêchant toute décroche du taux de chômage.

Enfin, la Bundesbank, estimant les experts, a été sensible à l'environnement monétaire tendu en Europe. Au cours des dernières semaines, des remous étaient apparus sur le marché des changes eu-

ropéen, en particulier sur la parité franc-deutschmark. La pression exercée par ses partenaires pour qu'elle abaisse ses taux directeurs augmentait. Lors de son intervention télévisée du 14 juillet, le président de la République, Jacques Chirac, avait déploré le niveau nettement trop élevé des taux d'intérêt en France, mais aussi en Allemagne. Dans son dernier rapport, la Banque d'Espagne avait critiqué la politique monétaire allemande. Un statu quo ou un geste insuffisant, de la part de la Bundesbank, auraient été perçus comme une provocation et auraient risqué de transformer les turbulences en

### Une action concertée ?

La plupart des analystes rejettent l'idée selon laquelle la baisse, jeudi 22 août, des taux directeurs des banques centrales européennes a présenté un caractère concerté. Ils en veulent pour preuve la chronologie des faits. La Bundesbank a agi la première, suivie, une demi-heure plus tard, par la Banque de France. Les banques de Belgique, des Pays-Bas et d'Autriche ont attendu l'après-midi pour abaisser leurs propres taux directeurs. Une action concertée se serait accompagnée, selon les experts, d'une paralysie simultanée dans l'annonce des décisions.

Toutefois, ils n'excluent pas que la Banque de France, dont le conseil, par un hasard du calendrier, se réunissait au même moment que celui de la Bundesbank, ait en la primauté de la décision prise à Francfort. La Banque de France se refuse à tout commentaire sur la façon et l'heure dont elle a été informée de la baisse du taux des prises en pension allemande.

Un contre, en agissant de façon plus énergique que prévu - les

analystes les plus optimistes anticipaient une baisse de 0,20 % du taux Repo -, la Bundesbank a donné le sentiment que sa démarche s'inscrivait désormais dans une logique de coopération monétaire à l'échelle européenne.

De fait, la banque centrale allemande a sorti le franc d'une mauvaise passe et contribué à débloquer la situation monétaire en France. Au cours des derniers mois, la Banque de France avait été contrainte d'agir de façon solitaire. Elle avait, depuis le mois de février, réduit à quatre reprises son principal taux directeur alors que la Bundesbank restait immobile. Mais la

Depuis plusieurs semaines, les attaques contre le gouverneur de la Banque de France et sa politique monétaire, jugée inadaptée au contexte économique difficile de la France, s'étaient multipliées tandis que les opérateurs des marchés financiers cherchaient à exploiter cette faiblesse en lançant des attaques contre le franc. La décision de la Bundesbank est venue sauver in extremis les responsables monétaires français d'une situation qui devenait intenable.

Pour autant, les experts continuent à se montrer inquiets et doutent que l'horizon monétaire, en Europe, soit définitivement dégagé. Ils soulignent que l'impact économique du mouvement de baisse des taux directeurs décidé jeudi par les banques centrales de la zone mark sera très faible. En particulier, ils craignent pour la France qu'une remède politique et sociale agitée et, surtout, la publication de mauvais indicateurs d'activité économique, qui remettrait en cause la capacité du gouvernement à respecter ses engagements budgétaires, gommant vite l'effet bénéfique de la détente monétaire. Selon le directeur de la salle des marchés d'une grande banque française, « les investisseurs anglosaxons restent à l'affût, prêts à attaquer le franc à la moindre occasion ». Dans un entretien accordé à la revue Foreign Affairs, le financier américain George Soros a estimé, jeudi, que la France et l'Allemagne doivent prendre au plus vite une initiative conjointe de relance économique et s'affranchir des critères de Maastricht pour passer à la monnaie unique « s'ils veulent éviter un soulèvement populaire ».

Pierre-Antoine Delhommais

### COMMENTAIRE PLAIE OUVERTE

Hommes politiques et analystes des marchés ont salué la décision de la Bundesbank avec autant plus de bonheur que l'ampleur de la baisse du taux Repo (30 points de base) a surpris positivement. Le mouvement de détente a été suivi par les pays européens liés au deutschmark, dont la France. Bonne nouvelle : l'argent moins cher va soutenir une reprise encore entachée d'incertitudes, et pourtant si attendue, pour le second semestre sur le continent. Puissent les industriels comprendre que l'argent est désormais peu cher et qu'il est temps d'investir.

La crise monétaire, annoncée par certains opérateurs, est évitée. La question est de savoir pour combien de temps. Le débat monétaire, vif depuis plus de trois ans en Europe et poignante en France, ne va pas s'éteindre. Les partisans d'un « choc » monétaire à la japonaise (mettre les taux à zéro) ne renonceraient pas, même s'il reste peu de distance entre la réalité du coût de l'argent et leur rêve.

Surtout, les semaines passées ont mis en évidence que les conceptions restaient radicalement opposées entre la France de M. Chirac et l'Allemagne de M. Tietmeyer. A Francfort, les gardiens du deutschmark sont convaincus que la politique monétaire ne doit jamais devenir un instrument de réglage conjoncturel. Côté français, une majorité considérable d'hommes politiques, dont fait partie le chef de l'Etat, est persuadée du contraire. Cette opposition risque d'ouvrir un gouffre d'incompréhension qui ira en se creusant au fur et à mesure qu'approchera l'échéance de la monnaie unique. Les marchés l'ont senti et ils ne manqueront pas de demander que les positions soient éclaircies.

Seule une amélioration de la conjoncture pour amenuiser les conséquences de la divergence franco-allemande. Si tel n'est pas le cas, si la reprise tarde ou peine, les marchés se nourriront de tensions et ils pourraient rapidement et brutalement sanctionner l'ambiguïté franco-allemande fondamentale sur Maastricht. La plaie reste ouverte.

Eric Le Boucher

### Jean Arthuis table sur une croissance de « 2,25 à 2,5 % » en 1997

LE MINISTRE ALLEMAND de l'économie Günter Rexrodt a salué, jeudi 22 août, la décision de la Bundesbank. « Dans un contexte de grande stabilité des prix et au vu du récent ralentissement de la croissance de la masse monétaire, cette mesure est adaptée à l'environnement conjoncturel », a estimé M. Rexrodt dans un communiqué.

Le syndicat des employés DAG a jugé au contraire « très insuffisante » l'action de la banque centrale allemande. « Compte tenu de la situation dramatique de l'emploi, de la faiblesse des investissements et de la consommation, un signal fort sur les taux directeurs aurait été possible et nécessaire », a estimé sa vice-présidente Ursula Kuntze.

En France, le ministre de l'économie et des finances Jean Arthuis, sur l'antenne de France Inter, s'est réjoui des décisions prises aujourd'hui par les autorités monétaires, par la Banque de France.

Le taux d'appel d'offres a « atteint un niveau sans précédent », a ajouté le ministre, estimant que cela « a été rendu possible parce que d'autres banques centrales ont opé-

ré le même mouvement, dont la Bundesbank ». Selon M. Arthuis, la baisse de taux est utile car « pour tous ceux qui empruntent, notamment les entreprises, les ménages, l'argent sera moins cher. C'est une très bonne nouvelle. Quand on investit, on fuit la croissance, on crée de l'emploi ».

M. Arthuis a par ailleurs révisé à la baisse l'hypothèse de croissance du gouvernement pour 1997. Elle devrait, selon lui, se situer entre « 2,25 % et 2,5 % », alors qu'il avait évoqué, il y a deux semaines, une croissance du produit intérieur brut (PIB) comprise entre 2,5 % et 2,8 %.

Le ministre a affirmé qu'il voyait la rentrée « avec confiance ». « Notre économie s'est assainie. L'inflation va terminer l'année autour de 1,5 %. Les entreprises sont compétitives. Le moral n'y est pas, c'est cela que je voudrais faire évoluer », a-t-il ajouté.

L'Insee a confirmé, vendredi, que l'indice des prix à la consommation avait reculé de 0,2 % en juillet, s'établissant à 2,3 % sur un an.

### La SCNF réfléchit à la préretraite à cinquante-trois ans

LA DIRECTION de la SCNF envisagerait de proposer à ses agents un « congé de disponibilité de fin de carrière (CFC) permettant à des agents de quitter l'entreprise dix-huit ans sous certaines conditions et sur la base du volontariat », a révélé, le 22 août, le syndicat SUD-Chemins. Le dispositif, destiné à accompagner les importantes réformes structurelles et les réductions d'effectifs à venir, notamment dans les services centraux du siège, prévoit que le départ d'un agent en congé de disponibilité de fin de carrière n'entraînerait « pas de remplacement, directement ou par décalage ». Ce projet, qui a été communiqué fin juillet aux sept fédérations de cheminots, devrait être discuté à partir du 20 septembre. Pour SUD-Chemins, d'ailleurs des syndicats de la SCNF, ce dispositif masque « des projets de réduction massive de l'emploi à la SCNF ». La CGT et la CFDT ont aussi fait savoir leur opposition à ce texte qui ne prévoit pas d'embauches en contrepartie des départs en préretraite. La SCNF, qui compte 179 200 agents, a prévu de supprimer 4 500 emplois cette année.

### DÉPÊCHES

■ AIRBUS INDUSTRIES : le constructeur aéronautique a remporté, jeudi 22 août, une commande de 24 Airbus A319, pour un montant de 900 millions de dollars (4,6 milliards de francs), auprès d'United Airlines. La compagnie aérienne, qui a aussi confirmé un achat ferme de 27 Boeing, est la première société américaine à acheter des Airbus A319.

■ CREDIT LYONNAIS : le ministre des finances, Jean Arthuis, a déclaré, jeudi 22 août, sur France Inter que la communauté nationale supportera le poids des pertes de la banque publique.

■ LAGARDÈRE GROUPE : le groupe a déclaré, jeudi 22 août, à la suite du débrayage de salariés de l'usine Thomson Multimédia d'Angers, que le groupe coterien Daewoo, associé au groupe français dans le cadre de la privatisation de Thomson, s'est engagé à conserver tous les emplois français de cette filiale. Le président Soon-Hoon Bae s'est même dit prêt à créer 5 000 emplois supplémentaires en France dans les cinq ans à venir.

■ ZENITH ELECTRONICS : le numéro deux américain de l'électronique de loisirs s'est vu confier une commande par Americas, joint-venture de quatre opérateurs locaux (Amditech, BellSouth, GTE, SBC Communications) et de Walt Disney, de trois millions de décodeurs numériques, soit un contrat d'un montant de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs).

■ AUTOMOBILE : l'usine Opel d'Eisenach, en ex-Allemagne de l'Est, a été la plus productive d'Europe en 1995, avec une moyenne de 71,9 véhicules par employé et par an, selon l'institut de recherche londonien Economist Intelligence Unit (EIU). La filiale allemande de General Motors devance l'usine Fiat de Meli qui a atteint une moyenne de 64,3 véhicules par an et par employé.

■ CREDIT NATIONAL : l'intersyndicale de la BFCE (Banque française du commerce extérieur) vient d'assigner en référé le président du Crédit national, Emmanuel Rodocanachi, devant le tribunal de grande instance de Paris, pour délit d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise. Les syndicats estiment que la direction n'a pas respecté les procédures légales d'information économique préalable à l'annonce, le 11 juillet, que la fusion entre le Crédit national et la BFCE allait entraîner 600 suppressions de postes.

### La Deutsche Bank affirme sa puissance au sein du système bancaire allemand

UNE FOIS n'est pas coutume. Le très puissant président du directoire de la première banque allemande, Hilmar Kopper, est sorti de sa réserve jeudi 22 août pour rappeler à ceux qui l'auraient oublié dans le domaine bancaire ne peut se faire contre elle. Cette mise en garde intervient quelques semaines après que la Deutsche Bank a révélé avoir pris une participation de 5,21 % dans le capital de sa concurrente bavaroise, la Bayerische Vereinsbank, quatrième banque privée du pays.

Ce mouvement a été, à l'époque, interprété comme un signe de la

volonté de la Deutsche Bank de se positionner pour les restructurations qui se préparent dans le pays. La Bayerische Vereinsbank est en effet une proie idéale : son capital est peu verrouillé par ses principaux actionnaires que sont le Land de Bavière (10,5 %) et Viag (6,7 %). L'établissement bavarois s'était d'ailleurs réjoui de l'arrivée de la Deutsche Bank dans son capital qu'il interprétait « comme la confirmation de l'attrait de l'action Bayerische Vereinsbank ».

Les rumeurs allant bon train sur le sort de la banque bavaroise et l'intérêt qu'elle suscite dans une perspective de concentration du

secteur - le titre a gagné près de 20 % depuis deux mois -, M. Kopper a estimé qu'il était temps d'annoncer la couleur sans ambiguïté. Mi-juillet, la première banque allemande mettait en avant la qualité de l'investissement du placement financier qu'elle venait de réaliser. Dans une interview diffusée par la télévision CNBC, M. Kopper défendait qu'il s'agissait d'une action défensive : « Nous sommes encore en train de nous positionner sur le marché. Nous voulons être certains que tout le monde le comprend bien : pas de bêtises avec la Vereinsbank », a-t-il déclaré. « Nous voulons dire au monde extérieur que

ceux qui veulent s'implanter [en Allemagne] et faire quelque chose avec la Vereinsbank doivent savoir que nous montrons un intérêt à long terme » pour cette banque. Le message est on ne peut plus clair : les éventuels prédateurs, qu'il s'agisse de la Dresdner Bank, deuxième établissement du pays, ou de banques étrangères, trouveront la Deutsche Bank sur leur chemin. Pour autant, Hilmar Kopper a indiqué qu'il n'avait, pour l'instant, pas l'intention, d'augmenter sa participation dans la Vereinsbank.

Babette Stern



■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance vendredi 23 août en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 0,63 % pour s'inscrire à 21 228,80 points.

■ LA BANQUE DE FRANCE a piloté, vendredi matin, une baisse de son seizième de point du taux de l'argent au jour le jour (10), ramené de 3,56 % à 3,50 %.

■ LE FRANC était ferme, vendredi matin, face au deutschemark, lors des premières transactions entre banques européennes. Il s'inscrivait à 3,4090 francs pour un mark.

■ WALL STREET. L'indice Dow Jones a gagné 0,77 %, à 5 733,47 points, soutenu par la détente monétaire en Europe et la stabilité des taux d'intérêt à long terme américains.

■ LES COURS du pétrole ont rebondi, jeudi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut a augmenté de 58 centimes, à 22,30 dollars.

## LES PLACES BOURSILIÈRES

### Prises de bénéfices à Paris

LA BOURSE DE Paris s'inscrivait en recul, vendredi 23 août, en fin de matinée, victime de prises de bénéfices. À 12 heures, l'indice CAC 40 cédait 0,15 % pour s'établir à 2 014,76 points. Il avait ouvert en hausse de 0,24 %.

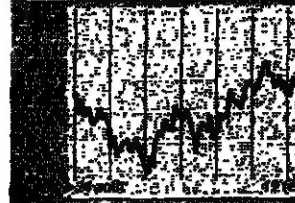
Le marché était calme, avec un chiffre d'affaires sur le règlement mensuel de 700 millions de francs. Sur le Matif, le contrat notional cédait 0,10 % à 123,80 points. Le franc cédait un peu de terrain, à 3,4105 francs pour un mark.

Les investisseurs expédiaient les affaires courantes pour la dernière séance du terme boursier qui s'annonce largement bénéficiaire (+3 % environ) après un très mauvais mois de juillet (-6,24 %).

La baisse des taux, si elle apporte un ballon d'oxygène aux marchés mais aussi à l'économie, ne résout pas tous les problèmes, estiment toutefois les analystes.

Jean Arthuis, le ministre de l'économie et des finances, tout en se félicitant de la détente monétaire, a révisé à la baisse ses pré-

### Index CAC 40 sur un an



### Index CAC 40 sur 1 mois



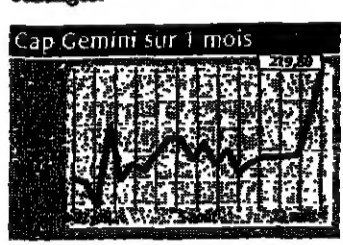
sions de croissance pour l'an prochain. Il s'attend à une croissance comprise entre 2,25 % et 2,5 %, contre 2,5 % et 2,8 % il y a quelques semaines, lors de la présentation

du volet des dépenses du projet de budget 1997. Parmi les valeurs en hausse on relevait Cofesip (+4,2 %), Géophysique (+4 %) et Promodès (+3 %).

### Cap Gemini, valeur du jour

TOUJOURS sous l'effet de la publication d'un chiffre d'affaires semestriel en hausse de 21,6 % à 6,7 milliards de francs, l'action du groupe de services informatiques a poursuivi sa progression jeudi 23 août. Au deuxième trimestre, les ventes ont progressé de 28 %, atteignant 3,5 milliards de francs contre 2,8 milliards l'année précédente. Ces bons résultats de Cap Gemini ayant dépassé les attentes du marché ainsi que les prévisions du groupe, la demande s'est main-

tenue sur la valeur, qui a terminé la séance en hausse de 3,7 % à 219,80 francs avec 243 000 titres échangés.



### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h31	Cours au 22/08	Var. %	Var. %
Geophysique	250	+3,96	+12,30
Cofesip	222	+3,59	+21,64
Interactif	59	+1,36	+25,70
Promodès	1275	+0,75	+10,77
Revel	1235	+0,56	+19,33
Spir Communication	488	+1,81	+19,33
Cap Gemini	219,80	+3,70	+22,10
Reny Colson	125	+0,80	+19,87
Alma	354	+0,28	+46,94

BAISSES, 12h31	Cours au 22/08	Var. %	Var. %
SGE	93,20	-3,84	-15,30
Dassault Electron	300	-0,33	+8,29
UFB Local	450	-0,22	+12,30
Immo-France	330	-0,30	+5,36
Orion	1087	-0,27	+16,10
Securam	193,30	-0,26	+22,44
Europe 1	1080	-0,23	+4,04
Fromagerie Bel	4600	-0,22	-1,03
Lagis Indust.	192	-0,20	+20,45
Esso	377	-0,20	+17,25

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h31	2308 Titres	Capitalisation en RF
Promodès	54161	6939100
BF Aquitaine	17354	6992388
Carrefour	23915	9494815
Fortis	15340	4930413
Esso (Cst des)	9060	42662030
LYNH Motu	39547	4351467
Orion	25795	41999171
Michelin	145262	348117820
Total	67667	330400730
Reny Colson A	24479	325204050

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h31	Cours au 22/08	Var. %	Var. %
Mangin	420	+5	+47,36
Norbert Dentres	630	+4,5	+0,15
Norbert	630	+5	+0,15
Twoy SA (Sij)	140,80	+4,5	+22,15
Stalock Scler	284	+5	+17,83

BAISSES, 12h31	Cours au 22/08	Var. %	Var. %
Finislex Local	130	-4,81	+8,15
Europac	40	-3,96	-17,35
Postolac BS (P)	230	-3,96	+4,97
Widex	580	-3,96	+3,33
Mecotema	1181	-3,10	+63,10

### INDICES SBF120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

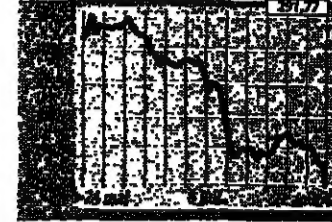
Ind. SBF 120	2208	2108	Var. %
Ind. SBF 250	1375,60	1365,24	-0,81
Ind. Second Marché	291,77	294,40	-0,88
Indice MidCAC	134,25	134,29	-0,29

Valeurs Index	1507,64	1508,57	+0,60
1 - Energie	1502,20	1503,35	+1,48
2 - Produits de base	1503,31	1501,26	-0,14
3 - Construction	1440,25	1443,10	+0,20
4 - Biens d'équip.	1041,26	1037,26	-0,39
5 - Automobile	1639,06	1637,52	-0,09
6 - Biens consom.	2511,27	2506,49	-0,18
7 - Indus. agro-alim.	1434,89	1432,30	-0,18
8 - Distribution	2889,90	2881,31	-0,05
9 - Autres services	1041,25	1035,90	-0,52
10 - Sociétés financières	1001,38	997,52	-0,39
11 - Immobilier	675,28	671,76	-0,52
12 - Sociétés invest.	1301,25	1303,35	+0,11

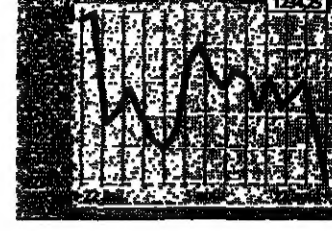
### Index SBF 250 sur 3 mois



### Index second marché sur 3 mois



### Index MidCAC sur 1 mois



### Légère baisse à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du vendredi 23 août en baisse de 0,63 %. L'indice Nikkei a perdu 134,44 points pour s'inscrire à 21 228,80 points. La veille, Wall Street avait clôturé en forte hausse, profitant de la bonne performance des Bourses européennes soutenues par la baisse surprise et plus importante qu'initialement anticipée d'un taux directeur de la Bundesbank. L'indice Dow Jones s'est inscrit en clôture sur un gain de 43,65 points (+0,77 %) à 5 733,47.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les émissions du Trésor à 30 ans remontait à 6,84 % contre 6,83 % la veille au soir, dans l'attente de la publication vendredi matin des commandes de biens durables pour juillet aux États-Unis.

Le secteur du tabac a continué à reculer en raison des inquiétudes sur les conséquences des mesures qui devaient être annoncées vendredi par la Maison Blanche et l'attente d'un verdict dans un procès contre des compagnies du secteur. L'action Philip Morris, la plus traitée sur le marché a cédé 75 cents à 86,87 dollars, RJR Nabisco 12 cents à 25,25 dollars.

### INDICES MONDIAUX

Cours au 22/08	Cours au 21/08	Var. %
Paris CAC 40	2017,76	+0,85
New-York DJI	5704,99	+0,77
Tokyo Nikkei	22248	-0,63
Londres FT100	3891,10	+0,48
Frankfurt Dax 30	2557,26	+0,53
Bruxelles C20	895,68	+0,23
Milano MIB 30	970	+0,11
Amsterdam AEX	361,30	+0,11
Madrid IBEX 35	354,48	+0,46
Stockholm OMX	1352,33	+0,11
Londres FTSE	2845,30	+0,46
Hong Kong Hang Seng	11478,80	+0,37
Singapore Straits	2162,73	+0,33

### NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

2208	2108	Var. %
Alcoa	63,12	64
American Express	45,87	45,82
Allied Signal	64	63,62
AT & T	54,25	54,12
Banham	10,17	10
Boeing Co	89,62	91,12
Caterpillar Inc.	72	71,50
Chevron Corp.	60,97	59,25
Coca-Cola Co	52	50,87
Disney Corp.	38,12	37,75
Du Pont Nemours & Co	35,75	35,30
Eastman Kodak Co	75,12	73,47
Boon Corp.	85,50	82,87
Gen. Motors Corp.	51,50	51,12
Gen. Electric Co	84,62	84
Goodyear T & Rubber	47,62	47,12
IBM	119	112,97
Intl Paper	41,25	40,25
J.P. Morgan Co	92,50	90,25
Mc Don Douglas	50	50,12
Merck & Co Inc.	68,87	68,87
Minnesota Mng. & Mtg	67	66,87
Philip Morris	86,87	87,62
Procter & Gamble Co	90,62	89,25
Sears Roebuck & Co	46,87	45,87
Tosco	91,12	89,87
Union Carb.	49,25	48
Uni Tech Inc.	115	113,12
Westingh. Electric	16,12	15,62
Woolworth	21,50	21,25

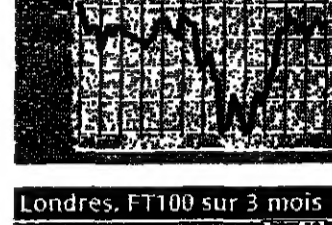
### LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

2208	2108	Var. %
Allied Lyons	4,39	4,44
Barclays Bank	9,17	9,16
B.A.T. Industries	4,22	4,47
British Aerospace	9,73	9,69
British Gas	5,33	5,22
British Telecom	2,07	2,04
British Petroleum	6,33	6,27
British Telecomm	3,78	3,75
B.T.L.	2,50	2,53
Cadbury Schweppes	3,09	3,08
Centrica	1,04	1,05
Deutsche Bank AG	3,70	3,50
Glaxo	9,22	9,13
Grand Metropolitan	4,74	4,74
Guinness	4,86	4,84
Hanson Plc	1,62	1,58
Imperial Chemical	7,92	7,81
Legal	7,30	7,20
Marl & Spencer	4,96	4,92
National Westminster	6,74	6,72
Peninsular Oriental	5,14	5,10
Reckitt	7,41	7,35
Seatchi and Seatchi	1,10	1,07
Shell Transport	9,57	9,55
Tate and Lyle	4,70	4,64
Unilever Ltd	12,89	12,92
Zeneca	15,07	15,14

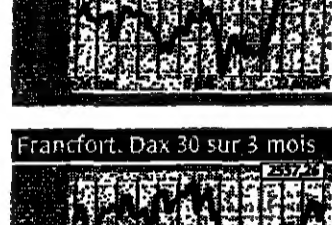
### FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

2208	2108	Var. %
Allianz Holding N	2745	2750
Basf AG	43,15	42,24
Bayer AG	52,95	52,05
BoV (Vp) Welsch	43,15	42,24
Bayer Vertriebsbank	50,70	51,60
BMW	857	848
Commerzbank	347,80	346,30
Continental AG	24,70	24,70
Daimler-Benz AG	79,50	78,91
Deutsche Bank AG	50,50	49,50
Deutsche Telekom AG	54,10	54,10
Deutsche Bank AG	74,20	74,35
Dresdner Bank AG	41	41
Henkel AG	62,40	61,70
Hoechst AG	51	50,30
Karstadt AG	530,50	530,50
Leibniz Holding	373	373
Linde AG	197	197
DT. Lufthansa AG	213	213,30
Man AG	356	350,40
Mannesmann AG	332,70	334,70
Metalgesellschaft	27,51	27,60
Preussag AG	366,50	364
Rhen AG	55	55,15
Schering AG	108,70	107,95
Siemens AG	78,72	77,96
Thyssen	264,70	262,40
Vebe AG	77,72	76,63
Viel AG	360,50	360,50
Welling AG	865	877

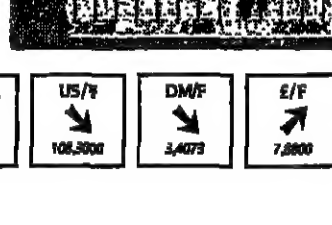
### New York, Dow Jones sur 3 mois



### Londres, FT100 sur 3 mois



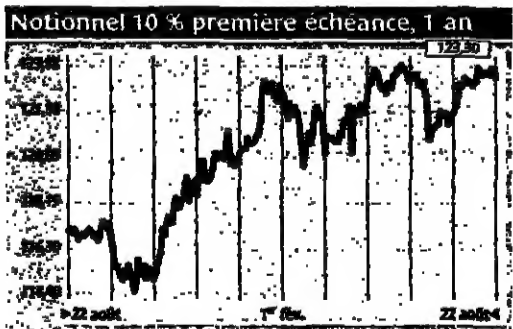
### Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois



## LES TAUX

### Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'État français, a ouvert en hausse, vendredi 23 août. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre gagnait six centimes, à 123,96 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'inscrivait à 6,35 %, soit un écart de 0,05 % par rapport au rendement de l'emprunt d'État allemand de même échéance.



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 22/08	Taux 21/08	Taux 20/08	Indice des prix
France	3,35	6,42	7,20
Allemagne	3,25	6,33	7,06
Grande-Bretagne	5,59	7,83	8,16
Italie	6,64	9,59	9,86
Japon	0,50	3,11	-0,20
États-Unis	5,06	6,62	6,84

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
Taux 22/08	Taux 21/08	Indice 100 fin 95
Fonds d'État 3 à 5 ans	5,29	5,25
Fonds d'État 5 à 7 ans	5,50	5,48
Fonds d'État 7 à 10 ans	6,24	6,18
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,50	6,43
Fonds d'État 20 à 30 ans	7,06	7
Obligations françaises	6,53	6,50
Fonds d'État à TME	-1,53	-1,91
Fonds d'État à TME	-1,59	-1,53
Obligat. franc. à TME	-1,53	-1,50
Obligat. franc. à TME	+0,13	+0,13

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance sur une note stable, le taux du titre à trente ans s'inscrivant en clôture à 6,82 %.

Le contrat Pibor trois mois du Matif était en hausse, vendredi matin. Il gagnait deux centimes, à 96,09 points. La Banque de France a abaissé d'un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour, ramené à 3,50 %. Elle avait réduit, la veille, de 0,2 %, le niveau de ses appels d'offres.

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Adot	Vente	Adot	Vente
22/08	21/08	20/08	21/08
Jour le jour	8,5625	8,5625	8,5625
1 mois	5,70	3,85	5,65
3 mois	3,95	4,08	3,85
6 mois	4,05	4,18	3,94
1 an	4,12	4,25	4
PIBOR FRANCS			
Pibor Francs 1 mois	3,8613	3,8998	3,8998
Pibor Francs 3 mois	4,0625	4,0156	4,0156
Pibor Francs 6 mois	4,1602	4,1250	4,1250
Pibor Francs 9 mois	4,2188	4,1563	4,1563
Pibor Francs 12 mois	4,2500	4,2188	4,2188
PIBOR ECU			
Pibor Ecu 3 mois	4,4375	4,4323	4,4323
Pibor Ecu 6 mois	4,4688	4,4427	4,4427
Pibor Ecu 12 mois	4,5625	4,5625	4,5625

### MATIF

échéances 22/08	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 96	122719	123,30	124,10	123,28	123,90
Déc. 96	7704	122	122,66	122	122,50
Mars 97	416	121,86	122,44	121,86	122,32
juin 97					



avait donné  
des consignes  
le fermier

RÈGLEMENT  
MENSUEL

VENDREDI 23 AOÛT  
Liquidation : 23 août  
Taux de report : 3,88  
Cours relevés à 12h31

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Includes various French stock indices and company shares.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. Continuation of French stock market data.

FINANCES ET MARCHÉS

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

COMPTANT

Vendredi 23 août  
Cours relevés à 12h31

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

SECOND MARCHÉ

Vendredi 23 août  
Cours relevés à 12h31

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

SICAV et FCP

Vendredi 23 août  
Cours relevés à 12h31

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, % Variation. French stock market data.



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**GRAND PRIX** L'Anglais Damon Hill défendra sa place de leader du championnat du monde des pilotes à l'occasion du Grand Prix de Belgique, face aux ambitions de son jeune co-

équipier Jacques Villeneuve. ● LE CANADIEN aura à cœur de confirmer sa victoire au Grand Prix de Hongrie sur le circuit de Spa-Francorchamps, réputé couronner les plus grands pi-

lots. ● LES PILOTES disposent d'une aide électronique au pilotage de plus en plus sophistiquée. Pucés et ordinateurs ont envahi le cockpit de formule 1 et les stands pour réunir un

maximum d'informations sur les voitures et les conditions de course. ● L'ACCELERATEUR électronique est la principale nouveauté sur les formule 1, mais c'est le châssis qui fait

l'objet de la plus grande attention. L'objectif de toutes les écuries est de gagner du temps dans les analyses, afin d'avoir une voiture parfaitement réglée aux essais de qualification.

## Les pucés électroniques ont envahi les cockpits de formule 1

Malgré l'aide technologique, la capacité de Jacques Villeneuve de contester à Damon Hill le titre de champion du monde, dimanche 25 août à l'occasion du Grand Prix de Belgique, reposera sur les qualités de pilotage des deux hommes

**SPA-FRANCORCHAMPS** de notre envoyé spécial  
Les pilotes et les monoplaces de formule 1 sont sous le contrôle de Big Brother. Les pucés électroniques et les ordinateurs ont envahi les voitures et les stands. Au point qu'un peu surpris de cette débâche de technologie



**AUTOMOBILISME** Jacques Villeneuve estime nécessaire de rappeler « que le pilotage reste primordial dans la course automobile ». Il aura l'occasion de le prouver, dimanche 25 août, à l'occasion du Grand Prix de Belgique, sur le difficile circuit de

Spa-Francorchamps, qui ne couronne que les grands pilotes. Cependant, le jeune Canadien, qui vient de l'école des monoplaces Indy Car, moins sophistiqués, ne talonnerait pas de dix-sept points son coéquipier Damon Hill au championnat du monde, s'il n'était pas, lui aussi, aidé par le nombre phénoménal d'informations recueillies sur sa voiture. Une monoplace de formule 1, où tout est calculé pour gagner du poids, embarque à chaque course une quinzaine de kilos de capteurs, de boîtiers et de câbles électroniques.

Rien n'échappe à la surveillance des ingénieurs, grâce aux données transmises directement par télémétrie au stand, ou à celles qui sont déchargées dans les ordinateurs à

chaque arrêt de la voiture, pendant les innombrables séances d'essais. Le moteur fait évidemment l'objet d'une surveillance permanente. Pendant que la voiture tourne sur la piste, un ingénieur installé au fond du stand, tout près des mécaniciens, analyse en permanence les données qui s'affichent sur plusieurs écrans. Il connaît à chaque instant le régime du moteur, sa consommation, la pression et la température de tous les fluides : essence, huile, air et eau. « Toutes ces informations nous permettent de donner des consignes au pilote pour qu'il modifie à partir du cockpit la richesse de l'alimentation du moteur », explique Loïc David, ingénieur chez Ligier.

Plus question en revanche, en ral-

son de la réglementation, d'intervenir directement à partir des stands sur le fonctionnement du moteur. Celui-ci est géré électroniquement à l'aide d'une cartographie modifiable, qui dépend du tracé du circuit, des conditions atmosphériques et du comportement du pilote. Mais la puissance et la souplesse du moteur sont surtout contrôlées grâce à l'une des dernières innovations apparues en formule 1 : l'accélérateur électronique. Le câble, entre la pédale et l'ouverture des papillons du moteur, est remplacé par un potentiomètre appelé « fly by wire ». Cette commande électronique permet un réglage très fin, impossible auparavant. Sur la Williams-Renault de Jacques Villeneuve, elle obéit aux ac-

célébrations rageuses du Canadien, alors que sur celle de Damon Hill, elle respecte la conduite plus souple du flegmatique Britannique.

### GAGNER DU TEMPS

L'intérêt de l'accélérateur électronique réside dans la possibilité de modifier le comportement du moteur à partir du cockpit. Les boutons de commande se sont ainsi multipliés dans l'espace de plus en plus exigu réservé au pilote. L'électronique gère également le boîtier séquentiel en fonction des impulsions que donne le pilote sur les manettes disposées derrière le volant. Une commande supplémentaire permet au pilote de programmer un réglage brutal : de 6<sup>e</sup> en 2<sup>e</sup> par

exemple. Il peut également décider de la souplesse des changements de vitesse en fonction de l'enchaînement des virages.

Mais c'est sur le châssis que les pucés électroniques ont le plus de travail. Car c'est de son comportement et de la tenue de route de la voiture que dépend l'efficacité du pilotage et la transmission de la puissance du moteur. Les ordinateurs veillent sur tout : déplacement des suspensions, mouvements latéraux et longitudinaux de la coque, pression sur les freins, appuis sur les ailerons. « Un faisceau laser mesure même en permanence à plusieurs endroits la hauteur du fond de la voiture par rapport à la piste », explique Gilles Froment, ingénieur électronique dans l'écurie Benetton. Toutes ces mesures sont ainsi confrontées à celles qui proviennent du cockpit : position du volant, de l'accélérateur, du changement de vitesses. Sont alors décidés, au cours d'une longue réunion entre les ingénieurs, le chef d'exploitation et le pilote, les réglages à apporter à la voiture.

L'électronique permet de mesurer tous les phénomènes aérodynamiques et mécaniques pendant un tour. La plus infime modification, un millimètre de la hauteur de caisse par exemple, a des répercussions sur le comportement de la voiture. Les informations données par les ordinateurs permettent de gagner du temps dans les réglages. « C'est pourquoi les séances d'essais privés, puis les essais libres, ont tant d'importance. Il faut arriver aux qualifications avec une voiture parfaitement réglée », explique Gilles Froment. Sans l'électronique, tout irait trop lentement dans un monde qui cherche sans cesse à gagner du temps. »

Alain Mercier

Christophe de Chenay

## Claude Issorat gagne l'or aux Jeux paralympiques

### ATLANTA

correspondance

Un regard dans les profondeurs de son sac de sport suffit pour découper son visage d'un sourire de fierté. Il en sort un gant de toile recouvert de caoutchouc, le montre à l'entourage : « Regardez mon gant, dit-il d'un ton amusé, il est déchiré sur le dessus. C'est la première fois qu'un truc pareil m'arrive dans une course. C'est dire si j'ai forcé pour l'emporter. » Il a forcé, Claude Issorat, pour faire glisser son fauteuil vers la première place du 400 m des Jeux paralympiques.

Sa position extérieure, au sixième couloir, ne le désignait pas favori d'une finale courue avant l'aube. Il le savait, mais s'en moquait avec mépris. « J'ai un caractère de gagnant, souffle-t-il. Le couloir 6, c'est un handicap énorme, on part en aveugle et les autres se servent de vous comme d'un lièvre. Mais moi, rien ne me peut me faire douter. J'aime la compétition. J'aime la bagarre, je dois être né ainsi. »

Il serait né tel quel, obéissant et bagarreur, féroce et indestructible. Mais un destin mauvais n'attend même pas ses premiers pas pour lui bannir la route. Il a seulement neuf mois le jour où la polio s'incruste dans son corps. Il ne marchera pas. Jamais. Mais Claude Issorat a fini par oublier ce « détail » de son histoire. Il évoque aujourd'hui son handicap physique d'un ton léger, la voix presque douce, puis glisse sans tristesse sur ses années d'enfance, passées à transporter son mal d'un centre spécialisé à l'autre.

### OPÉRATION COMMANDO

« C'est dans l'un des derniers que j'ai fréquentés, celui de Garches, raconte-t-il, que j'ai découvert le sport. J'ai un peu tout essayé, mais je ne pouvais pas supporter les sports collectifs. J'ai besoin de me défoncer et je m'énervais facilement si mes équipiers n'en font pas autant que moi. Dans l'effort individuel, je sais que le résultat ne dépend que de moi. »

A dix-sept ans, il s'essaye à la compétition et découvre avec étonnement qu'elle est si agréable. « Mais j'ai dû patienter pour atteindre le plus haut niveau, corrige-t-il. Je n'ai intégré l'équipe de France handisport que vers l'âge de vingt-quatre ans. » Il en a désormais trente. Le bon âge, assure-t-il. Celui des plus belles réussites, comme cette victoire sur 400 m, jeudi 21 août, dans le stade olympique d'Atlanta. Ou celle, plus parfaite encore, arrachée trois semaines plus tôt, sur cette même piste noyée par l'orage, dans le 500 m de démonstration des Jeux du Centenaire.

Il a pleuré d'émotion, sur le podium, pendant les premières notes de La Marseillaise. Il en parle aujourd'hui avec des mots soigneusement choisis, comme s'il craignait d'en abuser le souvenir par une phrase maladroite. « Je m'étais préparé pendant des mois pour cette seule épreuve, dit-il. Je rêvais de l'emporter. Un stade comble, les télévisions du monde entier, des images de vous qui passent du matin au soir sur toutes les

chaînes. Je peux gagner des médailles à la pelle pendant ces Paralympiques, je ne les échangeais pour rien au monde contre celle-là. »

Sa vie épouse désormais les formes rectilignes d'une piste d'athlétisme. Il le répète avec force : « Je suis un athlète, un vrai professionnel, peut-être même le seul en France dans ma discipline. J'en ai le quotidien, la volonté et la motivation. » En début d'année, une convention jeunesse et sports passée avec France Télécom, son employeur, a donné du crédit à cette féroce ambition. Depuis, il travaille à mi-temps pour un salaire normal. « Mais ces six derniers mois, précise-t-il, j'ai eu toute liberté pour préparer les Jeux. Alors, j'ai mené, presque tout seul, une véritable opération commando. Six entraînements par semaine, trois à quatre heures par jour. En France, je suis le premier et encore le seul chez les handisports à bénéficier d'un statut d'athlète de haut niveau. »

Alain Mercier

Christophe de Chenay

## CARNET

## DISPARITION

## Henri Jammet

Un pionnier de la protection contre les radiations

**MÉDECIN RADIOLOGISTE**, le professeur Henri Jammet, décédé lundi 19 août à l'âge de soixante-seize ans, fut l'un des artisans du système de radioprotection et du dispositif de prise en charge des personnes gravement irradiées en France.

Né le 6 juin 1920 à Rabat (Maroc), le professeur Henri Jammet a commencé sa carrière à Paris, comme médecin à l'Institut du radium (aujourd'hui Fondation Curie). Il y est nommé chef de service de radiopathologie en 1966, et directeur adjoint de la section médicale en 1967. Parallèlement, il dirige, dès 1950, les services de protection contre les radiations et de radiopathologie au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il dirigera le département de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) dès la création de ce dernier, en 1976. Durant toute sa carrière, le professeur Jammet a participé aux comités de radioprotection et de santé publique créés par la Commission européenne, l'OCDE, l'OMS et le Bureau international du travail. Il fut l'un des principaux animateurs de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR), dont il a assuré la vice-présidence de 1985 à 1993. Cet organisme prépare les réglementations internationales concernant l'exposition du public et des travailleurs du nucléaire aux rayonnements ionisants.

« C'est lui qui est à l'origine de tout le système français de radioprotection. Il a su expliquer au CEA les problèmes de santé que posaient les rayonnements ionisants et persuader ses dirigeants de la nécessité de monter quelque

chose », explique l'un de ses collaborateurs, le professeur Jean-Claude Nenot, directeur de recherche et conseiller médical de l'IPSN.

Il savait prêcher par l'exemple. En octobre 1958, six techniciens sont gravement irradiés lors d'un accident sur un réacteur de recherche à Vinca (Yougoslavie). Le professeur Jammet parvient à convaincre le CEA et ses collègues radiopathologistes de faire venir les accidentés en France et de les traiter. Avec les professeurs Raymond Latarjet et Georges Mathé, il prend la décision de pratiquer sur eux une greffe de moelle osseuse. C'était la première fois au monde que des irradiés étaient soignés de cette façon. Cinq d'entre eux seront sauvés. Beaucoup d'autres suivront et, encore aujourd'hui, les personnes très gravement irradiées viennent du monde entier se faire soigner en France, à l'hôpital Curie.

Toujours très actif, le professeur Jammet présidait le Centre international de radiopathologie qui réunit tous les spécialistes français susceptibles d'intervenir en cas d'accident nucléaire. Un organisme indépendant (c'est une association de type loi de 1901), reconnu comme centre pilote par l'OMS et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne.

Voyageur infatigable, il n'a jamais cessé de courir aux quatre coins du monde, pour raisons professionnelles, aussi bien que par plaisir. Il a été terrassé par une crise cardiaque à Tripoli, alors qu'il visitait la Libye.

Jean-Paul Dufour

## AU CARNET DU « MONDE »

## Anniversaires de naissance

Avec infiniment d'émotion et d'amour, je t'adresse à mon tendre

Pascal

un joyeux anniversaire.

## Mariages

Laurence et Patrick PRÉVOST sont heureux d'annoncer le mariage de

Aurélien et Si Mohamed HARRAK, célébré à Montvieux (Calvados) le 16 août 1996.

Emmène-t-il 6, H-1026 Boudapest, 28, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

## Décès

Annie et Dominique Gribbe et leurs enfants, Nicole et Michel Giberstein et leurs enfants, Réine Aboulker et sa fille,

Elisa Aboulker et sa mère Marie, William et Gisèle Assaraf et leurs enfants, Les familles Aboulker, Assaraf et toutes les familles alliées, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel survenu le 20 août à Calvi (Corse) de

Colette ABOULKER, née ASSARAF.

leur mère, grand-mère, sœur et belle-sœur.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Montmarie ce jeudi 22 août.

Claude Durand, PDG de la Librairie Arthème Fayard, Tous ses collègues et amis de la maison d'édition.

Les collaborateurs, lecteurs, traducteurs avec qui il travaillait, Les auteurs à qui allait son dévouement,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa cinquante-cinquième année, de

Jean-Bernard BLANDINIER, directeur littéraire aux Éditions Fayard.

« Toutes les familles malheureuses se rassemblent plus ou moins. »

V. Nabokov, première épouse de Adèle ou l'arabesque.

Catherine Bonhomme, son épouse, Marie, Laurent, Jean-Paul, ses enfants, Chloé, Victoire et Edouard, ses beaux-enfants, Jocelyne, sa belle-fille, Hubert, son petit-fils,

Geneviève, Marie-Thérèse et Elisabeth, ses sœurs, Yvette Bourdy-Bonhomme et Béatrice Fourès,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Yves BONHOMME,

survenu à Paris, le 20 août 1996, dans sa soixantième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 27 août, à 14 h 30, au cimetière Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## CARNET DU MONDE

Téléphone : 42-17-29-94 42-17-29-96 42-17-38-42  
Télécopieur : 42-17-21-36

Lie et Paul Tugay, Anne et Georges Duret, Jeanne Sautou, M<sup>me</sup> Gabry Schiff ont la tristesse de faire part de la mort de

M<sup>me</sup> Ruth DOMELA, survenue le 19 août 1996.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Montparnasse le 22 août dans l'intimité familiale.

Aix-en-Provence - Vannes, M. Robert Sejourner, son épouse, Sylvie et Joël Stogin,

Jérôme, Claire, Yann, Clémentine, Éric Sejourner, Marie Courrier, Magali, Benjamin, Thomas Sejourner-Cole, ses enfants et petits-enfants, ont la grande douleur d'annoncer le décès accidentel de

M<sup>me</sup> Françoise SEJOURNER, née BOVARE, dans sa soixante-quatorzième année. Le 13 août 1996.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

204, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris.

Louis-Paul Spanjaard, Claire et Gérard Flesselles, leurs enfants et leur petit-fils, Daniel et Brigitte Spanjaard et leurs enfants,

Etienne et Martine Spanjaard et leurs enfants, Anne-Marie Kervizic, Francis Roux et leurs enfants,

Ene Spanjaard, ses enfants et sa petite-fille, Nicolas et Annette Spanjaard et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès, le 19 août 1996 à Sévres, de

Lise SPANJAARD, née GAY, officier des Palmes académiques, ancien professeur de mathématiques spéciales au lycée Janson-de-Sailly,

leur épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

L'inhumation a eu lieu à Fontenay-Saint-Père dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire part. 90, rue Brancas, 92310 Sévres.

## Condoléances

Le président de l'Union technique de l'électricité, Le président du Comité électrotechnique français, Le personnel de ces deux associations, expriment à la famille de

M. Pierre AILLERET, leur président d'honneur, ancien président de la Commission électrotechnique internationale, décédé le 19 août 1996,

leurs condoléances et leurs sentiments de profonde tristesse.

## Anniversaires de décès

Le 23 août 1994

Philippe CORDIER nous quitte.

Ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Norredine Mahammed, 28 juillet 1944 - 24 août 1994, Ton image est dans nos yeux, Ton nom sur nos lèvres, Tu demeures dans nos cœurs, Comment peux-tu être absent ? D'après Halaj.

Le 16 août 1995, disparaissait, foudroyé par une crise cardiaque,

M. L.-S. PÉCHITCH.

Pour ceux qui l'aimaient, il est toujours présent.

Le 24 août 1989

Jean REYRE nous quitte.

Une affectueuse et pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 24 août 1995,

Jean-Pierre WION nous quitte.

Pour ceux qui l'aiment, il est toujours présent.

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

N° 598

HORIZONTAL

1. ...  
2. ...  
3. ...  
4. ...  
5. ...  
6. ...  
7. ...  
8. ...  
9. ...  
10. ...  
11. ...  
12. ...  
13. ...  
14. ...  
15. ...  
16. ...  
17. ...  
18. ...  
19. ...  
20. ...  
21. ...  
22. ...  
23. ...  
24. ...  
25. ...  
26. ...  
27. ...  
28. ...  
29. ...  
30. ...  
31. ...  
32. ...  
33. ...  
34. ...  
35. ...  
36. ...  
37. ...  
38. ...  
39. ...  
40. ...  
41. ...  
42. ...  
43. ...  
44. ...  
45. ...  
46. ...  
47. ...  
48. ...  
49. ...  
50. ...  
51. ...  
52. ...  
53. ...  
54. ...  
55. ...  
56. ...  
57. ...  
58. ...  
59. ...  
60. ...  
61. ...  
62. ...  
63. ...  
64. ...  
65. ...  
66. ...  
67. ...  
68. ...  
69. ...  
70. ...  
71. ...  
72. ...  
73. ...  
74. ...  
75. ...  
76. ...  
77. ...  
78. ...  
79. ...  
80. ...  
81. ...  
82. ...  
83. ...  
84. ...  
85. ...  
86. ...  
87. ...  
88. ...  
89. ...  
90. ...  
91. ...  
92. ...  
93. ...  
94. ...  
95. ...  
96. ...  
97. ...  
98. ...  
99. ...  
100. ...

VERTICAL

1. ...  
2. ...  
3. ...  
4. ...  
5. ...  
6. ...  
7. ...  
8. ...  
9. ...  
10. ...  
11. ...  
12. ...  
13. ...  
14. ...  
15. ...  
16. ...  
17. ...  
18. ...  
19. ...  
20. ...  
21. ...  
22. ...  
23. ...  
24. ...  
25. ...  
26. ...  
27. ...  
28. ...  
29. ...  
30. ...  
31. ...  
32. ...  
33. ...  
34. ...  
35. ...  
36. ...  
37. ...  
38. ...  
39. ...  
40. ...  
41. ...  
42. ...  
43. ...  
44. ...  
45. ...  
46. ...  
47. ...  
48. ...  
49. ...  
50. ...  
51. ...  
52. ...  
53. ...  
54. ...  
55. ...  
56. ...  
57. ...  
58. ...  
59. ...  
60. ...  
61. ...  
62. ...  
63. ...  
64. ...  
65. ...  
66. ...  
67. ...  
68. ...  
69. ...  
70. ...  
71. ...  
72. ...  
73. ...  
74. ...  
75. ...  
76. ...  
77. ...  
78. ...  
79. ...  
80. ...  
81. ...  
82. ...  
83. ...  
84. ...  
85. ...  
86. ...  
87. ...  
88. ...  
89. ...  
90. ...  
91. ...  
92. ...  
93. ...  
94. ...  
95. ...  
96. ...  
97. ...  
98. ...  
99. ...  
100. ...

1. ...  
2. ...  
3. ...  
4. ...  
5. ...  
6. ...  
7. ...  
8. ...  
9. ...  
10. ...  
11. ...  
12. ...  
13. ...  
14. ...  
15. ...  
16. ...  
17. ...  
18. ...  
19. ...  
20. ...  
21. ...  
22. ...  
23. ...  
24. ...  
25. ...  
26. ...  
27. ...  
28. ...  
29. ...  
30. ...  
31. ...  
32. ...  
33. ...  
34. ...  
35. ...  
36. ...  
37. ...  
38. ...  
39. ...  
40. ...  
41. ...  
42. ...  
43. ...  
44. ...  
45. ...  
46. ...  
47. ...  
48. ...  
49. ...  
50. ...  
51. ...  
52. ...  
53. ...  
54. ...  
55. ...  
56. ...  
57. ...  
58. ...  
59. ...  
60. ...  
61. ...  
62. ...  
63. ...  
64. ...  
65. ...  
66. ...  
67. ...  
68. ...  
69. ...  
70. ...  
71. ...  
72. ...  
73. ...  
74. ...  
75. ...  
76. ...  
77. ...  
78. ...  
79. ...  
80. ...  
81. ...  
82. ...  
83. ...  
84. ...  
85. ...  
86. ...  
87. ...  
88. ...  
89. ...  
90. ...  
91. ...  
92. ...  
93. ...  
94. ...  
95. ...  
96. ...  
97. ...  
98. ...  
99. ...  
100. ...

1. ...  
2. ...  
3. ...  
4. ...  
5. ...  
6. ...  
7. ...  
8. ...  
9. ...  
10. ...  
11. ...  
12. ...  
13. ...  
14. ...  
15. ...  
16. ...  
17. ...  
18. ...  
19. ...  
20. ...  
21. ...  
22. ...  
23. ...  
24. ...  
25. ...  
26. ...  
27. ...  
28. ...  
29. ...  
30. ...  
31. ...  
32. ...  
33. ...  
34. ...  
35. ...  
36. ...  
37. ...  
38. ...  
39. ...  
40. ...  
41. ...  
42. ...  
43. ...  
44. ...  
45. ...  
46. ...  
47. ...  
48. ...  
49. ...  
50. ...  
51. ...  
52. ...  
53. ...  
54. ...  
55. ...  
56. ...  
57. ...  
58. ...  
59. ...  
60. ...  
61. ...  
62. ...  
63. ...  
64. ...  
65. ...  
66. ...  
67. ...  
68. ...  
69. ...  
70. ...  
71. ...  
72. ...  
73. ...  
74. ...  
75. ...  
76. ...  
77. ...  
78. ...  
79. ...  
80. ...  
81. ...  
82. ...  
83. ...  
84. ...  
85. ...  
86. ...  
87. ...  
88. ...  
89. ...  
90. ...  
91. ...  
92. ...  
93. ...  
94. ...  
95. ...  
96. ...  
97. ...  
98. ...  
99. ...  
100. ...

1. ...  
2. ...  
3. ...  
4. ...  
5. ...  
6. ...  
7. ...  
8. ...  
9. ...  
10. ...  
11. ...  
12. ...  
13. ...  
14. ...  
15. ...  
16. ...  
17. ...  
18. ...  
19. ...  
20. ...  
21. ...  
22. ...  
23. ...  
24. ...  
25. ...  
26. ...  
27. ...  
28. ...  
29. ...  
30. ...  
31. ...  
32. ...  
33. ...  
34. ...  
35. ...  
36. ...  
37. ...  
38. ...  
39. ...  
40. ...  
41. ...  
42. ...  
43. ...  
44. ...  
45. ...  
46. ...  
47. ...  
48. ...  
49. ...  
50. ...  
51. ...  
52. ...  
53. ...  
54. ...  
55. ...  
56. ...  
57. ...  
58. ...  
59. ...  
60. ...  
61. ...  
62. ...  
63. ...  
64. ...  
65. ...  
66. ...  
67. ...  
68. ...  
69. ...  
70. ...  
71. ...  
72. ...  
73. ...  
74. ...  
75. ...  
76. ...  
77. ...  
78. ...



# JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

## MOTS CROISÉS

N° 930

### HORizontalement

1. Refuge pour chameaux. - II. Discontinuité. Une sanction s'imposait pourtant. - III. Vite menaçants. Dans cet état, il risque de tomber. - IV. Taper des pieds. Au centre, disent-ils. Trouble la vue. - V. Participe. Pour le veau, peut-être. Proposition. - VI. Prépare le séchage. Fait river ceux du Nord. - VII. Une partie de la bride. Un vrai chameau, pourtant. - VIII. Pas toujours mérités. - IX. Grand cert. Lumière d'Arabie. Ornement. - X. Jugements rendus pour rendre.

### VERTICALEMENT

1. Son langage est peu châtié. - 2. Affuté. Article. - 3. Ne court pas les rues. Il est tout en apparence. - 4. Font attendre. - 5. Découverts. Pour un cachou. - 6. Prendront sur

eux. - 7. Poisson. Si ce n'est elle, c'est son frère. - 8. Huc. Donc il voulait. - 9. On y dépêche. Pivote de l'équipe. - 10. L'île-de-France. Il pêche en rivière. - 11. Bonne réputation. Envol. - 12. Porte des fleurs jaunes. Porte la vie aux fleurs. - 13. Donneront la fertilité.

### SOLUTION DU N° 929

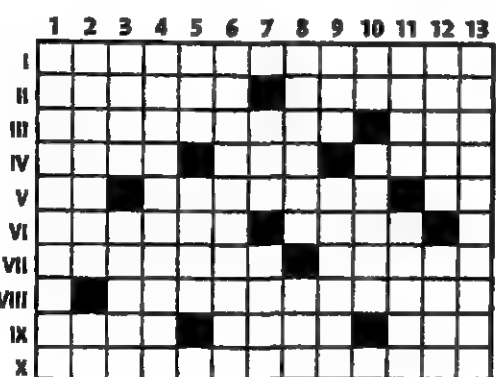
#### Horizontalement

1. Cap Canaveral. - II. Obliger. Ali. - III. Nougats. Sium. - IV. Tira. Teste. - V. Réargente. Et. - VI. Lei. Irrita. - VII. Oblit. Scandale. - VIII. Rustre. Te. Gi. - IX. Détéigne. Tev. - X. Rée. Grégaire. - XI. Essuie-verres.

#### VERTICALEMENT

1. Contre-ordre. - 2. Abole. Buées. - 3. Pluralistes. - 4. Cigarette. - 5. Aga. Gl. Rigi. - 6. Netto. Segre. - 7. Ansenic. Nev. - 8. Va. Stratège. - 9. Sterne. AR. - 10. Rale. M. Tir. - 11. Ah. Etage. - 12. Limitatives.

François Dorier



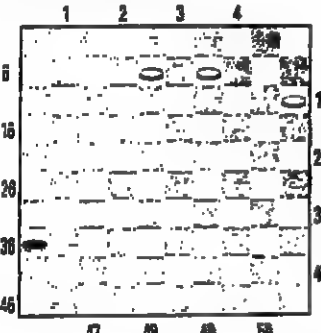
## DAMES

N° 538

### CAP SUR LA TECHNIQUE

Où damer et avec quel pion ?

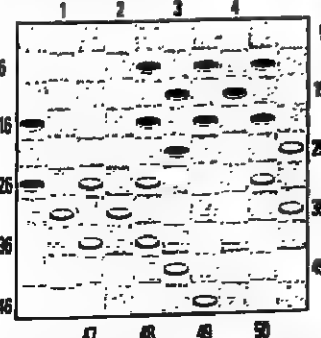
Dans cette septième illustration, le gain, pour les Blancs, se construit ici en trois étapes : 1) Contrôle de la grande diagonale 5 à 46 ; 2) Interdiction, ultérieure, faite aux Noirs d'évoquer sur la case 47 à 15 ; 3) Interdiction, ultérieure, de se mouvoir sur la case 36 à 4.



Les Blancs jouent et gagnent. SOLUTION : 8-21 (36-41) 2-19 (contrôle de la grande diagonale) (41-47, forcé) 9-4, voilà le mat, accessible en un clin d'œil, B+.

### L'UNIVERS MAGIQUE

Partie disputée en septembre 1975, à Vaison-la-Romaine, par le maître parisien Aubert qui conduisait les Blancs. Bien que paraissant hors d'atteinte en raison de la présence de vigiles à la case 14 et à la case 20, la case 5 fut investie par les Blancs au terme d'une belle combinaison en huit temps.



B+ comme suit : 30-24 ! (20 x 29, forcé) 25-20 (14 x 25) 27-21 (16 x 36) 28-22 (18 x 27) 32 x 21 (26 x 17) 37-31 (36 x 27) 38-33 (29 x 38) 43 x 51 !.

CINÉMA  
Votre aide  
programme  
36 15 LEMONDE  
2,25 F la minute

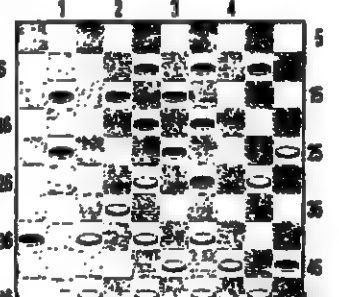
### SOLUTION DU PROBLÈME N° 537

M. COUPLET (1996)

Blancs : pions à 17, 26, 27, 28, 32, 38, 39, 43, 49.  
Noirs : pions à 2, 4, 6, 9, 18, 19, 25, 29, 30.  
17-11 (6 x 17) 26-21 (17 x 26) 27-22 (18 x 27) 32 x 21 (26 x 17) 28-22 (17 x 28) 38-33 (29 x 38) 43 x 31 (4-10) [menaçant de prendre la dame] suit un élégant final 39-34 ! (30 x 39) 3-17 (39-43) 49 x 38 (2-8) 17 x 3 (10-14) 3 x 20 (25 x 14) prend quand même la dame, mais les Blancs + par opposition, 38-33 !, etc., +.

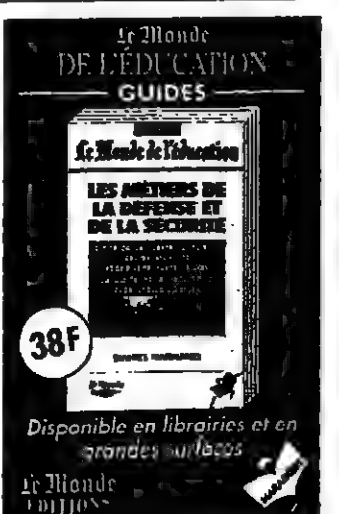
### PROBLÈME N° 538

G. POST (1975)



Les Blancs jouent et gagnent. Une combinaison en... 12 temps. Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze



Jeux de l'été  
36 15 LEMONDE

## ANACROISÉS (N)

N° 931

### HORizontalement

1. DEINSUV. - 2. AMINORTU. - 3. ACERRSU (+4). - 4. ADEIORRY. - 5. AAEEMSS. - 6. EENRSTU (+8). - 7. ARINRSTT (+6). - 8. REIMNNST (+1). - 9. EEPRESS (+2). - 10. AEELSS. - 11. ADGGINRU. - 12. ABINOTU (+1). - 13. AILNOE. - 14. AEEINSSV (+3). - 15. AFINNR (+3). - 16. EIMNNOS. - 17. CEEERT. - 18. AEEINRU. - 19. AEESSSS (+1). - 20. EEEINNR. - 21. ACEEPPS. - 22. EELSS. - 23. EELSTU.

### VERTICALEMENT

24. AEIMMNTT. - 25. EEMNNOU (+1). - 26. CEEHLSV. - 27. ADESSSU. - 28. EENNRU. - 29. AAEISS. - 30. AABUMRSU. - 31. DEEINNS. - 32. EENNNNO. - 33. EEGINNSU (+1). - 34. AAEINSTT (+1). - 35. AILNOSS (+2). - 36. EOPRST (+2). - 37. ACEEIRS (+1). - 38. ADENNOS. - 39. ENPRTU (+2). - 40. CEEIRTZ (+4). - 41. AAECHLMR. - 42. EEEILNSV (+1). - 43. AERSTU (+8). - 44. EENKTT (+7). - 45. EGINORSU (+2).

### SOLUTION DU N° 930

1. OCCITAN (COINCAT) - 2. EMASCLIE (ECLAMES MACULES ULMACIES). - 3. POULINE. - 4. PUNAISAT. - 5. ETRENNÉ. - 6. ENTOLER. - 7. ETISIES. - 8.

## ÉCHECS

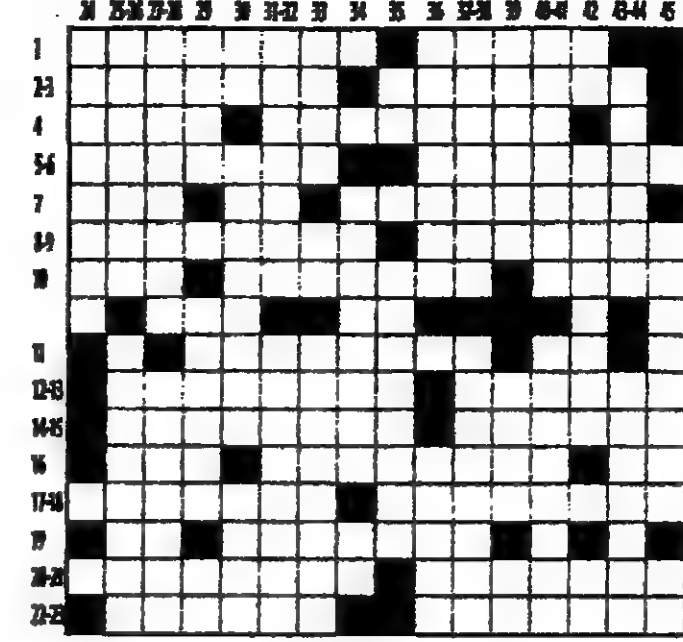
N° 1703

(Tournoi des Grands Maîtres, Novgorod, 1996)  
Blancs : V. Topalov.  
Noirs : J. Polgar.  
Défense sicilienne.

1.f4	g5	h1.h6	f6
2.c3	e6	g2.g4	e4
3.f4	e4	h3.h4	h5(h)
4.c4	g5	h4.h5	h7
5.g5	d7	h5.h6	h7
6.f5	e6	h6.h7	h8
7.f6	h5	h7.h8	h8
8.c5	d6	h8	h8
9.g6	h7	h8	h8
10.f7	h8	h8	h8
11.h4	h8	h8	h8
12.d5	h8	h8	h8
13.d6	h8	h8	h8
14.f5	h8	h8	h8
15.f6	h8	h8	h8
16.g6	h8	h8	h8
17.h4	h8	h8	h8
18.c2	h8	h8	h8
19.h4	h8	h8	h8
20.g3	h8	h8	h8
21.h5	h8	h8	h8
22.f4	h8	h8	h8
23.f6	h8	h8	h8
24.c4	h8	h8	h8
25.c4	h8	h8	h8
26.c4	h8	h8	h8
27.c2	h8	h8	h8
28.h4	h8	h8	h8
29.f5	h8	h8	h8
30.h5	h8	h8	h8

### NOTES

a) Ou 7... Cf6 ; 8.0-0, Fd6 ; 9.Rh1, Ff4 ou bien 8... Cc5 ; 9.h3, Fc5 ; 10. Dd2, d6.



CLUBISTE, hist., membre d'un club politique. - 9. TOSSASSE. - 10. OCERAS (COCERA SCORERA). - 11. PUNCHES. - 12. PRIVERA. - 13. DIPOLE (DEPOLI DIPOLE). - 14. INITIA. - 15. EDREDON. - 16. REANIME (ANEMIER...). - 17. AILETTE. - 18. SCIRPE (CIPRES...). - 19. ONANISTE (ETONNAIS SONATINE). - 20. FUNESTE (ENFUTE). - 21. OPERETTE. - 22. GALVANO. - 23. COTATION. - 24. ONUSIEN. - 25. CURSIFS. - 26. SORCIERE (RECROISE). - 27.

KARIEN (BICAINE) - 28. ANNUELS (ANNULES). - 29. IRTIS. - 30. SUSPECT. - 31. BEURRIER. - 32. EPINAI (PEINAI). - 33. NAJADES. - 34. MULTISOC. - 35. TCHADIENS (SCHEIDANT). - 36. SABLIERE (SABLIERE BLAIRES BLESERAI BELERAIS). - 37. INDICAN. - 38. USURIER. - 39. CORNERAS. - 40. ETYGEES, dont les tiges ont été détes. - 41. DERIVETE, sans rivets.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

b) Ou 8.0-0, Fb7 ; 9. Cb3, d6 ; 10. f4, Cb6 ; 11. Dc3, Fc7 ; 12. a3, 0-0 ; 13. Dh3 (Hector - Hjarston, Malmo, 1995).  
c) 10... Cc7 est jouable : 11. Dg4, Cb6 ; 12. f4, Fc5 ; 13. Fc5, Dc5+ ; 14. Rh1, 0-0 avec égalité (Mink-Talmanov, Palma, 1970).  
d) Après 11. Dc2, Fc7 ; 12. f4, 0-0 ; 13. e5, Cc5 (C68 ; 14. f5) ; 14. Cc5, Dc5 ; 15. e4, b4 ; 16. Fc4, Dc6 ; 17. Ta-c1, les Blancs sont légèrement mieux (Vogt-Mista, 1971).  
e) Passant à l'attaque de l'aile-R sans même jouer préalablement 12. f2-f4.  
f) La jeune Judith Polgar entend également attaquer sur ce flanc, quitte à laisser son R au centre.  
g) Et ce sont les Noirs qui ouvrent le feu les premiers (cf 17. Fg5 ? ; Dc5-).

### SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1702

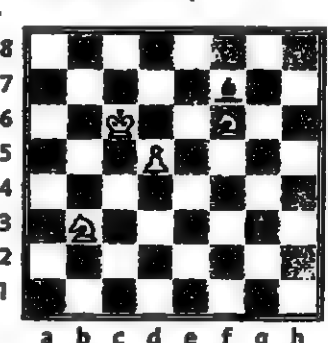
S.M. BIRNOV 1947.

(Blancs : Rc4, Tg4, Pd7. Noirs : Rc7, Fb4, Pc2 et d6.)

1. Tg7+ !, Rb6 ! ; 2. a8-C4 ! (cf 2. a8-D, (1-D+), Ra6 ; 3. Cc7+ ; Ra5 (cf 3... Ra7(b7) ; 4. Cc6+ et 5. Tg1 et si 3... Rb6 ; 4. Cc5+ ; Ra6(p6) ; 5. Cb4+ et 6. Cc2 ; 4. Tg1, Fc5 ! ; 5. Tg5+ ; d5+ ! ; 6. Txd5+ ; Ra4 ; 7. Cb5 !, c1-D+ ; 8. Cc3+ ; Ra3 ; 9. Ta5+ ; Rb2 ; 10. Ta2 mat.

### ÉTUDE N° 1703

O. HERBSTMAN (1952)



Blancs (4) : Rc6, Cb3 et f6, Pd5. Noirs (2) : Rb8, Ff7.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

## BRIDGE

N° 1699

### L'EXPLOIT DES ADOS

Peut-on faire de sérieuses études de mathématiques, d'informatique et de statistiques et gagner quand même, à vingt ans, une grande compétition ? Ce fut le cas, en 1994, pour Bouscaré, Gerner, Fonteneau et Rombaut qui ont remporté la Coupe de France à laquelle 2 000 équipes avaient participé. Voici une des meilleures donnes de la demi-finale.

♠ RD 10	♠ 86
♥ V97	♥ D864
♦ A7532	♦ DV9
♣ 54	♣ V1087
♠ AR 1052	♠ A975432
♥ 108	♥ 3
♦ AD932	♦ R64
	♦ R4

Ann. : S. don. Pers. vuln.  
Sud : Quantin Bouscaré Nord : Est  
Rombaut Quantin Bouscaré Abecassis  
- 1 ♠ - 1 ♠ - 1 ♠ - 1 ♠  
2 ♠ - 3 ♠ - 3 ♠ - 3 ♠  
Ouest (Quantin) ayant entamé l'As de Coeur et contre-attaqué le Valet de Pique comment Rombaut, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

### Réponse

Le déclarant pensa que Ouest, qui avait ouvert, avait l'As de Trèfle, et il ne fallait pas que Est prenne à Carreau et joue Trèfle. Pouvait-on espérer laisser la main à Ouest en jouant Carreau qu'on laisse passer ? Mais Quantin aurait éventuellement déboulé la Dame. Heureusement il y avait une autre possibilité. L'avez-vous trouvée ?  
Rombaut a utilisé un coup que Culbertson décrivait ainsi : « Six maîtres de bridge seulement (y compris une femme) ont pu le comprendre et il n'a même pas de nom ! »

En fait, c'est un jeu de perdant sur perdant dont le but est de déplacer une rentrée vers le flanc qui n'est pas dangereux.

Au mort avec le Roi de Pique, Rombaut a joué le Valet de Coeur dans l'intention de défaire le 4 de Carreau si Est fournissait un petit Coeur. Mais Est a couvert avec la Dame de Coeur. Alors le déclarant a coupé, puis il est remonté au mort par la Dame de Pique pour jouer le 9 de Coeur sur lequel il a défaussé cette fois un Carreau. Ouest a été obligé de prendre, et la défense n'a pu empêcher Rombaut d'affranchir ses Carreaux en coupant au troisième tour à Carreau.

### LE COURAGE A DEUX MAINS

Dans le peloton de tête des plus grands champions, il n'est pas facile de trouver des donnes qui permettent de les départager. Voici cependant l'une d'entre elles. L'annonce faite par Sud est discutable, mais le jeu de la carte est exceptionnel parce que le fameux Américain Meckstroth a vraiment su prendre son courage à deux mains !

♠ 10

♥ 6432

♦ 1095432

♣ D6

♠ 9852

♥ V985

♦ 8

♣ 8743

Ann. : O. don. E-O. vuln.

Ouest : Nord : Est : Sud

Lille Rodwell Jacobus Jeff

Passé passé ISA 4 ♠

passé passé passé

Ouest ayant entamé le 8 de Carreau pour la Dame d'Est, comment gagner normalement QUATRE PIQUES ?

Essayez de trouver comment Meckstroth a tenté de se protéger contre une Dame d'atout quatrième en Est.

### Note sur les enchères

Sur l'ouverture de « ISA », qui promet 14 à 16 points, que dites-vous en Sud ? La plupart des joueurs vont contre, mais il n'y a guère d'espoir que le partenaire passe car il est certainement très faible et il annoncera sa couleur la plus longue. Et puis, même s'il passe (parce que le contre dans cette situation serait de pénalité), la chute non vulnérable risque d'être faible.

### COURRIER DES LECTEURS

L'Aroseur arrosé  
« Dans le problème « La manœuvre du professeur » (n° 1675) si le ténor de l'As d'atout, écrit G.C., avait laissé passer au premier tour à Pique et avait pris au second tour pour rejouer atout, adieu la coupe à Carreau... Cela tient de l'arroseage »

Dans ce cas la donne n'aurait pas été présentée car elle aurait été dans l'intérêt !

Philippe Brugnion

## ABONNEMENT VACANCES

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera débité au prorata des numéros servis dans le mois.

Recevez Le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-les au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

Votre numéro d'abonné : (IMPÉRATIF)  
Commence de résidence habituelle : (IMPÉRATIF)

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)\*  
du : au :

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)\*  
du : au :

Votre adresse de vacances :  
Nom : Prénom :  
Adresse :  
Code postal : Ville :

Vous n'êtes pas abonné(e)  
Veuillez adresser ce bulletin à :  
Nom : Prénom :  
Adresse :  
Code postal : Ville :

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n°  
\* Pour l'étranger, nous consulter.

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Lacour - 92046 Châtillon Cedex.

Vous êtes abonné(e)

Votre numéro d'abonné : (IMPÉRATIF)  
Commence de résidence habituelle : (IMPÉRATIF)

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)\*  
du : au :

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)\*  
du : au :

Votre adresse de vacances :  
Nom : Prénom :  
Adresse :  
Code postal : Ville :

Vous n'êtes pas abonné(e)  
Veuillez adresser ce bulletin à :  
Nom : Prénom :  
Adresse :  
Code postal : Ville :

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n°  
\* Pour l'étranger, nous consulter.

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Lacour - 92046 Châtillon Cedex.

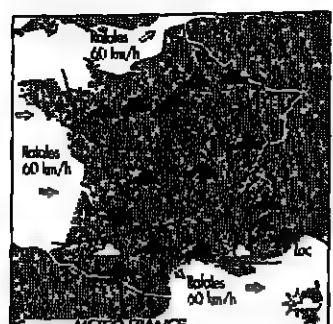
DURÉE FRANCE  
☐ 2 semaines (12 n°) 91 F  
☐ 3 semaines (18 n°) 128 F  
☐ 1 mois (28 n°) 181 F  
☐ 2 mois (52 n°) 360 F  
☐ 3 mois (78 n°) 536 F  
☐ 12 mois (512 n°) 1980 F

Date de signature obligatoire

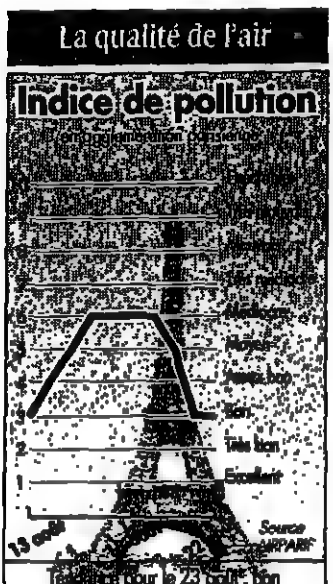


## Averses et vent sur une large moitié nord

UNE DÉPRESSION reste centrée sur les îles Britanniques, alors que les anticyclones sont retranchés vers la Finlande ou les Açores. Une perturbation qui a traversé le pays vendredi s'évacue vers l'Europe centrale, mais la traîne à l'arrière est chargée d'averses et de vent, sur une large moitié nord. La situation s'améliore progressivement dimanche, mais une nouvelle dégradation gagne lundi par le Sud-Ouest. Samedi matin, le ciel



Prévisions pour le 24 août vers 12h00

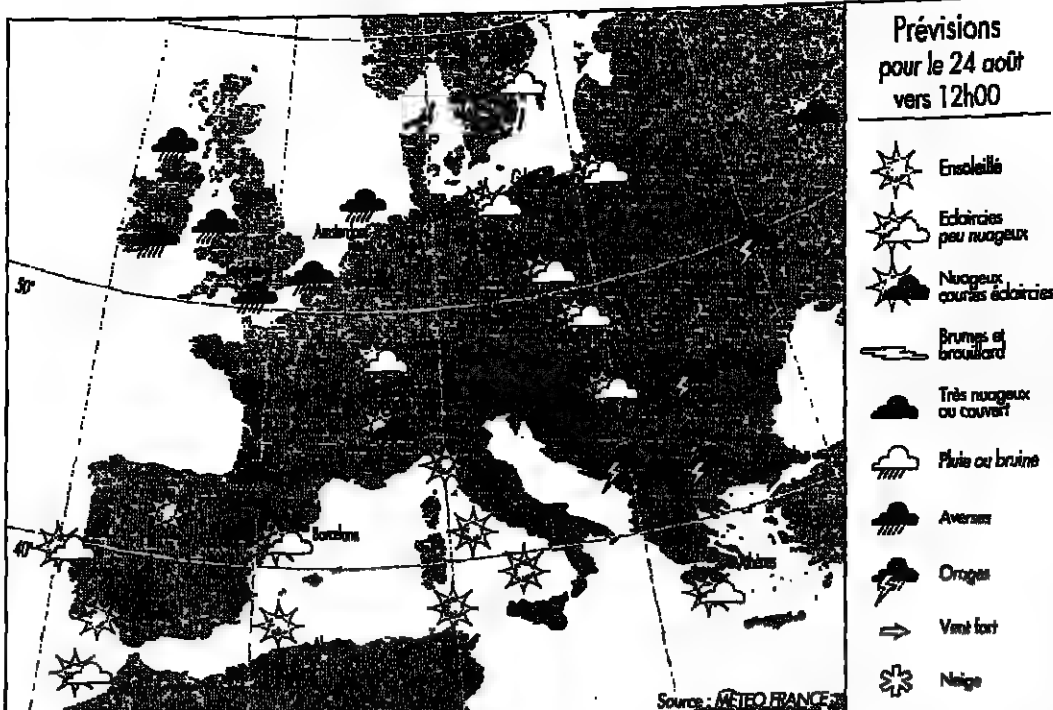


Prévisions pour le 23 août, bon

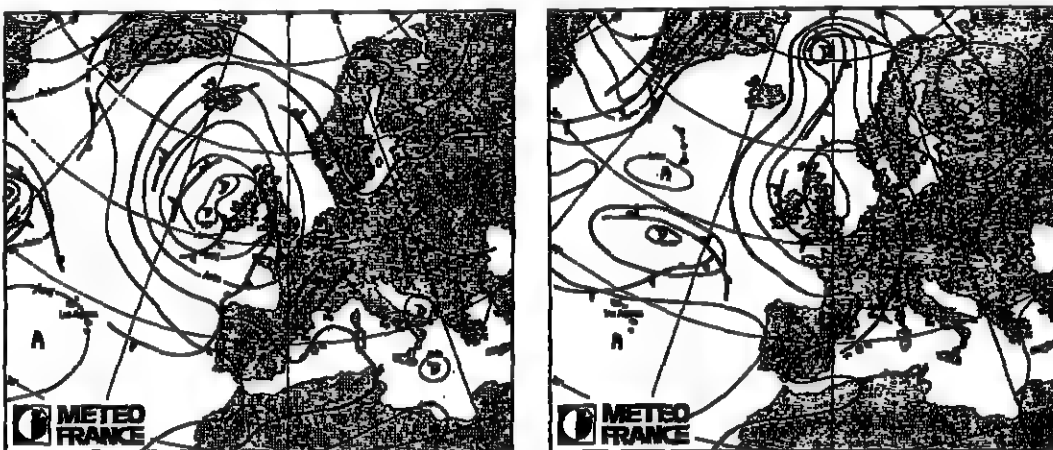
sera assez chargé le long des côtes de la Manche, sur la Bretagne, la Normandie et le Nord-Picardie. Les nombreux nuages seront porteurs d'averses et le vent d'ouest à sud-ouest soufflera jusqu'à 60 km/h. Au-dessus du Bassin parisien, de la région Champagne-Ardenne, de l'Alsace-Lorraine, de la Bourgogne, du Massif Central, du Poitou-Charentes et de l'Aquitaine, le ciel sera variable avec une alternance de nuages, d'éclaircies et localement d'averses du Centre aux Ardennes. Sur les régions Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes, les nuages prédomineront avec de temps à autres quelques pluies éparses. Les embellies seront plus nombreuses sur le pourtour méditerranéen, grâce à une petite tramontane. Le soleil brillera sur la Corse.

Samedi après-midi, le ciel sera ensoleillé sur la moitié nord, jusqu'au Massif Central, aux Charentes et au Lyonnais. Les nuages amèneront de nombreuses averses, parfois orageuses. Elles s'accompagneront d'un vent d'ouest soutenu, notamment près du littoral. Dans le Sud-Ouest, la région Rhône-Alpes, la Provence-Côte d'Azur et la Corse, les nuages autoriseront de belles éclaircies. Le relief sera plus accablé, et parfois même le siège d'un orage. La tramontane et le vent d'ouest le long du littoral varois souffleront jusqu'à 50 km/h vers 12h00.

Les températures seront en baisse. Il fera relativement frais au lever du jour, entre 13 et 15 degrés, mais entre 18 et 21 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales s'éleveront de 18 à 21 degrés le long des côtes de la Manche, de 22 à 24 degrés sur la plupart des autres régions, mais de 26 à 28 degrés près de la Méditerranée, jusqu'à 30 degrés en Corse. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES du 24 août maxima/minima	GRENOBLE	LYON	MARSEILLE	NANTES	PARIS	PAU	PERPIGNAN	POINTE-AUT.	RENNES	STRASBOURG	TOULOUSE
FRANCE	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
ALGER	29/16	30/12	31/18	32/24	33/20	34/26	35/22	36/28	37/24	38/30	39/36
AMSTERDAM	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
ATHÈNES	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
BANGKOK	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
BARCELONE	27/19	28/25	29/31	30/37	31/43	32/49	33/55	34/61	35/67	36/73	37/79
BOMBAY	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
BRASÍLIA	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
BUENOS AIRES	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
CHICAGO	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
CHONGKING	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
COLOMBO	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
DJAKARTA	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
DUBAÏ	42/28	43/34	44/40	45/46	46/52	47/58	48/64	49/70	50/76	51/82	52/88
HANOÏ	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
HONGKONG	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
ISTANBUL	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
JERUSALEM	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
KINSHASA	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
LE CAIRE	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
LIMA	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
LISSABON	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
LONDRES	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
LOS ANGELES	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
LUXEMBOURG	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
MADRID	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
MARRAKECH	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
MEXICO	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
MILAN	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
MONTREAL	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
MOSCOW	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
MUNICH	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
NAIROBI	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
NEW DELHI	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
NEW YORK	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
OSAKA	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
PARIS	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
PRAGUE	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
PRÉTORIA	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
RABAT	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
RIO DE JANEIRO	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
ROME	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
SAN FRANCISCO	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
SANTO DOMINGO	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
SEVILLE	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
ST. PETERSBURG	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
STOCKHOLM	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
SYDNEY	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
TENERIFE	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
TOKYO	32/22	33/28	34/34	35/40	36/46	37/52	38/58	39/64	40/70	41/76	42/82
TUNIS	29/16	30/22	31/28	32/34	33/39	34/45	35/51	36/57	37/63	38/69	39/75
VARSOVIE	22/18	23/14	24/10	25/16	26/12	27/18	28/14	29/10	30/16	31/12	32/18
VENISE	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72
VIENNE	26/12	27/18	28/24	29/30	30/36	31/42	32/48	33/54	34/60	35/66	36/72



Situation le 23 août, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 25 août, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### L'assurance automobile

ON SAIT aujourd'hui que la proposition de M. Depreux, ministre de l'Intérieur, visant à instituer l'assurance obligatoire des accidents d'automobile au moyen d'une surtaxe sur l'essence n'a pas fait l'objet d'une étude approfondie du gouvernement. Il n'est donc pas du tout assuré que ce projet prenne jamais consistance. Il se heurterait en tout cas à une vive opposition de la part des intéressés, dont l'Automobile-Club de France s'est fait le porte-parole.

L'idée est a priori séduisante. Il est commode pour l'automobiliste d'être assuré sans avoir à discuter d'une police et sans se préoccuper du règlement de la prime. L'avantage de l'usage est analogue à celui du contribuable lorsque l'impôt direct se substitue à l'impôt indirect. D'autre part, il paraît équitable de proportionner les versements au nombre de kilomètres parcourus et à la consommation, c'est-à-dire à la puissance de la voiture. Mais un examen plus attentif de la question porte à de sérieuses réserves. Selon l'Automobile-Club, les versements ne seraient pas proportionnels aux risques, en ce sens qu'un car transportant quarante personnes ne paierait pas vingt fois plus qu'une voiturette de 5 CV à deux places. D'autres ont fait observer que le conducteur occasionnel du dimanche est plus dangereux que l'automobiliste expérimenté qui parcourt 40 000 kilomètres dans l'année.

La portée de ces observations est cependant réduite, car les polices d'assurance actuelles sont incapables, elles aussi, d'effectuer une discrimination judicieuse entre les usagers. Toute méthode de taxation comporte une part d'arbitraire et il ne semble pas que le projet de M. Depreux dépasse ici les bornes du raisonnable.

René Courtin  
(24 août 1946.)

## PHILATÉLIE

### Aland

PROVINCE finlandaise autonome de langue suédoise, l'archipel d'Aland (Ålän) est situé en mer Baltique à mi-distance de la Finlande et de la Suède, à l'entrée du golfe de Botnie, se compose de plus de 6 500 îles ou îlots (dont 80 habités) pour une population d'environ 25 000 habitants.

En 1809, la Suède perd Aland, dont le sort est indissociable de la Finlande, au profit de la Russie tsariste, qui en contrôle dès lors l'administration postale. Puis Aland - dont le rattachement à la Finlande sera reconnu par la SDN en 1921 - utilise les timbres de Finlande lors de la proclamation de son indépendance, en 1917.

En 1920, l'autonomie d'Aland est reconnue. Mais il faut attendre le 1<sup>er</sup> mars 1984, pour que l'archipel émette ses propres timbres, alors que les timbres finlandais continuent d'y avoir

cours, permettant des affranchissements mixtes du plus bel effet. Le 1<sup>er</sup> janvier 1993, une loi accorde à Aland une complète autonomie postale, qui supprime la validité des timbres finlandais sur le courrier au départ de l'archipel.

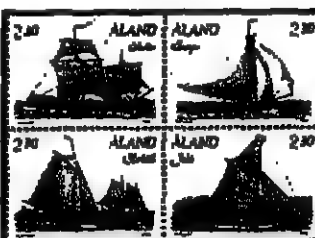
Culture maritime, histoire, faune et flore inspirent la centaine de timbres-poste, carnets, entiers postaux, timbres de distributeurs raisonnablement émis à ce jour

EN FILIGRANE ■ « Prêt-à-poster » : la Corse et Paris. La Poste a mis en vente deux nouvelles séries de « Prêt-à-poster », entiers postaux sur enveloppes avec cartons-correspondance assortis. La première série, parue le 29 juillet, est composée de deux enveloppes représentant les motifs des deux timbres émis récemment sur la Corse : les îles

par Aland, qui, le 6 octobre prochain, mettra en vente son premier aérogramme. A noter que tous les ans, en juin, une régate de bateaux postaux est organisée entre Eckerö (Aland) et Grisslehamn (Suède), ainsi qu'en témoigne un cachet commémoratif.

P. J.

★ Service philatélique : Posten, Filatellservicen, PB 100, FIN -



22101 Mariehamn, Aland, Finlande (bulletin philatélique rédigé en français). Internet : <http://www.posten.aland.fi/>. Monnaie : 1 mark finlandais = 100 pennia = 1,13 F.

## PARIS EN VISITE

Dimanche 25 août

■ MONTMARTRE (50 F), 10 h 30, en haut du funiculaire (Paris autrefois).

■ LE QUARTIER DU DANUBE (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Botzaris (Paris passé, présent).

■ MARAIS : le quartier Saint-Paul (50 F), 11 heures, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Mart).

■ LE NOUVEAU BERCY (37 F), 11 heures, sortie du métro Bercy côté POPB (Monuments historiques).

■ LE QUARTIER DE LA ROQUETTE (50 F), 11 heures, sortie du métro Voltaire côté mairie du 11<sup>e</sup> (La Parisienne).

■ LA SAINTE-CHAPELLE (50 F + prix d'entrée), 11 heures, sortie du métro Cité (Elisabeth Roman).

■ NOTRE-DAME-DE-PARIS, 14 h 30 (60 F), sortie du métro Cité (Isabelle Hauler) ; 15 heures (55 F), portail central (Paris et son histoire).

■ LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et Histoire).

■ LE VILLAGE DE LA GOUTTE-D'OR (55 F), 14 h 30, sortie du métro Barbès-Roches (Europ expro).

■ LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Christine Merle).

■ L'HÔTEL-DIEU (50 F), 15 heures, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

■ LE PARC DE BERCY (35 F), 15 heures, sur les pelouses face au Centre américain (Ville de Paris).

■ LE QUARTIER DES HALLES (37 F), 15 heures, place du Châtelet devant la fontaine (Monuments historiques).

■ L'ÉGLISE SAINT-SÉVERIN et son quartier (37 F), 15 h 30, devant l'église côté rue Saint-Séverin (Monuments historiques).

■ LUNDI 26 août

■ LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE, 10 h 30 et 15 heures (50 F), sortie du métro Paillet-Challigry côté hôpital (Paris passé, présent) ; 14 h 30 (55 F), place de la Bastille devant la FNAC (Christine Merle).

■ PASSAGES COUVERTS DU SENTIER : 2 parcours (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ DE SUFFREN à La Boudonnais (60 F), 11 heures, sortie du métro Ecole-Militaire côté escalier roulant (La Parisienne).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : exposition François 1<sup>er</sup> par Clouet, 11 heures ; les primitifs des écoles du Nord, 11 h 30 ; la sculpture française des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ LES SALONS DE L'HÔTEL DE VILLE (50 F), 14 h 30, angle de la rue de Rivoli et de la rue Lobau (Connaissance de Paris).

■ LE SENTIER et la cour des Miracles (50 F), 14 h 30, 3, place des Victoires (Frédérique Jannet).

■ AUTOUR DES BUTTES-CHAUMONT (55 F), 15 heures, angle de la place Ruhl-et-Danube et de la rue Miguel-Hidalgo (Paris et son histoire).

■ LE JARDIN DU LUXEMBOURG (37 F), 15 heures, devant l'entrée côté place Edmond-Rostand (Monuments historiques).

■ JARDINS ET VILLAS DU 16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT (50 F), 15 heures, sortie du métro Exelmans côté boulevard Exelmans (La Parisienne).

■ MUSÉE DU GRAND ORIENT DE FRANCE : histoire de la franc-maçonnerie (37 F), 15 heures, 16, rue Cadet (Monuments historiques).

■ MONTMARTRE (50 F), 15 h 30, en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Mart).

■ MUSÉE DU LOUVRE : l'alle Richelieu et les appartements Napoléon III (37 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la pyramide côté auditorium (Monuments historiques).

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements



## CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 24 AOÛT 1996

**FESTIVAL** La soixante-seizième édition du Festival de Salzbourg s'achèvera le 30 août. La plus importante des manifestations du genre souffre d'un manque de vision d'en-

semble de sa programmation. Malgré des réussites incontestables, trop de concerts et de productions lyriques ne tranchent pas sur l'ordinaire des grands opéras et des salles de

concert. © GÉRARD MORTIER, son intendant depuis 1991, est conscient de ce problème, qu'il s'est juré de résoudre en refusant désormais le dictat de certains grands chefs d'or-

chestre. Il donne ses orientations futures dans une entrevue au Monde et annonce l'arrivée de huit jeunes metteurs en scène et chefs d'orchestre. © MAURIZIO POLLINI, invité

de longue date du Festival où il joue notamment sous la direction de Karajan, a consacré son récital de piano du mercredi 21 août à Schumann et à Chopin.

# L'avenir de Salzbourg au risque de la jeunesse et du répertoire du XX<sup>e</sup> siècle

La position dominante de cette manifestation autrichienne lui avait fait perdre de vue les grands courants de la création et de l'interprétation. Pour s'éloigner de cette image de rendez-vous chic et cher, son directeur va modifier l'équipe de chefs d'orchestre et de metteurs en scène

**SALZBOURG**  
de notre envoyé spécial  
Le Festival de Salzbourg n'a pas de vrais concurrents en Europe. C'est sa force et c'est aussi ce qui l'a peu à peu déconnecté des grands mouvements qui ont chamboulé l'art de l'interprétation et de la création depuis le début des années 50. Si l'on ne peut contester qu'il y a eu de grandes choses réalisées pendant l'ère Karajan - un enfant du pays - qui s'est étendue du milieu des années 50 à sa mort en 1989, le grand maître a aussi ignoré avec superbe quantité d'œuvres du passé et du présent, quantité d'interprètes dont, dans son splendide isolement, il ne soupçonnait peut-être même pas l'existence. Et, bien évidemment, quelques-uns des metteurs en scène de théâtre et d'opéra qui ont marqué ces années - puisqu'il lui est arrivé de mettre en scène lui-même.

Lorsque Gérard Mortier a pris la direction du festival, il y a cinq ans, la manifestation venait de connaître une longue période de glaciation. Son arrivée n'a pas été

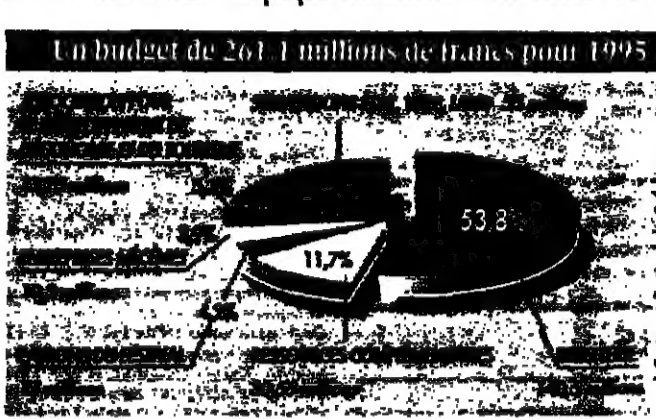
bien vue des impresarios qui régnaient sur le festival - dont la puissante Columbia Artists Management de Ronald Wilford, close au pilori par Norman Lebrecht dans *Mythes et réalités du chef d'orchestre* (éd. J.-C. Lattès, voir *Le Monde* du 18 mai) - et les grandes compagnies discographiques qui ont menacé Gérard Mortier de poursuites judiciaires lorsqu'il a dénoncé leur emprise sur la programmation salzbourgeoise. Le statu quo est aujourd'hui de mise, mais les majors ont baissé la tête.

Autrefois, toutes les vitrines de la ville ressemblaient à celle d'un disquaire : au milieu des chaussures, des montres et des bijoux, des bouteilles d'alcool, de fruits confits et des pâtisseries « boules Mozart », comme au milieu des tapis persans, dans les vitrines des banques ou celles des restaurants, les artistes Deutsche Grammophon, Decca, Philips, CBS-Sony, RCA, Teldec trônaient. C'était devenu agaçant. Aujourd'hui, cette PLV (publicité sur les lieux de vente) a quasiment disparu des lieux où elle n'a rien à faire.

La partie n'est cependant pas encore gagnée. Certains chefs d'orchestre, parmi les plus éminents, ne comprennent pas, n'admettent toujours pas, que leur

pouvoir soit remis en cause par un non-musicien. Gérard Mortier a donc dû avaler des couleuvres, accepter des distributions, des scénographies et des mises en scène choisies par les chefs, propositions qu'il n'aurait même pas prises en considération quand il dirigeait le Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles. Gérard Mortier a également été confronté au peu de culture musicale de certains chefs célèbres et à leur mauvaise habitude qui consiste à demander à un assistant de se cacher toutes les répétitions jusqu'au moment où ils n'ont plus qu'à passer la dernière couche de vernis. Ne parlons pas des chanteurs qui n'arrivent que pour la générale ou font de nombreux allers-retours pendant les répétitions pour cachetonner. Ceux-là, que Karajan ne tolérât guère dans ses propres productions, ont été rayés des invités de Salzbourg.

**PRIX INJUSTIFIÉS**  
Gérard Mortier a donc décidé de ne plus accepter le moindre compromis. Pour arriver à ses fins, il s'est constitué une garde rapprochée de jeunes chefs et metteurs en scène que viendront soutenir quelques grands anciens conscients des enjeux intellectuels



Les chiffres de 1996 ne sont pas encore connus, mais ils devraient être légèrement supérieurs pour le poste artistique.

que représente le Festival de Salzbourg. La programmation de Gérard Mortier s'est également attachée à faire connaître la jeune génération des compositeurs avec un succès non démenti : le public qui suit ces manifestations est beaucoup plus spontané et détendu que celui des soirées lyriques et des grands concerts.

Les fameux grands concerts de Salzbourg sont le talon d'Achille du festival. Quel intérêt peut-il y avoir d'écouter l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam ou

toute autre phalange de prestige, dans un programme de tournée entendu dans toutes les capitales et quelques-unes des grandes cités de province... pour un prix deux, voire trois fois supérieur ? Passé le bonheur d'entendre Frank Peter Zimmermann jouer le *Concerto pour violon* de Beethoven, avec les Wiener Philharmoniker et Lorin Maazel, on constate que le violoniste a joué la même œuvre avec l'Orchestre de Paris et Wolfgang Sawallisch. A Salzbourg, il faut déboursier 1 100 francs pour les

meilleures places, contre 300 francs Salle Pleyel. La différence de qualité des deux orchestres ne justifie pas cette différence de prix.

Plus gênant, on ne voit aucune ligne se dégager de cette programmation, aucune ossature. On peut même relever la présence de chefs et de solistes dont on se demande bien ce qu'ils font à Salzbourg. Et comment ne pas déplorer l'absence de la musique du Moyen Âge et de la Renaissance, qui connaît actuellement un engouement des interprètes et du public sans précédent ?

Le Festival de Salzbourg a encore beaucoup de chemin à parcourir pour être autre chose qu'une manifestation chic et chère, pour redevenir un lieu en prise directe sur la vie musicale. Il doit être à la fois le reflet de ses meilleures composantes et le point de rencontre des courants esthétiques qui l'irriguent. Si Gérard Mortier veut réellement se démarquer des majors du disque, il faut qu'il sache aussi inviter les artistes majeurs de notre époque, tous répertoires confondus, qui sont parfois les laissés-pour-compte de leurs écuries. Il n'en manque pas.

A. Lo.

Gérard Mortier, intendant du Festival

## « J'aimerais montrer des spectacles qui ne soient plus l'objet de compromis artistiques »

**SALZBOURG**  
de notre envoyé spécial  
« Le chef d'orchestre Nikolaus Harnoncourt part en vous reprochant de trop vous occuper de théâtre, le metteur en scène Peter Stein le suit quelques mois plus tard en disant que vous ne vous occupez pas assez de théâtre. Le Festival de Salzbourg connaîtra-t-il de nouveaux changements ?

- Peter Stein ne souhaitait pas prolonger son contrat de directeur de la partie théâtrale du Festival, puis il a changé d'avis, en octobre 1995. Et il a été attaqué par la Cour des comptes, qui s'en est pris à son salaire et à ses cachets. Finalement, il part, mais pas tout à fait : il continuera de mettre en scène des spectacles ici. Le nom de son successeur devrait être connu dans un mois. Ce sera un intendant, un producteur dans la vraie acception du terme, ni un metteur en scène ni un acteur.

- J'aimerais que nous puissions travailler avec un groupe de metteurs en scène engagés pour une période de quatre ans. Ils régleraient des opéras et des pièces de théâtre en alternance. Je les ai déjà choisis : l'Américain Peter Sellars, la Britannique Deborah Warner et

les Suisses Christoph Marthaler et Stefan Bachmann. Marthaler, dont vous avez pu voir *Le Pierrot lunaire* et *Le Quatuor pour la fin du temps* - dont je suis si heureux qu'ils remportent un tel succès auprès d'un public jeune -, a monté un *Pelléas et Mélisande* de Debussy récemment marquant à l'Opéra de Francfort sous la direction de Sylvain Cambreling. Bachmann a déjà mis en scène *Lila*, une pièce de jeunesse de Goethe, et *Les Affinités électives*.

- J'attends beaucoup de la réflexion commune de ces jeunes, d'autant que Robert Wilson, Peter Stein, Peter Mussbach, Herbert Wernicke, Klaus Michael Gruber et

Peter Zadek restent à Salzbourg. Wilson mettra en scène *Le Mort de Danton* de Büchner et Zadek *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny* de Kurt Weill et Bertolt Brecht, en 1998.

- Et les chefs ? Comment trouver des contrepoints ?  
- Il y a cinq ans que je suis à Salzbourg et je refuse désormais le moindre compromis. Je suis tellement heureux que Sir Georg Solti ait composé et admiré la mise en scène de Wernicke. Au début des répétitions, ça n'a pas été simple, mais Sir Georg nous a fait confiance. Il m'a avoué qu'il était content d'avoir mis un terme à sa carrière de chef d'opéra avec un tel

spectacle. D'un autre côté, j'ai accepté la proposition de Lorin Maazel d'engager l'équipe japonaise avec laquelle il avait déjà monté *Madame Butterfly*, de Puccini, à la Scala de Milan. Quand il va la mise en scène de *Fidelio*, il a été enthousiasmé à l'idée de travailler à un *Chevalier à la rose* avec Wernicke. A la différence d'autres chefs, Maazel connaît tout de la musique. Le savoir à Salzbourg est une victoire.

- A côté de lui, il y aura Christoph von Dohnanyi, Claudio Abbado et quatre jeunes : Esa-Pekka Salonen, Sylvain Cambreling, Kent Nagano et Simon Rattle. S'y joindra, peut-être, un cinquième, James Conlon, dont j'apprécie beaucoup le travail. J'aimerais maintenant montrer des spectacles qui ne seraient plus l'objet de compromis artistiques qui vont contre mes convictions.

- Une partie, de plus en plus nombreuse, du public, de la critique et des chefs continuent de protester contre les mises en scène « contemporaines ».

- Je ne le crois pas. A Salzbourg, il y avait du chemin à parcourir pour convaincre le public et la critique. Ici la presse me « descend », comme elle démolissait Karajan

auquel elle élève aujourd'hui une statue. Je m'en fiche. D'autant que je vois le succès de *Dans la solitude des champs de coton*, la première pièce de Kohls présentée ici, qui me convainc dans l'idée d'internationaliser le programme théâtral de Salzbourg. Un phénomène m'inquiète : pourquoi tant de chefs du mouvement baroque sont-ils si peu ouverts au théâtre ? Voilà pourquoi Simon Rattle dirigera *Les Boréades*, de Rameau, à la tête de l'Orchestre de l'âge des Lumières et non un chef « spécialisé ».

- Certes, on ne peut plus considérer l'opéra comme un concert costumé, mais n'est-il pas difficile de faire vivre ce genre en enrichissant le répertoire ?

- Contrairement à une idée répandue, ce n'est pas le XIX<sup>e</sup> siècle qui a proportionnellement produit le plus de chefs-d'œuvre lyriques, mais le XX<sup>e</sup> siècle. Cela dit, je ne crois pas à l'opéra littéraire. C'est facile de passer commande d'un livret à un écrivain et d'une musique à un compositeur. Ecrire une pièce qui renouvelle le théâtre musical est beaucoup plus difficile. Je pense au Britannique George Benjamin, à Matthias Pinter, qui travaille à un opéra qui sera créé à

Dresde en 1998. Je cherche dans cette direction-là. Renouveler l'expérience théâtrale, expérimenter, comme Boulez l'a fait avec *Répons*, une œuvre de musique pure très théâtrale.

- Ce que j'aimerais, c'est imposer, grâce au renom de Salzbourg, le grand répertoire du XX<sup>e</sup> siècle. Si *Le Grand Macabre* de György Ligeti remporte ici un triomphe, il aura plus de chance d'être monté par les opéras qui ne l'ont pas présenté. Grâce aux recettes énormes que nous engrangeons, je peux me permettre de mettre en regard les grandes œuvres d'art du XX<sup>e</sup> siècle avec celles du passé, et tenter d'aider des créateurs à inventer. Un festival comme celui-ci doit être un mélange harmonieux entre l'intellect, l'humanisme et l'utopie. Si le public ressent cela j'aurais réussi ma mission. Parfois, j'en doute. Dans ces moments-là, je suis désespéré et je me dis que sept ans à la tête d'un festival, c'est peut-être assez. J'ai encore cinq ans à faire, mais parfois j'aimerais à nouveau diriger un opéra, comme je l'ai fait au Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles.

Propos recueillis par Alain Lompech

## Le regard désespéré de Maurizio Pollini

**ALLEGRO OP 8 et FANTAISIE OP 17**, de Robert Schumann. **NOCURNES OP 27 et SONATE EN SI BÉMOI, MINEUR OP 35**, de Frédéric Chopin, par Maurizio Pollini (piano). **GROSSES FESTSPIELHAUS**, le 21, 21 heures.

**SALZBOURG**  
de notre envoyé spécial  
Tant de monde voulait entendre Maurizio Pollini qu'il a fallu rajouter des chaises de chaque côté de la scène. Le pianiste entre, avec cet air d'oiseau effarouché qu'on lui connaît. Il commence son récital avec l'*Allegro* op. 8, de Schumann. Ce n'est sans doute pas l'œuvre la mieux venue du compositeur, mais Pollini l'aime. Le regard qu'il porte sur ce mouvement, alternant des bouffées de lyrisme et des périodes de calme le prouve. Il organise le flot musical avec un soin, une dignité qui a grande allure.

Il a choisi ensuite la *Fantaisie en ut majeur*. Il y a quelques jours, Evgeni Kissin la jouait dans cette même salle. Pollini s'exprime à travers une dynamique beaucoup plus réduite, un jeu plus compact, une sonorité plus fondue. La tendresse, la pure beauté de son interprétation témoignent d'une interiorité bouleversante. Il ne joue pas le second mouvement comme « une étude pour les déplacements opposés » et murmure le *finale*.

**SACRIFICE À LA MODE**  
Un jeu loyal, honnête jusqu'à refuser le moindre effet qui pourrait faire exploser la salle. Une Italienne scintillante comme une chaise hurlée « bravo ! » pourtant, comme après chaque œuvre... y compris avant la fin de la *Sonate « funèbre »*, de Chopin, entraînant derrière elle une partie du public. Pollini lance un regard désespéré vers la salle.

La deuxième sonate composée par Chopin est une pièce qui exige

du pianiste de puiser au plus profond de ses ressources physiques et psychologiques. Les rares fois où le compositeur a accepté de la jouer, il s'est toujours enfui juste après. Pollini l'interprète en déployant une dynamique plus poussée que dans la *Fantaisie* de Schumann, mais il met beaucoup trop de pédale dans le premier mouvement. On n'entend pas distinctement la main gauche. Dommage. Surprise, le pianiste italien fait la reprise du premier mouvement en repartant non du *Doppio Movimento*, mais du *Grave*, sacrifiant là à une mode lancée par un professeur allemand. Consultés sur cette pratique, Vlado Perlemuter et Nikita Magaloff ont exprimé leur désaccord. Il n'empêche que Pollini joue cette pièce d'une façon hallucinée. On accepte alors sa pédale qui traîne et les grandes variations de tempo qu'il imprime à la *Marche funèbre*.

A. Lo.

les

# Inrockuptibles

hebdo musique, cinéma, livres, etc.

L'événement littéraire de la rentrée

## Manchette

par lui-même (inédit) et par Jean Echenoz

Numéro spécial

Aujourd'hui chez votre marchand de journaux, 20 F



## Le rendez-vous de l'abbaye des Prémontrés

Une semaine pour découvrir des auteurs contemporains à Pont-à-Mousson



CE N'EST PAS un festival, mais un moment de rencontres : créée en 1995 par le comédien et metteur en scène lorrain Michel Didym, « la Mousson d'été » réunit dans l'abbaye des Prémontrés des auteurs contemporains. Cette année, on pourra entendre les toutes nouvelles pièces des Français Noëlle Renaude, Pascal Rambert, Gildas Milin, Eugène Durif ou Olivier Py, dont certaines sont encore en cours d'écriture : ainsi, les auteurs « testent » leurs productions, et le public s'initie aux arcanes de la création — ce qui est rare et passionnant. Par ailleurs, la deuxième édition de la Mousson d'été met

l'accent sur le théâtre de langue allemande — avec Werner Schwab, Dea Lohr, Thomas Jonigk ou Peter Turrini, dont Michel Didym crée *Chasse aux rats*. La Hongrie, avec *Le Miracle*, de György Schwab, et le Québec, avec *Ciel*, de Marie-Line Laplante, sont également représentés. Montrés à soixante stagiaires invités (comédiens, professeurs, animateurs), les spectacles sont ouverts au public.

★ La Mousson d'été, du lundi 26 au samedi 31 août. Abbaye des Prémontrés, rue Saint-Martin, 54 Pont-à-Mousson. Tél. : 83-81-65-75. De 30 F à 60 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

**Julien Louran** *Groove Gang*  
La formation de l'un des plus actifs saxophonistes de la scène issue de la « nouvelle vague » du début des années 90 mêle allègrement le jazz post-bop, des rythmes d'Afrique et des Balkans, des envies de danse funky avec naturel au-delà des courants à la mode. Dans le bel espace du Parc floral, le *Groove Gang* devrait s'épanouir.  
*Parc floral, bois de Vincennes, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-de-Vincennes. 16 heures. Le 24. Tél. : 43-43-92-95. 10 F (entrée du parc).*

**Carlos de Nicaragua**  
et **Ras Dumiassan**  
Carlos de Nicaragua s'installe à Paris en 1981. Il y fréquente le milieu rasta, collabore avec Tonton David, crée un sound system et plus tard tourne avec la Mano Negra. Le timbre vigoureux, il mélange sans ambages reggae et salsa. Le Sud-Africain Ras Dumiassan produit un reggae qui ne manque ni d'âme ni de flamme.  
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. 22 heures. Les 23 et 24. Tél. : 45-23-56-39. 100 F.*

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

**BEAUTIFUL THING**  
Film britannique de Hettie MacDonald, avec Linda Henry, Glen Berry, Scott Neal, Ben Daniels. (1 h 30).  
**VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup>; Le Balzac, dolby, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60); UGC Opéra, dolby, 9<sup>e</sup>; Majestic Bastille, 11<sup>e</sup> (47-00-02-48); réservation : 40-30-20-10; Eclair, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, dolby, 15<sup>e</sup> (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).  
**LE BEL ETÉ 1914**  
Film français de Christian de Chalonge, avec Claude Rilla, Maria Pélom, Hippolyte Girardot, Judith Henry, Marianne Denicourt, Philippe Torreton. (1 h 57).  
Gaumont les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> (40-39-99-40); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation : 40-30-20-10; Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00); UGC Rotonde, dolby, 6<sup>e</sup>; UGC Danton, dolby, 6<sup>e</sup>; La Pagode, 7<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 14<sup>e</sup> (40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup>; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); réservation : 40-30-20-10; UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.  
**LA CHICA**  
Film français de Bruno Gantillon, avec Marine Deiterme, Bruno Wolkowitch, Wojciech Paszoniak, Frédéric Tokarz. (1 h 38).  
Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (42-32-32-20); réservation : 40-30-20-10.  
**NECRONOMICON**  
Film franco-américain de Christophe Gans, Brian Yuzna et Shusuke Kaneko, avec Richard Lynch, David Warner, Millie Perkins. (1 h 33).  
**VO :** Brady, 10<sup>e</sup> (47-70-08-86).  
**TWISTER**  
Film américain de Jan De Bont, avec Helen Hunt, Bill Paxton, Jami Gertz, Cary Elwes, Lois Smith, Philip Seymour Hoffman. (1 h 53).  
**VO :** UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; Bretagne, dolby, 6<sup>e</sup> (39-17-10-00); réservation : 40-30-20-10; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup>; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); George-V, THX, dolby, 8<sup>e</sup>; UGC Normandie, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation : 40-30-20-10; La Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (43-07-48-80); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13<sup>e</sup> (45-80-77-00); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); Majestic Passy, dolby, 16<sup>e</sup> (42-24-46-24); réservation : 40-30-20-10; UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10).

**VF :** Rex (le Grand Rex), dolby, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup>; Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31); réservation : 40-30-20-10; Les Nations, dolby, 12<sup>e</sup> (43-04-67); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, dolby, 12<sup>e</sup>; UGC Gobelins, dolby, 13<sup>e</sup>; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, THX, dolby, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.  
**LES VOLEURS**  
Film français d'André Téchiné, avec Catherine Deneuve, Daniel Auteuil, Julien Rivière, Laurence Côté, Fabienne Babe. (1 h 57).  
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup>; 14-Juillet Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); UGC Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup>; La Pagode, 7<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08); réservation : 40-30-20-10; UGC Normandie, dolby, 8<sup>e</sup>; Gaumont Opéra Français, dolby, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88); réservation : 40-30-20-10; Majestic Bastille, dolby, 11<sup>e</sup> (47-00-02-48); réservation : 40-30-20-10; Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-04-67); réservation : 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, dolby, 12<sup>e</sup>; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13<sup>e</sup> (47-07-55-88); réservation : 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27); réservation : 40-30-20-10; UGC Maillot, 17<sup>e</sup>; Pathe Wepler, dolby, 18<sup>e</sup> (réservation : 40-30-20-10); Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96); réservation : 40-30-20-10.  
**REPRISES**  
**LA CHINOISE**  
De Jean-Luc Godard, avec Anne Wiazemsky, Jean-Pierre Lélou, Juliet Berto. Français, 1967 (1 h 30).  
Le Saint-Germain-des-Près, Salle G de Beaugrenelle, 14<sup>e</sup> (42-22-87-23).  
**LA JETÉE**  
De Chris Marker, avec Hélène Chatalein, Davos Hanich, Jacques Ledoux, Jean Negroni. Français, 1963, noir et blanc, (29 min.).  
14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-77-14-55).  
**LA SOIF DU MAL**  
De Orson Welles, avec Charlton Heston, Janet Leigh, Marlene Dietrich, Orson Welles, Joseph Calleja. Américain, 1957, noir et blanc, copie venue (1 h 50).  
**VO :** Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30); Elysées Lincoln, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14); réservation : 40-30-20-10.  
**THE SHANGHAI GESTURE**  
De Josef von Sternberg, avec Gene Tierney, Walter Huston, Victor Mature, Ona Munstun, Phyllis Brooks. Américain, 1941, noir et blanc, copie venue (1 h 45).  
**VO :** Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-40-49).

## RÉGION

Une sélection musique, danse, théâtre et art en région

### MUSIQUE CLASSIQUE

**LA CHAISE-DIEU**  
Tous les concerts ont lieu à l'abbaye, 43 La Chaise-Dieu. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F à 480 F.  
Cappella Musicale Archivescivile di Bologna  
Œuvres de Vivaldi et Torelli. Sergio Vartolo (direction).  
15 heures, le 24.  
Gabrieli Consort and Players  
Haendel : *Le Messie*, Paul McCreech (direction).  
21 h 15, le 24.  
Gabrieli Consort and Players  
Haendel : *Salomon*, Paul McCreech (direction).  
17 h 15, le 25.  
Arthur Rubinstein Philharmonic Orchestra  
Ravel : *Concerto pour piano et orchestre « Pour la main gauche »*, Chailley : *Casa Dei*, Vincent Bernard (réduction), Hervé Billaut (piano), Chœur d'enfants de Varsovie, Pawel Przytycki (direction).  
21 h 30, le 25.  
Pauliner Orchester de Leipzig  
Bach : *Passion selon saint Matthieu*, Maître d'enfants de La Chaise-Dieu, Chœur de l'université de Leipzig, Wolfgang Unger (direction).  
21 heures, le 26.  
Orchestre national de Lyon  
Honegger : *Jeune d'Arc au bûcher*, Brigitte Fossey (Jeanne), Simon Elie (Lorrain), Chœur de la Frère, Chœur de Cluj, Alain Lombard (direction).  
21 h 30, les 27 et 28.  
Sonaroff de la Giolosa Marca  
Œuvres de Tchaïkovski pour violon et cordes : *Les Quatre Saisons*, *Concerto pour cordes et basse continue RV 128*, *Concerto pour trois violons, alto et basse continue RV 551*, Giuliano Carmignola (violin).  
16 heures, le 28 ; 17 h 30, le 29.  
Orchestre de la radio polonaise  
Penderecki : *Passion selon saint Luc*, Chœur de la Philharmonie nationale de Varsovie, Krzysztof Penderecki (direction).  
21 h 15, le 29.  
Orchestre de la radio polonaise  
Berlioz : *Requiem*, Ensemble de cultures Guy Tournier, Chœur de la Philharmonie nationale de Varsovie, Wojciech Rajski (direction).  
21 h 15, le 30 août et le 1<sup>er</sup> septembre.  
CHARTRES  
Jacques Boucher (orgue),  
Dupré et Bonnet  
Cathédrale, 28 Chartres. 16 h 45, le 25. Tél. : 37-21-50-00.  
COLMAR  
Quintette à vent de l'Ensemble InterContemporain  
Hindemith : *Kleine Kammermusik*, 24<sup>e</sup> n<sup>o</sup> 2, Berlioz : *Le Carnaval de Venise*, Henze : *Quintette à vent*, Birnboim : *Five Distances*, Ligeti : *Bagatelles*, Egilse Saint-Pierre du lycée Bartholdi, 68 Colmar. 20 h 45, le 29. Tél. : 89-20-92-120 F.

**FLAINE**  
Tous les concerts ont lieu à l'Auditorium, 74 Flaine. Tél. : 46-48-03-03.  
70 F.  
Bruno Latouch (récitant), Emile Naoumoff (piano), Frédéric Macarez Naoumoff : *Les Brises*, *Hors de la Terre*.  
20 h 45, le 24.  
Jean-Pierre Philippe (violin), Christophe Gaugué (alto), Henri Beethoven : *Trio à cordes n<sup>o</sup> 3*, Castillon : *Quatuor pour piano et cordes*.  
20 h 45, le 25.  
Paul Rouger, Anne-Marie Morin (violin), Jesse Levine (alto), Xavier Cherkovitch : *Sonate pour violoncelle et piano*, *Sonate pour alto et piano op. 147*, *Quintette pour piano et cordes*.  
20 h 45, le 26.  
Claude Lefebvre (flûte), Daniel Arrignon (hautbois), Richard Joussel : *Diversément*, Damase : *Variations pour quintette à vent*, Fauré : *Barcarolles*, Poulenc : *Sextuor*.  
20 h 45, le 27.  
Marie-Claude Bantigny (violin), David Braslavsky (piano),  
Fauré : *Idylle*, Liszt : *Sonate pour violoncelle et piano*, Ginastera : *Pampeana n<sup>o</sup> 2*.  
20 h 45, le 28.  
Orchestre du Festival de Flaine  
Saint-Saëns : *Concertos pour piano et orchestre n<sup>o</sup> 3 et 5*, Bartók : *Concerto pour orchestre*, Joseph Silvestre (violin), Jean-Marie Cottet (piano), Laurent Petitgirard (direction).  
20 h 45, le 29.  
Chœur du Festival de Flaine  
Schumann : *Etudes en forme de canon*, Rachmaninov : *Suite pour deux pianos n<sup>o</sup> 2*, Brahms : *Dances hongroises*, Liebeslieder Walzer, Chantal Riou, Isabelle Dubuis (piano), Laurence Gorgatchev (direction).  
20 h 45, le 30.  
MENTON  
Jean-Yves Thibaudet (piano)  
Chopin : *Etudes pour piano*, *Sonate pour piano op. 35 « Marche funèbre »*, Liszt : *Troisième année de pèlerinage*, « Jeux d'eau à la villa d'Este », *Ballade pour piano n<sup>o</sup> 2*, *Transcriptions pour piano : récitation et romance « O du mein holder Abendstern »* de Tannhauser, de Wagner : *Liebestod* de Tristan et Isolde, de Wagner : *Paraphrase sur Rigolotto*, de Verdi.  
Pavris Saint-Michel, 06 Menton. 21 h 30, le 27. Tél. : 93-57-51-00. De 60 F à 200 F.  
Philippe Blancini (piano), Quatuor Sine Nomine  
Schumann : *Quintette pour piano et cordes op. 44*, Brahms : *Quintette pour piano et cordes op. 34*.

**Pavris Saint-Michel, 06 Menton.** 21 h 30, le 29. Tél. : 93-57-51-00. De 60 F à 200 F.  
**LE PUY-EN-VELAY**  
Orfeo  
de Monteverdi. Chœur et orchestre de la Cappella Musicale Archivescivile di San Petronio di Bologna, Sergio Vartolo (direction, mise en scène).  
Théâtre, 43 Le Puy-en-Velay. 21 h 15, les 27 et 28. Tél. : 71-00-01-16. De 60 F à 480 F.  
**REIMS**  
Roger Muraro (piano).  
Manté, 2, boulevard du Général-Lecier, 51 Reims. 16 heures, le 24. Tél. : 26-77-45-25.  
Eric Ruske (cor), Laurent Korcia (violin), José-Carlos Cocarelli  
Brahms : *Trio pour piano, violon et cor op. 40*.  
Clique, 2, boulevard du Général-Lecier, 51 Reims. 19 heures, le 24. Tél. : 26-77-45-25.  
La Grande Ecurie et la Chambre du Roy  
Mozart : *Messe KV 317 « Du couronnement »*, *Exultate, Jubilate*. Ensemble vocal Michel Piquemal, Jean-Claude Malgoula (direction).  
Basilique Saint-Rémi, 53, rue Simon, 51 Reims. 18 heures, le 25. Tél. : 26-47-25-69. Entrée libre.  
14 h 30, le 26.  
Acis et Galatée  
de Lully. Les Musiciens du Louvre, Mark Minkowski (direction).  
Centre culturel Joël-Le Theule, 16, rue Saint-Denis, 72 Sablé. 21 heures, le 24. Tél. : 43-95-49-96. 150 F.  
**SOULIGNÉ-SUR-SARTHE**  
Ensemble Solistice  
Œuvres de Monteverdi, Imena, Frescobaldi, Marais et Lambert. Françoise Semellaz (soprano).  
Eglise, 72 Souvigné-sur-Sarthe. 14 h 30, le 24. Tél. : 43-95-49-96. 70 F.  
**VICHY**  
Jean-Louis Haguenauer (piano).  
Bach : *Préludes et fugues*, Debussy : *Suite bergamasque*, Schumann : *Fantaisie op. 17*.  
Palais des congrès-opéra, 5, rue du Casino, 43 Vichy. 11 h 30, le 25. Tél. : 70-30-50-30. De 100 F à 220 F.  
Young Uck Kim (violin), Jean-François Heisser (piano).  
Œuvres de Mozart, Schubert et Beethoven.  
30 Le Vigan, 21 h 30, le 24. Tél. : 67-91-00-31. De 50 F à 100 F.

**THÉÂTRE**  
**FESTIVAL DE BLAYE**  
Dirigé par le comédien Georges Bigot, étoile du Théâtre du Soleil à Paris, le festival de Blaye, qui se déroule du 24 au 30 août, est un festival, réalisé dans le cadre de l'été girondin, à la mesure de ne pas voir trop grand, tout en respectant une belle hauteur de vues. Quatre spectacles y sont à l'affiche. Philippe Avron avec *Ma cour d'honneur* et le Palais des congrès-opéra, 5, rue du Casino, 43 Vichy. 11 h 30, le 25. Tél. : 70-30-50-30. De 100 F à 220 F.  
Mollières 1996 encadrant deux jeunes compagnies — la troupe de Claire Lasse, qui reprend le magnifique *Platon* de Tchekhov présenté cette saison à Paris, et Les Taupes secrètes — à découvrir — créent *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès.  
Le 26 août et le 2 septembre. Chantiers de Blaye, cité de la Vierge, 33390 Blaye. Tél. : (05) 57-42-93-40. 70 F et 90 F.  
**BLÉNOD-LES-PONT-A-MOUSSON**  
Chasse aux rats  
de Peter Turrini, mise en scène de Michel Didym, 21 h 30, le 24. Tél. : 83-81-65-75. Durée : 1 h 30. De 30 F à 60 F.  
Le feu raconte toute l'histoire : une fleur imperméable à la nuit d'Oliver Py, mise en scène de l'auteur, avec Michel Fau et Irina Dalle. Centre culturel Pablo-Picasso, 54 Blénod-les-Pont-A-Mousson. 21 heures, le 29. Tél. : 83-81-65-75. Durée : 1 h 30. De 30 F à 60 F.  
**BUSSANG**  
Peer Gynt  
d'Henrik Ibsen, mise en scène de Philippe Berling, avec Eric Ruf, Martine Bertrand, Jean-François Lapalus, Eric Berger, Jérôme Dier, Julien Chavril, Christine Courrier, Aude de Rouffignac, Anne Fischer, Nadia Fossier, Francisco Gil, Christiane Lallemand, Pierre Lallemand, Jean-Claude Lucron, Marie Lucron, Nicolas Lucron, Madeleine Meunier et Marie Montemont.  
Théâtre du Peuple, rue du Théâtre, 88 Buswang. 15 heures, les 24, 25, 30, 31. Tél. : 29-61-50-48. Durée : 1 h 15. De 50 F à 100 F. Dernières.  
**LIBOURNE**  
Fest Arts  
avec Malavox : « Service livraison », « Le Transcontinental », « l'Oboumbouille », « Bercé sous les balles », « Le Transcontinental », « l'Oboumbouille », « Bercé sous les balles » (Aristobulie), « France-Visiteurs » (Annibal et ses éléphants), « Le Fil harmonique » (Général Vapeur) et « Vide son sac » (Kakal Band).  
Rues, 33 Libourne. 11 heures, le 24. Tél. : 57-55-33-43. Entrée libre.  
**PIERREFONDS**  
Etre sans père (Platonov)  
de Antoine Tchekhov, mise en scène de Claire Lasse, avec Patrick Pinaud, Anne Alvaro, Richard Sammut, Yann-Joël Collin, Fabien Ordi, Anne Sée, Dominique Guillard, Silvia Cordonnier, Patrice Bormand, Anne Klippel, Gérard Hardy, Alain Enjary et Nicolas Fleury.  
Château, 60 Pierrefonds. 20 h 30, le 24. Tél. : 44-42-80-00. Durée : 4 h 30. 90 F et 130 F.  
Le Mère  
d'après S. I. Witkiewicz, mise en scène d'Irena Jun, avec Irena Jun et Maria Wiczorek.

Château, 60 Pierrefonds. 21 h 30, les 30 et 31. Tél. : 44-42-80-00. Durée : 1 h 15. 65 F et 90 F.  
**LA RÉOLE**  
La Foile Journée ou le Mariage de Figaro  
de Beaumarchais, mise en scène de Daniel Cazenave-Gassiot, avec Olivier Bayle, Géraudine Guillon, Bernadette Cousin, Frédéric Vern et la compagnie théâtrale I Coragi.  
Cloître du prieuré bénédictin, 33 La Réole. 19 h 30, les 24 et 25. Tél. : 56-61-13-55. Durée : 4 heures. 60 F et 130 F.  
**SAINT-PIERRE-DU-REGARD**  
Fenêtres ouvertes sur l'intime  
d'après la correspondance d'Anaïs Nin et Henry Miller, mise en scène de Guilène Ferré, avec Christophe Allwright, Guilène Ferré, Eddy Schaff et Silvia Sella.  
Le Manoir de Moisy, 61 Saint-Pierre-du-Regard. 19 heures, le 24. Tél. : 31-69-01-49. Durée : 1 heure. 50 F.  
Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France  
d'après Blaise Cendrars, mise en scène de Marisabel Marratt, avec Marc Cormier, Georges Emmanuel et Silvia Sella.  
Le Manoir de Moisy, 61 Saint-Pierre-du-Regard. 20 h 30, le 25. Tél. : 31-69-01-49. Durée : 1 h 30. 50 F.  
Gaston  
d'Hervé Le Houelleur, mise en scène de Philippe Gouinguet, avec Christophe Allwright.  
Le Manoir de Moisy, 61 Saint-Pierre-du-Regard. 20 h 30, le 27. Tél. : 31-69-01-49. Durée : 1 h 30. 50 F.  
Un feuilleton théâtral  
de et par Théatrala.

Le Manoir de Moisy, 61 Saint-Pierre-du-Regard. 20 h 30, le 29. Tél. : 31-69-01-49. Durée : 1 h 30. 50 F.  
**ART**  
**ALBI**  
Transparence : Gilles Touyard  
Moulin albigois, 41, rue Porta, 81 Albi. Tél. : 63-77-32-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.  
Transparence : Piotr Kowalski  
Centre culturel de l'Albigois, place de l'Amitié, 81 Albi. Tél. : 63-69-72-72. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.  
Transparence : Valérie Bélin  
Verrerie ouvrière, 21, Saint-Juéry, rue Aragon, 81 Albi. Tél. : 63-78-10-10. De 14 heures à 17 heures. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.  
**AMIENS**  
La Russie romantique : peintures et dessins du musée de Tver  
Musée de Picardie, 48, rue de la République, 80 Amiens. Tél. : 22-91-35-44. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 9 novembre. 20 F.  
**ANDILLAC**  
Transparence : Mario Merz, Patrick Neu  
Château du Cayla, 81 Andillac. Tél. : 63-33-30-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 10 F.  
**ANGERS**  
Anthony Caro  
Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée, 49 Angers. Tél. : 41-88-64-65. De 9 heures à 18 h 30. Jusqu'au 26 octobre. 10 F.  
**ANTONY**  
1946, l'art de la reconstruction  
Musée Picasso, château Grimaldi, place Mariéjol, 92 Antony. Tél. : 92-50-54-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 septembre. 20 F.  
**BEAUMONT-DU-LAC**  
Michel Raymont, Marie Sester  
Centre d'art contemporain de Vassivière, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 septembre. 15 F.  
Jacqueline Salmon  
Centre d'art contemporain de Vassivière, petit théâtre, 87 Beaumont-du-Lac. Tél. : 55-69-27-27. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 septembre. 15 F.  
**BIOT**  
Jean Fautrier  
Musée national Fernand-Léger, 15, chemin du Val-de-Pôme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. 36 F (donnant accès au musée).  
**BLOIS**  
Félix Duban : les couleurs de l'architecture  
Château, 41 Blois. Tél. : 54-74-16-06. De 9 heures à 20 heures. Jusqu'au 29 septembre. 20 F.  
**BORDEAUX**  
La Grèce en révolte, Delacroix et les peintres français, 1819-1848  
Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33 Bordeaux. Tél. : 56-10-16-93. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures ; nocturnes mercredi de 21 heures à 23 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.  
Annette Messager  
CAPC-Musée d'art contemporain, Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél. : 56-44-16-35. De 12 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 30 F.  
**LE CATEAU-CAMBRÉSIS**  
Del Marle  
Musée Matise, palais Fénelon, place du Commandant-Richez, 59 Le Cateau-Cambrésis. Tél. : 27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures.

Fermé mardi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. 16 F.  
**DIJON**  
Ages et visages de l'Asie  
Musée des Beaux-Arts, palais des Etats-de-Bourgogne, 21 Dijon. Tél. : 80-74-52-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 28 octobre. 20 F.  
**ÉVREUX**  
Laure Albin-Guillot ou la volonté d'art  
Musée d'Evreux, ancien évêché, 6, rue Charles-Corbeau, 27 Evreux. Tél. : 32-31-52-29. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et dimanche matin. Jusqu'au 29 septembre. Entrée libre.  
**ISSOIRE**  
Van Pei-Ming  
Centre culturel Pomel, place de Verdun, 63 Issoire. Tél. : 73-55-77-00. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre. 10 F.  
**LIMOGES**  
Michel François  
Espace FRAC Limousin, les Coopérateurs, impasse des Charentes, 87 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. De 12 heures à 19 heures ; samedi de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche ; lundi. Jusqu'au 28 septembre. 10 F.  
**MARSEILLE**  
Arman et l'art africain  
Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13 Marseille. Tél. : 91-56-28-38. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 octobre. 20 F.  
Pierre Gireaud et l'expérience de la modernité, 1900-1912  
Musée Cantini, 19, rue Grignon, 13 Marseille. Tél. : 91-54-77-73. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre. 15 F.  
La Mode au corps  
Musée de la Mode, Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.  
L'Art au corps  
Musée d'Art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Alf, 13 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 octobre. 15 F.  
**MEYMAC**  
Garouste/Garouste et Bonetti  
Abbaye Saint-André, centre d'art contemporain, 19 Meymac. Tél. : 55-95-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 octobre. 25 F.  
**MULHOUSE**  
Vladimir Skoda  
Galerie de l'Arc, 7, rue Alfred-Eugène, 68 Mulhouse. Tél. : 89-56-55-54. De 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 18 heures ; mercredi jusqu'à 19 heures. Fermé samedi et dimanche. Jusqu'au 31 août. Entrée libre.

Musée des Beaux-Arts, villa Steinbach, 4, place Guillaume-Tel, 68 Mulhouse. Tél. : 89-45-43-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; jeudi de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 8 septembre. 20 F.  
**NANTES**  
Philippe Cogné  
Musée des Beaux-Arts, salle blanche, 10, rue Georges-Clemenceau, 44 Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 septembre. Entrée libre.  
Henry Moore : l'expression primaire  
Musée des Beaux-Arts, patio, 10, rue Georges-Clemenceau, 44 Nantes. Tél. : 40-41-65-65. De 10 heures à 18 heures ; vendredi jusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 2 septembre. 20 F.  
**NICE**  
Pascal Convert  
Villa Arson, 20, avenue Stephen-Liégeard, 06 Nice. Tél. : 92-07-73-80. De 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 octobre. Entrée libre.  
**NIMES**  
Gerhard Richter  
Carré d'art-Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30 Nîmes. Tél. : 66-76-35-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 septembre. 22 F.  
**PILEUX**  
Joan Miro, les dernières années  
Château, 32 Pileux. Tél. : 62-69-93-52. De 10 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 19 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 16 septembre. 30 F.  
**ROCHECHOUART**  
Propositions : Félix Gonzales-Torres, Douglas Gordon, Fabrice Hybert  
Musée départemental d'art contemporain, château, 87 Rochechouart. Tél. : 55-03-77-77. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 octobre. 15 F.  
**ROUBAIX**  
Modigliani, dessins de la collection Paul Alexandre  
Musée des Beaux-Arts, square Verdrel, 76 Roubaix. Tél. : 35-71-28-40. De 10 heures à 18 heures. Visites commentées samedi à 15 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 octobre. 35 F.  
**SAINT-ÉTIENNE**  
Matière et perception, le Mono-ha et la recherche des fondements  
Musée d'art moderne, La Terrasse, 42 Saint-Étienne. Tél. : 77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures. Fermé jours fériés. Jusqu'au 8 septembre. 27 F.  
**SAINT-PAUL-DE-VENCE**



مكتبة من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / SAMEDI 24 AOÛT 1996 / 17

VENDREDI 23 AOÛT

TF 1

20.50  
**SLC SALUT LES COPAINS**  
Série. C'est la dernière fois que les quatre amis de la série se retrouvent. Avec : Philippe Lemaire, Jerry Mac Kay, Spour G. Christophe Rippert, Les Termini, Frédéric François, Gérard Lemaire. (13 min.) 5025452

23.00

**HOLLYWOOD NIGHT**  
Série. C'est la dernière fois que les quatre amis de la série se retrouvent. Avec : Philippe Lemaire, Jerry Mac Kay, Spour G. Christophe Rippert, Les Termini, Frédéric François, Gérard Lemaire. (13 min.) 5025452

France 2

20.55  
**NESTOR BURMA**  
Série. Burmese d'origine, Nestor Burma est un détective privé. Avec : Jean-Marc Bory, Jean-Marc Bory, Jean-Marc Bory. (13 min.) 3712004

22.30

**LE VENT DE L'OUBLI**  
Téléfilm de Chantal Ficaud, avec Bernard Blier. (10 min.) 80108

France 3

20.50  
**THALASSA**  
Série. Thalassa est une jeune fille qui aime la mer. Avec : Thalassa, Thalassa, Thalassa. (13 min.) 0634048

21.45

**FAUT PAS RÉVER**  
Magazine. Faut pas rêver, faut pas rêver. Avec : Faut pas rêver, Faut pas rêver, Faut pas rêver. (10 min.) 2570085

Arte

20.45  
**FACE AUX FORÊTS**  
Téléfilm de Peter Aghajanian. Avec : Peter Aghajanian, Peter Aghajanian, Peter Aghajanian. (10 min.) 5025452

22.05

**GRAND FORMAT : LE JAGUAR ET LA PLUIE**  
Documentaire. Le Jaguar et la Pluie. Avec : Le Jaguar et la Pluie, Le Jaguar et la Pluie, Le Jaguar et la Pluie. (10 min.) 5025452

M 6

20.45  
**LES FAUX FRÈRES**  
Série. Les faux frères. Avec : Les faux frères, Les faux frères, Les faux frères. (10 min.) 5025452

22.25

**MISSION IMPOSSIBLE, VINGT ANS APRÈS**  
Série. Mission impossible, vingt ans après. Avec : Mission impossible, vingt ans après, Mission impossible, vingt ans après. (10 min.) 5025452

Canal +

19.55  
**FOOTBALL**  
Série. Football. Avec : Football, Football, Football. (10 min.) 5025452

22.00

**ATHLÉTISME**  
Série. Athlétisme. Avec : Athlétisme, Athlétisme, Athlétisme. (10 min.) 5025452

Radio

**France-Culture**  
Série. France-Culture. Avec : France-Culture, France-Culture, France-Culture. (10 min.) 5025452

22.00

**France-Musique**  
Série. France-Musique. Avec : France-Musique, France-Musique, France-Musique. (10 min.) 5025452

Les soirées sur le câble et le satellite

**TV 5**  
20.00 Fort Boyard.  
21.30 Les Carnets du bouillonnement.  
21.55 Météo.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 Taratata.  
23.00 Alice.  
0.30 Soir 3 (France 3).

**Paris Première**  
20.00 20 h Paris Première.  
21.40 A bout portant.  
21.45 Musiques en scène.  
22.15 Simon Boccanegra.  
Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi. Enregistré au Royal Opera House de Covent Garden, à Londres, en 1991 (140 min.). 72082238  
0.35 Paris dernière (50 min.).

**France Supervision**  
20.25 Concert : Festival

Ciné Cinémas

21.00 Ado maman.  
21.30 Les Plus Beaux Chiens du monde.  
22.30 Les Plus Beaux Chiens du monde.  
23.00 Les Plus Beaux Chiens du monde.

Ciné Cinéfil

20.30 Premier rendez-vous.  
21.30 Les Plus Beaux Chiens du monde.  
22.30 Les Plus Beaux Chiens du monde.  
23.00 Les Plus Beaux Chiens du monde.

Les films sur les chaînes européennes

**RTL 9**  
22.30 Le train effréné.  
23.00 Les Plus Beaux Chiens du monde.  
23.30 Les Plus Beaux Chiens du monde.

Radio

**France-Culture**  
Série. France-Culture. Avec : France-Culture, France-Culture, France-Culture. (10 min.) 5025452

22.00

**France-Musique**  
Série. France-Musique. Avec : France-Musique, France-Musique, France-Musique. (10 min.) 5025452

TF 1

6.05 Intrigues. Série.  
12.50 A vrai dire. Magazine.  
12.52 Journal, Météo.  
13.20 Reportages.  
13.50 L'homme qui tombe à pic. Série.  
14.45 Mac Gyver. Série.  
15.40 Météore Place. Série.  
16.25 Hercule. Série.  
17.15 Trente millions d'amis.  
17.50 Vidéo gag.  
18.30 Vidéo gag.  
19.05 Beverly Hills. Série.  
20.00 Journal, Spécial FI, Tercé, Météo.

France 2

12.45 Point route.  
12.55 et 13.30 Météo.  
12.59 Journal.  
13.35 INC. Magazine.  
14.00 Spécial route : les routes.  
14.40 Dans la chaleur de la nuit. Série.  
16.10 Tiroir. En direct de Deauville.  
16.30 Walid ouest. Série.  
17.20 Un privé sous les tropiques. Série.  
18.15 JAC. Série.  
18.30 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.59 Journal.  
A cheval, Météo.

France 3

12.30 Journal.  
12.55 et 13.30 Météo.  
13.00 Keno.  
13.35 Vie de château.  
14.00 Le Quart d'heure de Paul pas rêver.  
14.10 Couleur pays.  
15.10 Tiroir. En direct de Deauville.  
16.30 Walid ouest. Série.  
17.20 Un privé sous les tropiques. Série.  
18.15 JAC. Série.  
18.30 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.59 Journal.  
A cheval, Météo.

La Cinquième

12.30 Les Enquêtes du commissaire Maigret. Série.  
13.00 Keno.  
13.35 Vie de château.  
14.00 Le Quart d'heure de Paul pas rêver.  
14.10 Couleur pays.  
15.10 Tiroir. En direct de Deauville.  
16.30 Walid ouest. Série.  
17.20 Un privé sous les tropiques. Série.  
18.15 JAC. Série.  
18.30 et 20.45 Tirage du Loto.  
19.59 Journal.  
A cheval, Météo.

M 6

12.50 Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. Série.  
13.45 University Hospital. Série.  
14.35 Les Titres brûlés. Série.  
15.30 Flash. Série.  
16.30 Cosmos 1999. Série.  
17.15 Chapeau melon et bottes de cuir. Série.  
18.15 Le Saint. Série.  
19.10 Turbo. Magazine.  
19.54 50 minutes d'information.  
20.00 Hot Fox.  
20.35 Flash. Série.  
20.35 Flash. Série.

Canal +

13.30 Flash d'information.  
13.30 On Tour Grouper.  
13.30 Théâtre : Les Petites Zébrés.  
14.35 Les Titres brûlés. Série.  
15.30 Flash. Série.  
16.30 Cosmos 1999. Série.  
17.15 Chapeau melon et bottes de cuir. Série.  
18.15 Le Saint. Série.  
19.10 Turbo. Magazine.  
19.54 50 minutes d'information.  
20.00 Hot Fox.  
20.35 Flash. Série.  
20.35 Flash. Série.

Radio

**France-Culture**  
Série. France-Culture. Avec : France-Culture, France-Culture, France-Culture. (10 min.) 5025452

22.00

**France-Musique**  
Série. France-Musique. Avec : France-Musique, France-Musique, France-Musique. (10 min.) 5025452

20.45

**LES HASARDS DE L'AMOUR**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

20.50

**FORT BOYARD**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

20.50

**LE BARON**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

20.45

**LA FEMME DE TA VIE**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

20.45

**LES VISITEURS DE L'AU-DELÀ**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

20.30

**CADFAEL**  
Série. Cadfael. Avec : Cadfael, Cadfael, Cadfael. (10 min.) 5025452

22.25

**LES JUMELLES**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

22.35

**GUY BEDOS À L'OLYMPIA 1995**  
Spectacle enregistré en octobre 1995. Avec : Guy Bedos, Guy Bedos, Guy Bedos. (10 min.) 5025452

22.25

**LE POTEAU D'ALDO**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

22.45

**MUSIC PLANET**  
Magazine. Music Planet. Avec : Music Planet, Music Planet, Music Planet. (10 min.) 5025452

20.45

**LES VISITEURS DE L'AU-DELÀ**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

20.30

**CADFAEL**  
Série. Cadfael. Avec : Cadfael, Cadfael, Cadfael. (10 min.) 5025452

22.25

**LES JUMELLES**  
Téléfilm de J. Rigg. Avec : J. Rigg, J. Rigg, J. Rigg. (10 min.) 5025452

Les soirées sur le câble et le satellite

**TV 5**  
20.00 Le Château des Oliviers.  
21.30 Tremblement de terre à Kobé : les 72 premières heures.  
21.55 Météo.  
22.00 Journal (France 2).  
22.30 N'oubliez pas votre brosse à dent.  
0.30 Soir 3 (France 3).

Paris Première

20.30 Sport été. Super VTT.  
22.00 Concert : Luther Vandross. Enregistré au Royal Albert Hall à Londres, en 1994 (55 min.). 3233088  
22.35 Le court en dix long. Série.  
23.50 Paris dernière.  
0.45 Paris déco (35 min.).

Ciné Cinéfil

20.15 Actualités Pathe n° 2.  
21.08 Le Club.  
22.05 Monte-Carlo, c'est la rose.  
23.00 Une corde pour le pendre. Série.  
0.30 Paris déco (35 min.).

Ciné Cinémas

20.30 Un berceau vide. Téléfilm américain de Paul Schneider (1993) (90 min.) 0203057

Canal Jimmy

20.00 Earth Two. Série.  
20.50 Friends. Série.  
21.15 Le Guide du parfait.

Les films sur les chaînes européennes

**TSR**  
20.35 Astérix en Espagne le week-end. Film de Victor Vicas.  
21.35 Les Titres brûlés. Série.  
22.30 L'Adieu aux 85.  
0.15 Ouzo en un.  
0.45 Seinfeld. Le portofoglio.

Radio

**France-Culture**  
Série. France-Culture. Avec : France-Culture, France-Culture, France-Culture. (10 min.) 5025452

22.00

**France-Musique**  
Série. France-Musique. Avec : France-Musique, France-Musique, France-Musique. (10 min.) 5025452

tout le cinéma



## M. Gouyou Beauchamps fixe les objectifs de France Télévision

Il demande 350 millions de francs de plus à l'Etat

DEUX MOIS et demi après sa nomination par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à la présidence de France Télévision, Xavier Gouyou Beauchamps a présenté, jeudi 22 août, « les orientations » du service public et « fixé les objectifs d'audience à moyen terme » de France 2 et France 3. Selon lui, France 2 souffre d'une « érosion d'audience » et devra retrouver une part de marché de 25 %. France 3 aura pour objectif de s'établir à 18 %.

Sur le plan financier, Xavier Gouyou Beauchamps a souligné que le budget 1997 des deux chaînes publiques soit « reconstruit sur la base de celui de 1996, avec une augmentation de 350 millions de francs » qui correspond « à la sous-évaluation du budget de 1996 ». Outre cet effort décaissé à l'Etat, M. Gouyou Beauchamps a engagé le service public sur la voie des économies. La renégociation des contrats avec les animateurs-producteurs aurait dégagé 70 millions de francs nets.

Sans toutefois le citer, Xavier Gouyou Beauchamps a critiqué la gestion de son prédécesseur, Jean-Pierre Elkabach : France 2 « souffre d'un déficit de fonds propres, d'une insuffisance de stocks de films de cinéma » et « a des problèmes d'identité ». Pendant trois mois (du 15 septembre au 15 décembre) France 2 ne pourra donc plus diffuser de films le dimanche soir, et

les remplacera par les épisodes de la série américaine « Urgences ». France 3 aura pour tâche de rester « la chaîne de la proximité », mais devra « accentuer son caractère régional et local ». Selon Xavier Gouyou Beauchamps, la troisième chaîne « est sortie de l'enfance grâce à Jean-Pierre Cottet », son ancien directeur des programmes, aujourd'hui directeur général chargé de l'antenne de France 2. Grâce à lui, les fictions diffusées sur France 3 ont gagné « 4 à 5 points d'audience par rapport aux fictions de la génération précédente ».

### « TOUS LES PUBLICS »

Xavier Gouyou Beauchamps veut une télévision publique « généraliste » qui s'adresse à « tous les publics » et diffuse « tous les genres y compris le divertissement et le sport ». Inquiet des multiples acquisitions sportives de Canal Plus, le président de France Télévision a demandé qu'un « accès gratuit pour le public à un certain nombre de manifestations soit garanti ».

Après Patrick Le Lay, PDG de TF1 (Le Monde du 9 juillet), la direction des chaînes publiques réclame à la Ligue nationale de football le droit de diffuser les matches de division 1, en paiement à séance, sur TPS (Télévision par satellite), le bouquet numérique concurrent de Canalsatellite.

Guy Duthell

## « Le Nouvel Economiste » sera repris par Georges Ghosn

LE TRIBUNAL DE COMMERCE de Nanterre a attribué, jeudi 22 août, Le Nouvel Economiste, en dépôt de bilan depuis juin, à Georges Ghosn, ex-proprétaire du groupe Desfossez (éditeur du quotidien La Tribune Desfossez). Une décision arrêtée aux dépens de l'autre candidat à la reprise de l'hebdomadaire économique, la société Jupiter Communication, contrôlée notamment par Pierre Bergé, PDG d'Ives Saint Laurent Couture, qui avait l'aval majoritaire des salariés du Nouvel Economiste (Le Monde du 22 août). Ceux-ci estiment qu'en choisissant M. Ghosn « la décision s'inscrit en contradiction avec la jurisprudence des tribunaux de commerce », qui tient généralement compte de l'avis du personnel.

M. Ghosn, associé à hauteur de 6 millions de francs avec l'ancien papeterier Claude Sollars (dont les activités ont été reprises par l'irlandais Jefferson Smurfit) et qui a produit in extremis, à l'audience, une garantie de 10 millions de francs de la banque Rivaud, semble avoir emporté la décision favorable du tribunal en parlant de continuité de parution du journal, alors que Jacques Rossetin, PDG de Jupiter Communication, évoquait sa relance en octobre. Le projet de Georges Ghosn, amélioré sur le plan social - il devrait maintenir 46 postes sur 85, au lieu de 42 - est de faire passer Le Nouvel Economiste à un rythme de parution bimensuel, en alternance avec son concurrent L'Expansion (groupe CEP Communication).

Les salariés de l'hebdomadaire, réunis après la décision du tribunal, étaient visiblement « déçus » et « sous le choc de la déception », le projet de Jupiter

Communication leur paraissant mieux garantir l'indépendance éditoriale et l'emploi. « J'espère que le tribunal a fait le bon choix », a déclaré pour sa part l'administrateur judiciaire du titre, M. Didier Segard.

Georges Ghosn reste un personnage controversé. Il a dirigé le groupe Desfossez-International avant de le céder, à l'été 1993, au groupe Moët-Hennessy-Louis-Vuitton (LVMH). Le groupe de presse économique accusait alors un déficit de l'ordre de 230 millions de francs. Des actionnaires s'étaient émus de la gestion de l'ancien PDG, et, à la suite de la plainte de l'un d'eux, M. Ghosn avait été mis en examen par le juge Edith Boizette, pour abus de biens sociaux. Il avait, de son côté, déposé deux plaintes, notamment pour violation du secret de l'instruction (Le Monde du 10 septembre 1994).

Y.-M. L.

■ **TENNIS :** les organisateurs de l'US Open, sous la pression conjuguée des joueurs mécontents et de l'ATP Tour, ont été contraints de procéder, jeudi 22 août, à un deuxième tirage au sort du tableau du simple messieurs. La veille, ils avaient effectué le tirage des 112 joueurs non classés têtes de série avant d'intégrer les 16 têtes de série, à des rangs ne correspondant pas toujours au classement ATP. Cette manœuvre a fait naître quelques soupçons de manipulations destinées à favoriser les tennismen américains. Le nouveau tirage au sort a, toutefois, conservé le même classement des têtes de série.

## Une substance explosive aurait été retrouvée sur un débris du Boeing de la TWA

Les révélations du « New York Times » étayent l'hypothèse d'un attentat

DEUX JOURS après les révélations du quotidien le Washington Post laissant entendre que l'explosion du vol 800 de la TWA, le 17 juillet, pouvait être accidentelle (Le Monde du 22 août), le New York Times, dans son édition du 23 août, relance la thèse d'un attentat en faisant état de la découverte, sur un débris de l'avion, de résidus d'une substance explosive.

En étudiant le contenu de la « boîte noire » et en le comparant avec d'autres enregistrements récupérés après des attentats et des accidents, les experts, expliquait le Washington Post, citant des sources anonymes proches de l'enquête, avaient conclu que le son qui termine l'enregistrement du Boeing de la TWA ressemblait plus à celui produit par une explosion de carburant qu'à la déflagration d'une bombe.

En l'absence de tout élément matériel permettant de nourrir la thèse de l'attentat, l'hypothèse de l'accident s'en trouvait renfor-

cée d'autant. Or c'est précisément cet élément matériel allant dans le sens d'un attentat criminel que les enquêteurs, à en croire le New York Times, auraient trouvé. Il y a déjà une quinzaine de jours. Gardé secret - « seuls quatre hauts responsables de l'enquête étaient au courant », affirme le quotidien - il aurait été communiqué, mercredi 21 août, aux autres responsables qui dirigent l'enquête.

### TIR DE MISSILE ?

« Après de longues et difficiles recherches au fond de la mer, écrit le quotidien américain, les enquêteurs ont finalement la preuve scientifique qu'une bombe a explosé à l'intérieur de l'avion. (...) Selon trois hauts responsables qui mènent l'enquête et qui ont demandé à rester anonymes, les chimistes du laboratoire du FBI, à Washington, ont trouvé sur un débris provenant de la zone située entre les rangs 17 et 27 de la cabine, des traces de PETN, un constituant chimique du plastic. »

Le PETN, ou pentaerythritoltétranitrate, plus connu sous le nom de pentrite, est une substance que l'on trouve dans une grande variété d'explosifs, dont le Semtex, de fabrication tchèque, souvent utilisé dans les attentats terroristes des vingt dernières années. Selon un responsable du FBI, on le trouve aussi dans plusieurs missiles sol-air portables, tirés par un seul servant, ce qui interdit d'éliminer définitivement l'hypothèse du tir de missile.

Cinq jours après la disparition du Boeing, les enquêteurs avaient déjà retrouvé trace de PETN sur un débris provenant de l'aile droite de l'appareil, là où elle s'accroche au fuselage. Mais un second test, quelques jours plus tard, n'avait pas confirmé les résultats du premier, effectué dans le laboratoire de campagne dressé sur les lieux de l'accident.

Le débris retrouvé, cette fois, est un morceau de siège provenant d'une zone située à la hauteur des ailes, là même d'où venait le débris précédent. Alors

que 60 % de l'avion ont été récupérés, les enquêteurs s'attachent, désormais, à retrouver un morceau de métal dont la déformation ou les piqûres pourraient leur donner de plus amples indications sur l'explosif utilisé.

### PROBABILITÉS

Des recherches minutieuses identiques avaient seules permis de prouver formellement que les avions de la Pan Am et d'UTA, disparus en 1988 et 1989 au-dessus de l'Ecosse et du Niger, avaient été les cibles d'un attentat.

Si la thèse d'un attentat devait se confirmer, elle faciliterait la tâche des enquêteurs et de la justice qui craignent, de plus en plus, qu'aucun élément matériel ne vienne confirmer, sans doute aucun, l'une des trois hypothèses - attentat, tir de missile, accident - émises pour expliquer la disparition du vol TWA 800, réduisant le dossier à un faisceau de probabilités et de présomptions.

Dans votre  
Agence France Télécom,  
le téléphone mobile

GSM Itineris<sup>®</sup>  
250 F T.T.C.

c'est à partir de

et c'est  
maintenant.



Et si vous communiquez  
avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

\* Dans la limite des stocks disponibles jusqu'au 31 août 1996 inclus. Si l'abonnement Itineris (minimum 12 mois) est souscrit au moment de l'achat du Nokia Itineris, soit à partir de 120,60 F TTC / mois - frais de mise en service : 422,10 F TTC.

### BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 23 août, à 10 h 15 (Paris)

**FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES**

Tokyo Nikkei 21343,20 +0,41 +6,84

Hong Kong index 11478,20 +0,57 +14,80

**Tokyo, Nikkei sur 3 mois**

21343,20

22199,50

21572,20

21004,90

20027,00

**OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES**

Cours au Var. en % Var. en %

2218 2188 50 95

Paris CAC 40 2017,26 +0,86 +7,79

Londres FT 100 3669,10 -0,08 +4,87

Zürich 1759,91 - - +15,04

Milan MIB 30 1020 -0,20 +9,55

Frankfurt Dax 30 2541,49 -0,09 +12,76

Bruelles - - +12,42

Suisse SMI 1984,46 -1,25 +5,01

Madrid Ibez 35 3521,14 -0,53 +10,01

Amsterdam CBS 377,90 -0,94 +17,54

Tirage du Monde daté vendredi 23 août 1996 : 466 574 exemplaires

هكذا من الأصل